**Enquête sur les
politiques en matière
de santé sexuelle,
reproductive, de la
mère, du nouveau-né,
de l'enfant et de
l'adolescent, 2023**

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	3
ACCORD SUR LE PARTAGE DES DONNEES.....	6
INFORMATIONS DE BASE.....	7
MODULE 1: QUESTIONS TRANSVERSALES RELATIVES À LA SANTÉ SEXUELLE, REPRODUCTIVE, DE LA MÈRE, DU NOUVEAU-NÉ, DE L'ENFANT ET DE L'ADOLESCENT.....	8
SECTION INTRODUCTIVE.....	9
QUALITÉ DES SOINS RELATIFS À LA SANTÉ SEXUELLE, REPRODUCTIVE, DE LA MÈRE, DU NOUVEAU-NÉ, DE L'ENFANT ET DE L'ADOLESCENT.....	15
PROTECTION FINANCIERE.....	18
POLITIQUES GÉNÉRALES ET LÉGISLATION RELATIVES AU DROIT HUMAIN À LA SANTÉ ET AUX SOINS DE SANTÉ.....	26
POLITIQUES GÉNÉRALES CONCERNANT LES MÉCANISMES D'ENREGISTREMENT DES NAISSANCES.....	28
MODULE 2: SANTÉ DE LA MÈRE ET DU NOUVEAU-NÉ.....	31
PLAN STRATÉGIQUE.....	33
POLITIQUE GÉNÉRALE EN MATIÈRE DE SOINS PRÉNATALS.....	33
POLITIQUE GÉNÉRALE RELATIVE À L'ACCOUCHEMENT.....	35
POLITIQUE GÉNÉRALE SUR LES SOINS POSTNATALS POUR LA FEMME ET LE NOUVEAU-NÉ.....	37
PRISE EN CHARGE DES NOUVEAU-NÉS PRÉMATURÉS OU PRÉSENTANT UNE INSUFFISANCE PONDÉRALE À LA NAISSANCE.....	41
PRISE EN CHARGE DES NOUVEAU-NÉS MALADES.....	42
POLITIQUE GÉNÉRALE RELATIVE AUX SOINS OBSTÉTRICAUX.....	44
SURVEILLANCE ET RÉACTION EN CAS DE DÉCÈS MATERNELS ET PÉRINATALS.....	46
MODULE 3: SANTÉ DE L'ENFANT.....	50
PLAN STRATÉGIQUE.....	52
PRÉVENTION ET PRISE EN CHARGE DE LA PNEUMONIE.....	53
PRÉVENTION ET PRISE EN CHARGE DE LA DIARRHÉE.....	55
PRÉVENTION ET PRISE EN CHARGE DU PALUDISME – situationnel pour les pays où le paludisme est endémique.....	57
SOINS HOSPITALIERS PÉDIATRIQUES POUR LES ENFANTS MALADES.....	59
DÉVELOPPEMENT DU JEUNE ENFANT.....	61
PRESTATION DE SERVICES INTÉGRÉS DE SANTÉ INFANTILE ET DE PRISE EN CHARGE INTÉGRÉE DES MALADIES DE L'ENFANT.....	63
MODULE 4: SANTÉ DE L'ADOLESCENT.....	67
PLAN STRATÉGIQUE.....	69
PLANS D'ENSEMBLE/DIRECTIVES POUR LA SANTÉ DE L'ADOLESCENT.....	69
INFRASTRUCTURE ET FORMATION.....	71
CONSENTEMENT AUX SERVICES.....	73
LÉGISLATION.....	75
MODULE 5: DROITS EN MATIÈRE DE SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE.....	78
PLAN STRATÉGIQUE.....	80
SOINS GÉNÉRAUX DE SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE.....	80
PLANIFICATION FAMILIALE / CONTRACEPTION.....	81
INFECTIONS SEXUELLEMENT TRANSMISSIBLES.....	84
CANCER DU COL DE L'UTÉRUS.....	86

INFERTILITÉ.....	88
SANTÉ SEXUELLE.....	90
AUTO-PRISE EN CHARGE DE LA SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE.....	93
MODULE 6: VIOLENCE FONDÉE SUR LE GENRE.....	95
PLAN STRATÉGIQUE	97
VIOLENCE GÉNÉRALE FAITE AUX FEMMES/VIOLENCE FONDÉE SUR LE GENRE	97
EXAMEN GÉNÉRAL DES INDICATEURS DE VIOLENCE FAITE AUX FEMMES ET DE VIOLENCE FONDÉE SUR LE GENRE.....	99
GLOSSAIRE.....	110

INTRODUCTION

L'Enquête mondiale sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent est coordonnée par le Département Santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent, et vieillissement (MCA) de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), avec le concours du Département Santé sexuelle et reproductive, et recherche (SRH). Elle vise à suivre les progrès réalisés par les pays pour ce qui est d'intégrer les recommandations de l'OMS dans leurs lois, politiques, stratégies et directives nationales en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent.

L'enquête de l'OMS sur les politiques en matière de santé de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent a été menée en quatre cycles : 2009-2010, 2011-2012, 2013-2014, 2016. En 2018-2019, une enquête combinée sur la santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent a été menée ; 150 États Membres et cinq autres pays y ont répondu. Les résultats du cycle d'enquête 2018-19 sont disponibles à l'adresse suivante : <https://platform.who.int/data/maternal-newborn-child-adolescent-ageing/national-policies>.

Nous abordons à présent le sixième cycle de l'enquête sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent. En ce qui concerne les pays qui ont répondu à l'enquête de 2018-2019, il s'agira de passer en revue les réponses fournies dans le cadre de celle-ci. Dans cette optique, nous avons inséré les réponses que votre pays a fournies tout au long de l'enquête à des fins d'examen et de vérification.

Nous demandons aux bureaux de pays de l'OMS de travailler avec la (les) personne(s) référente(s) chargées des questions de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent au sein des ministères de la santé pour compléter l'enquête et passer en revue l'ensemble des modules avant de soumettre l'enquête le 31 mars 2023 au plus tard. Chaque personne référente sera également chargée de contacter les programmes ou services concernés au sein du Ministère de la santé (par exemple, paludisme, nutrition, tuberculose, VIH, etc.) et d'autres ministères ou institutions (par exemple, les offices nationaux de statistique, les ministères de l'éducation, les mécanismes de défense des droits des femmes, etc.), selon que de besoin. Nous préconisons également de rassembler les documents nationaux pertinents relatifs à la santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent (lois, politiques, directives, plans stratégiques, etc.) avant de remplir les différents modules de l'enquête. Il peut être utile de prendre connaissance du questionnaire pour comprendre et rassembler les types de documents dont vous aurez besoin pour répondre à l'enquête.

Le questionnaire se compose de plusieurs modules portant sur les thèmes suivants : questions transversales relatives à la santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent ; santé de la mère et du nouveau-né ; santé de l'enfant ; santé de l'adolescent ; santé sexuelle et reproductive ; violence fondée sur le genre. Cette enquête est menée sur une plateforme en ligne, selon un format qui permet à plusieurs personnes de contribuer aux différents modules, avec un interlocuteur principal dont la responsabilité est de s'assurer que tous les modules ont été complétés.

L'enquête en ligne est configurée de manière à proposer des sauts de questions automatiques, ce qui devrait permettre de réduire le temps de réponse.

Avant de commencer chaque module d'enquête, nous vous demandons de rassembler tous les documents pertinents pour votre pays, notamment :

- Les lois et politiques nationales dans les domaines de la santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent ;
- Les dernières directives nationales en date concernant la santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent ;
- Le (s) plan(s) stratégique(s) national(aux) actuel(s) en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent ;

Les définitions clés des sujets abordés dans l'enquête sont incluses dans le glossaire figurant à la fin du présent document. La plupart des questions de l'enquête porteront sur les lois, les politiques générales, les directives et les

Enquête sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent, 2023

stratégies nationales en matière de santé (également appelées plans stratégiques nationaux en matière de santé ou plans nationaux relatifs à la santé). Aux fins de la présente enquête, les termes ci-après sont définis comme suit :

Loi	Règles qui régissent le comportement. Les lois peuvent être élaborées par le pouvoir législatif, ce qui donne lieu à une législation primaire (souvent statuts ou lois), par le pouvoir exécutif ou les autorités locales par le truchement de la législation secondaire (y compris les décrets, les règlements et les arrêtés), ou par les juges via une jurisprudence contraignante (normalement dans les juridictions de droit coutumier et jurisprudentiel).
Politique générale	Les politiques générales font référence aux décisions, plans et mesures adoptés pour atteindre des objectifs spécifiques au sein d'une société (par exemple, des objectifs sociaux ou en matière de santé). Une politique générale donnée peut avoir plusieurs effets : elle définit une vision de l'avenir qui, à son tour, aide à établir des objectifs et des points de référence à court et moyen terme. Elle décrit les priorités et les rôles attendus des différents groupes ; elle établit un consensus et informe la population.
Directives	Les directives sont des déclarations fondées sur des données probantes, élaborées de manière systématique, qui aident les prestataires, les bénéficiaires et les autres parties prenantes à prendre des décisions éclairées sur les interventions appropriées en matière de santé. Les interventions en matière de santé sont définies au sens large et englobent non seulement les procédures cliniques, mais également les mesures de santé publique.
Stratégie nationale de santé <i>(également connue sous le nom de plan stratégique national en matière de santé ou plan national relatif à la santé)</i>	Une stratégie nationale de santé est un processus permettant d'organiser des décisions et des interventions en vue d'atteindre des objectifs particuliers, fixés dans le cadre d'une politique, fournissant « un modèle de scénario futur envisagé et un programme d'action prédéterminé permettant d'atteindre ledit scénario ». Elle correspond aux grandes lignes d'action à long terme visant à concrétiser la vision et les objectifs politiques du secteur de la santé, et prévoit « l'identification des points d'intervention appropriés, les moyens d'assurer la participation d'autres secteurs, l'éventail des facteurs politiques, sociaux, économiques et techniques, ainsi que les contraintes et les moyens d'y faire face ».

Les principaux groupes couverts par la présente enquête sont les nouveau-nés, les enfants et les adolescents. Aux fins de la présente enquête, ces termes sont définis comme suit (sauf indication contraire précisée dans la question) :

Nouveau-né	On entend par « nouveau-né » toute personne âgée de 0 à 4 semaines (0 à 27 jours).
Enfant	On entend par « enfant » toute personne âgée de 1 mois à 9 ans.
Adolescent	On entend par « adolescent » toute personne âgée de 10 à 19 ans.

Lorsque les questions posées dans l'enquête sur les politiques de 2018-2019 sont à nouveau posées dans le cadre du présent cycle d'enquête, les réponses de 2018-2019 seront indiquées pour aider les pays à répondre. Elles seront structurées comme suit :

Existe-t-il un organisme national de coordination chargé d'élaborer, de mettre en œuvre ou de superviser une stratégie, une politique générale ou des plans relatifs à la santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent ? **[Réponse de 2018 : OUI]**

OUI NO NE SAIT
N PAS

Un exercice de validation a été mené pour examiner les réponses à l'enquête et les comparer aux documents téléchargés. En cas de discordance entre le document téléchargé et la réponse à l'enquête, cette information sera également présentée comme suit :

Existe-t-il un organisme national de coordination chargé d'élaborer, de mettre en œuvre ou de superviser une stratégie, une politique générale ou des plans relatifs à la santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent ? **[Réponse de 2018 : OUI]**

Nous avons relevé des informations contradictoires dans le document téléchargé :

OUI NO NE SAIT
N PAS

À LA PAGE [NUMÉRO DE PAGE] du document intitulé : [TITRE DU DOCUMENT] : [TEXTE DU DOCUMENT RELATIF À LA QUESTION]. Veuillez téléverser les pièces justificatives à la fin de la section].

Si vous avez d'autres questions ou si vous avez besoin d'aide concernant le questionnaire ou son contenu, veuillez contacter la personne référente dans votre région concernant l'enquête sur les politiques de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent.

Si vous avez des questions ou besoin d'aide concernant la plateforme d'enquête en ligne, veuillez contacter rmncahpolicysurvey@who.int.

ACCORD SUR LE PARTAGE DE DONNÉES

Veillez noter que toutes les données recueillies par l'OMS, à l'exception des urgences et des essais cliniques, auprès des États Membres, doivent être accompagnées de la déclaration ci-dessous, laquelle doit figurer dans tous les formulaires de collecte de données.

Pour plus d'informations sur la politique en matière de données, consultez le site : <https://www.who.int/fr/about/policies/publishing/data-policy>.

Politique relative au partage des données

Les données sont le fondement de toutes les mesures rationnelles de santé publique et les avantages de la communication de données, y compris pour la science et la santé publique, sont largement reconnus. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) souhaite promouvoir autant que possible la communication de données sanitaires, y compris, mais pas uniquement, de données épidémiologiques et de surveillance.

Dans le présent outil de recueil de données, le terme « fournisseur de données » désigne un représentant dûment autorisé de l'organisme public habilité à communiquer les données sanitaires du pays à l'OMS (par exemple le Ministère de la santé ou une autre administration publique responsable). Il revient au destinataire de cet outil de s'assurer qu'il est le fournisseur de données ou de transmettre l'outil au fournisseur de données.

À cet égard, et sous réserve des instruments juridiquement contraignants régissant la communication et la publication d'informations, le fournisseur de données, en fournissant des données à l'OMS :

- confirme que toutes les données à fournir à l'OMS [y compris, mais sans s'y limiter, les types énumérés dans le tableau 1 (<https://www.who.int/about/policies/publishing/data-policy/text-for-inclusion-in-data-collection-forms>)] ont été collectées conformément à la législation nationale applicable, y compris aux lois de protection des données visant à préserver l'anonymat des personnes identifiables ;
- convient que l'OMS aura le droit, toujours sous réserve des mesures visant à garantir l'utilisation éthique et sécurisée des données et toujours sous réserve d'une mention appropriée du pays comme source des données :
 - i. de publier des données, dépourvues de tout élément d'identification personnelle (ci-après dénommées « les données ») et de les mettre à la disposition de toute partie intéressée, sur demande (dans la mesure où elles n'ont pas, ou pas encore été publiées par l'OMS), selon des modalités autorisant leur utilisation non commerciale et sans but lucratif à des fins de santé publique (pour autant que l'OMS garde la maîtrise de la publication des données) ;
 - ii. d'utiliser, de compiler, d'agréger, d'évaluer et d'analyser les données et de publier et de diffuser les résultats en liaison avec les activités de l'OMS et conformément aux politiques et pratiques de l'Organisation.

Sauf lorsque des instruments juridiquement contraignants (Règlement sanitaire international (2005), Règlement de Nomenclature de l'OMS de 1967, etc.) disposent que les données doivent être communiquées et publiées, le fournisseur de données de votre pays peut, pour certaines données, décider de ne pas appliquer (tout ou partie des) dispositions qui précèdent, en informant l'OMS par écrit à l'adresse ci-après, à condition que cette notification précise clairement les données dont il s'agit et indique clairement les dispositions (qui précèdent) dont il s'agit et qui ne seront pas appliquées, ainsi que les motifs spécifiques.

Organisation mondiale de la Santé
WHO HQ/UHL/MCA/EME
1211 Genève 27
Suisse
rmncahpolicysurvey@who.int

[] Je certifie avoir lu et compris l'accord sur le partage des données.

INFORMATIONS DE BASE

BI_1. Nom du pays _____

BI_2. Nom de la personne chargée de compléter l'enquête en ligne _____

BI_3. Affiliation de la personne chargée de compléter l'enquête en ligne

- MINISTÈRE DE LA SANTÉ
- ORGANISME GOUVERNEMENTAL (HORS MINISTÈRE DE LA SANTÉ)
- OMS
- UNICEF
- FNUAP
- AUTRE _____

(préciser)

BI_4. Titre du poste de la personne chargée de compléter l'enquête en ligne _____

BI_5. Courriel de la personne chargée de compléter l'enquête en ligne _____

BI_6. Date d'achèvement de tous les modules de l'enquête _____ / _____ / _____

JOUR MOIS ANNÉE

BI_7**. À quel niveau la plupart¹ des directives en matière de santé sont-elles élaborées ?

- NATIONAL
- AUTRE _____
- NE SAIT PAS
- INFRANATIONAL (P. EX. DISTRICT, ÉTAT, RÉGION)
- (PRÉCISE R)

BI_8**. À quel niveau la plupart¹ des politiques/stratégies de santé sont-elles élaborées ?

- NATIONAL
- AUTRE _____
- NE SAIT PAS
- INFRANATIONAL (P. EX. DISTRICT, ÉTAT, RÉGION)
- (PRÉCISE R)

BI_9**. À quel niveau la plupart¹ des lois/réglementations en matière de santé sont-elles élaborées ?

- NATIONAL
- AUTRE _____
- NE SAIT PAS
- INFRANATIONAL (P. EX. DISTRICT, ÉTAT, RÉGION)
- (PRÉCISE R)

Remarque : Pour les pays dotés de systèmes de santé décentralisés, la présente enquête porte sur les lois, politiques ou stratégies élaborées au niveau national ou fédéral dans l'intention de guider les interventions dans l'ensemble du pays.

¹ Plus de la moitié

MODULE 1 : QUESTIONS TRANSVERSALES RELATIVES À LA SANTÉ SEXUELLE, REPRODUCTIVE, DE LA MÈRE, DU NOUVEAU-NÉ, DE L'ENFANT ET DE L'ADOLESCENT

INSTRUCTIONS :

- Vous avez été désigné(e) comme la personne responsable de soumettre le module **QUESTIONS TRANSVERSALES relatives à la santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent** dans l'outil d'enquête en ligne. Nous vous demandons de travailler avec le(s) responsable(s) du Ministère de la santé pour compléter l'enquête. En outre, vous pouvez consulter les personnes référentes en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent dans les bureaux de pays de l'OMS, de l'UNICEF ou du FNUAP et/ou d'autres partenaires, ainsi que d'autres ministères/organisations gouvernementales, en particulier le personnel doté des compétences appropriées.
- Chaque module est divisé en plusieurs sections, lesquelles peuvent être complétées séparément et sauvegardées dans l'outil d'enquête en ligne. À la fin de chaque section, il vous sera demandé de téléverser les documents pertinents utilisés pour compléter cette dernière. Si vous disposez de versions électroniques des documents pertinents, il vous sera demandé de les téléverser dans l'outil d'enquête en ligne. Si vous n'êtes pas en mesure de téléverser lesdits documents, il vous sera demandé d'en fournir une explication.
- Ainsi, avant de commencer l'enquête, nous vous demandons de rassembler les documents ci-après, si possible au format électronique :
 - Lois et politiques nationales relatives à la santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent
 - Directives les plus récentes en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent
 - Stratégie nationale de santé en vigueur²
- L'enquête en ligne est configurée de manière à proposer des sauts de questions automatiques, ce qui devrait permettre de réduire le temps de réponse.
- Lorsque toutes les sections du module sont complétées, le module peut être soumis.
- **Remarque : Pour les pays dotés de systèmes de santé décentralisés, la présente enquête porte sur les lois, politiques ou stratégies élaborées au niveau national ou fédéral dans l'intention de guider les interventions dans l'ensemble du pays**

CC_1. Personne chargée de compléter le module en ligne Questions transversales relatives à la santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent

- MÊME PERSONNE QUE POUR LA SECTION INFORMATIONS DE BASE
- _____ [SAISIR LE NOM]

² Une stratégie nationale de santé est un processus permettant d'organiser des décisions et des interventions en vue d'atteindre des objectifs particuliers, fixés dans le cadre d'une politique, fournissant « un modèle de scénario futur envisagé et un programme d'action prédéterminé permettant d'atteindre ledit scénario ». Elle correspond aux grandes lignes d'action à long terme visant à concrétiser la vision et les objectifs politiques du secteur de la santé, et prévoit « l'identification des points d'intervention appropriés, les moyens d'assurer la participation d'autres secteurs, l'éventail des facteurs politiques, sociaux, économiques et techniques, ainsi que les contraintes et les moyens d'y faire face ».

S'IL S'AGIT DE LA MÊME PERSONNE QUE POUR LA SECTION INFORMATIONS DE BASE® passez à la CC_4

CC_2. Affiliation de la personne chargée de compléter le module en ligne Questions transversales relatives à la santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent

- MINISTÈRE DE LA SANTÉ
- ORGANISME GOUVERNEMENTAL (HORS MINISTÈRE DE LA SANTÉ) _____
- OMS . (préciser)
- UNICEF
- FNUAP
- AUTRE _____
(préciser)

CC_3. Courriel de la personne chargée de compléter le module en ligne Questions transversales relatives à la santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent

CC_4. La personne responsable de ce module a-t-elle consulté d'autres personnes pour compléter celui-ci ? OUI NO NE SAIT PAS
N PAS

Si vous avez répondu NON ou NE SAIT PAS® passez à la CC_6

CC_5. Quelles institutions ont été consultées ? VEUILLEZ COCHER TOUTES LES CASES APPROPRIÉES.

- MINISTÈRE DE LA SANTÉ
- ORGANISME GOUVERNEMENTAL (HORS MINISTÈRE DE LA SANTÉ) _____
- OMS . (préciser)
- UNICEF
- FNUAP
- AUTRE _____
(préciser)

SECTION INTRODUCTIVE

CC_6**. Votre pays dispose-t-il d'une stratégie/d'un plan national(e) intégré(e) dans les domaines de la santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent ? OUI NON NE SAIT PAS

Une stratégie/un plan intégré(e) porte au moins sur deux domaines (santé sexuelle et reproductive / la mère / le nouveau-né / l'enfant / l'adolescent)

Si vous avez répondu OUI®, passez à la CC_8

CC_7**. Votre pays dispose-t-il d'une stratégie/d'un plan infranational(e) intégré(e) dans les domaines de la santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent ? OUI, PRÉCISEZ LE NIVEAU : _____ NON NE SAIT PAS

Une stratégie/un plan intégré(e) porte au moins sur deux domaines (santé sexuelle et reproductive / la mère / le nouveau-né / l'enfant / l'adolescent)

CC_8**. Veuillez trouver ci-après les documents téléchargés dans le cadre de l'enquête de 2018 sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent (le cas échéant). Veuillez indiquer si les documents suivants sont toujours applicables. Veuillez téléverser tout document actualisé ou manquant à la question suivante.

	Titre du document	Année de début	Année d'expiration	Ce document est-il toujours applicable et exact ?
1				☐ OUI ☐ NON
2				☐ OUI ☐ NON
3				☐ OUI ☐ NON
...				☐ OUI ☐ NON

	CC_9 Veuillez téléverser votre plan stratégique le plus ³ complet/intégré en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent A) Titre du document	B) Cochez chaque sujet (Santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant, de l'adolescent) inclus dans la stratégie / le plan spécifié.						C) Début (année)	D) Fin (année)	E) À quelle fréquence le plan ou la stratégie est-il (elle) examiné(e) ? (ANNUELLE, SEMESTRIELLE, AUTRE)	F) Quand a eu lieu le dernier examen ? (MOIS/ANNÉE)	G) Document Langue (ANGLAIS, ARABE, CHINOIS, ESPAGNOL, FRANÇAIS, PORTUGAIS, RUSSE, AUTRE) Si possible, veuillez téléverser une version anglaise du document.	H) Téléverser le document Si vous n'êtes pas en mesure de téléverser le document, veuillez en indiquer la raison.
		S ()	R ()	M ()	N ()	E ()	A ()						
1)													
2)													

³ Veuillez téléverser le plan stratégique le **plus** complet/intégré, c'est-à-dire le plan qui comprend le plus grand nombre de domaines liés à la santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent. Par exemple, un plan stratégique sur la santé reproductive, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant serait plus complet ou intégré qu'un plan stratégique sur la santé de la mère et du nouveau-né.

CC_13. À quand remonte la dernière réunion du comité chargé des questions de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent ?

_____/____

MOIS ANNÉE

SI LE MOIS EST INCONNU, ÉCRIVEZ 99,
SI L'ANNÉE EST INCONNUE, ÉCRIVEZ 9999

CC_14. Les parties prenantes participent-elles à l'examen⁶ des plans relatifs à la santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent ? OUI NON NE SAIT PAS

Si vous avez répondu NON ou NE SAIT PAS[®] passez à la CC_18

CC_15. Lequel des intervenants ci-après participe à l'examen⁵ du ou des plans relatifs à la santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent ?

CC_15a. Ministère de la santé ? OUI NON NE SAIT PAS

CC_15b. Autres organisations ou secteurs gouvernementaux ? OUI NON NE SAIT PAS

CC_15c. Organisations du partenariat H6 (ONUSIDA, FNUAP, UNICEF, OMS, ONU-Femmes, Banque mondiale) ? OUI NON NE SAIT PAS

CC_15d. Autres partenaires de réalisation⁷ ? OUI NON NE SAIT PAS

CC_15e. Donateurs ? OUI NON NE SAIT PAS

CC_15f. Milieu universitaire ? OUI NON NE SAIT PAS

CC_15g. Associations professionnelles ? OUI NON NE SAIT PAS

CC_15h. Organisations de la société civile ? OUI NON NE SAIT PAS

CC_15i. Secteur privé ? OUI NON NE SAIT PAS

CC_15j. Adolescents/jeunes ? OUI NON NE SAIT PAS

CC_15k. Autre ? _____ OUI NON NE SAIT PAS

CC_16**. À quelle fréquence l'examen a-t-il lieu ?

- SEMESTRIELLE
- ANNUELLE
- AUTRE (préciser) _____
- NE SAIT PAS

CC_17**. À quand remonte le dernier examen ?

_____/____

MOIS ANNÉE

SI LE MOIS EST INCONNU, ÉCRIVEZ 99,
SI L'ANNÉE EST INCONNUE, ÉCRIVEZ 9999

⁶ Examen : processus stratégique et périodique d'examen des progrès accomplis dans la mise en œuvre du plan/de la stratégie/de la feuille de route/etc. national(e), y compris l'identification des lacunes et la formulation de recommandations pour l'avenir

⁷ On entend par partenaire de réalisation toute organisation qui aide le Ministère de la santé à gérer un programme tel que la formation du personnel, la logistique d'approvisionnement, etc.

QUALITÉ DES SOINS⁸ RELATIFS À LA SANTÉ SEXUELLE, REPRODUCTIVE, DE LA MÈRE, DU NOUVEAU-NÉ, DE L'ENFANT ET DE L'ADOLESCENT

CC_18. Existe-t-il une politique/une directive nationale pour améliorer la qualité des soins qui englobe des services relatifs à la santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent ou qui leur est dédiée ? OUI NON NE SAIT PAS

CC_19. Des normes nationales⁹ relatives à la qualité des soins et des protocoles pour la prestation de services dans les établissements de santé ont-elles été élaborées pour les services liés à la santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent ? OUI NON NE SAIT PAS

Si vous avez répondu NON ou NE SAIT PAS[®] passez à la CC_21a

CC_20. Des normes nationales relatives à la qualité des soins et des protocoles de prestation de services ont-elles été élaborées pour les établissements de santé dans les domaines suivants ?

CC_20a. Santé sexuelle et reproductive ? OUI, ANNÉE : _____ NON NE SAIT PAS

SI L'ANNÉE EST INCONNUE, ÉCRIVEZ 9999

CC_20b. Santé de la mère ? OUI, ANNÉE : _____ NON NE SAIT PAS

SI L'ANNÉE EST INCONNUE, ÉCRIVEZ 9999

CC_20c. Santé du nouveau-né ? OUI, ANNÉE : _____ NON NE SAIT PAS

SI L'ANNÉE EST INCONNUE, ÉCRIVEZ 9999

CC_20d. Santé de l'enfant ? OUI, ANNÉE : _____ NON NE SAIT PAS

SI L'ANNÉE EST INCONNUE, ÉCRIVEZ 9999

⁸ Mesure dans laquelle les services de soins de santé fournis à des individus et à des populations de patients améliorent les résultats désirés en matière de santé. Pour parvenir à cela, les soins de santé doivent être sûrs, efficaces, dispensés à temps, efficaces, équitables et centrés sur la personne.

⁹ Définition d'un niveau de qualité défini dans la prestation de services, qui est nécessaire pour répondre aux besoins des bénéficiaires visés. Une norme définit les attentes en matière de performance, les structures ou les processus nécessaires à une organisation pour fournir des services sûrs, équitables, acceptables, accessibles, efficaces et appropriés.

Enquête sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent, 2023

CC_20e. Santé de l'adolescent ?

OUI, NO NE SAIT
ANNÉE : N PAS

SI L'ANNÉE EST
INCONNUE,
ÉCRIVEZ 9999

CC_21a**. Veuillez trouver ci-après les documents téléchargés dans le cadre de l'enquête de 2018 sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent (le cas échéant). Veuillez indiquer si les documents suivants sont toujours applicables. Veuillez téléverser tout document actualisé ou manquant à la question suivante.

	(1) Titre du document	(2) Année de début	(3) Année d'expiration	4) Ce document est-il toujours applicable et exact ?
1				☐ OUI ☐ NON
2				☐ OUI ☐ NON
3				☐ OUI ☐ NON
...				☐ OUI ☐ NON

Enquête sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent, 2023

CC_21b. Veuillez téléverser tous les documents que vous avez utilisés pour remplir cette section QUALITÉ DES SOINS RELATIFS À LA SANTÉ SEXUELLE, REPRODUCTIVE, DE LA MÈRE, DU NOUVEAU-NÉ, DE L'ENFANT ET DE L'ADOLESCENT et fournir des détails sur chacun d'eux en remplissant le tableau ci-dessous.

	A) Titre du document	B) Date de publication	C) Type de document		D) Document Langue (ANGLAIS, ARABE, CHINOIS, ESPAGNOL, FRANÇAIS, PORTUGAIS, RUSSE, AUTRE) Si possible, veuillez téléverser une version anglaise du document.	E) Téléverser le document Si vous n'êtes pas en mesure de téléverser le document, veuillez en indiquer la raison.
01		☐ _____ - ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIQUE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
02		☐ _____ - ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIQUE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
03		☐ _____ - ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIQUE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
04		☐ _____ - ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIQUE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		

05		☐ _____ - ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGI E ☐ POLITIQU E GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
----	--	---	--	--	--	--

PROTECTION FINANCIÈRE

CC_22. Les services de santé ci-après sont-ils fournis gratuitement¹⁰ au point de service dans le secteur public pour les femmes en âge de procréer (15-49 ans) ?

CC_22a. Planification familiale ¹¹ ?	☐ OUI, POUR TOUTES LES FEMMES DE PLUS DE 18 ANS ☐ OUI, SEULEMENT POUR LES FEMMES DE PLUS DE 18 ANS	☐ OUI, POUR D'AUTRES GROUPES DE POPULATION SÉLECTIONNÉS ☐ OUI, POUR D'AUTRES GROUPES DE POPULATION SÉLECTIONNÉS	☐ NON ☐ NON	☐ SANS OBJET/SERVICE NON DISPONIBLE ☐ SANS OBJET/SERVICE NON DISPONIBLE	☐ NE SAIT PAS ☐ NE SAIT PAS
CC_22b. Soins prénatals ¹² ?	☐ OUI, POUR TOUTES LES FEMMES DE PLUS DE 18 ANS ☐ OUI, SEULEMENT POUR LES FEMMES DE PLUS DE 18 ANS	☐ OUI, POUR D'AUTRES GROUPES DE POPULATION SÉLECTIONNÉS ☐ OUI, POUR D'AUTRES GROUPES DE POPULATION SÉLECTIONNÉS	☐ NON ☐ NON	☐ SANS OBJET/SERVICE NON DISPONIBLE ☐ SANS OBJET/SERVICE NON DISPONIBLE	☐ NE SAIT PAS ☐ NE SAIT PAS

¹⁰ L'utilisatrice n'engage aucune dépense au point de service

¹¹ La planification familiale permet aux personnes et aux couples d'anticiper et de concrétiser leur désir d'avoir un ou plusieurs enfants, ainsi que d'espacer et de planifier les naissances. Elle repose sur l'utilisation de méthodes contraceptives et le traitement de l'infertilité involontaire.

¹² Soins dispensés par des professionnels de la santé qualifiés aux femmes et aux adolescentes enceintes afin de garantir les meilleures conditions de santé pour la femme et le bébé pendant la grossesse. Les composantes des soins prénatals sont notamment les suivantes : identification des risques ; prévention et prise en charge des maladies liées à la grossesse ou concomitantes ; et éducation à la santé et promotion de la santé

CC_22c. Accouchement (classique) ?	☐ OUI, POUR TOUTES LES FEMMES ☐ OUI, SEULEMEN T POUR LES FEMMES DE PLUS DE 18 ANS	☐ OUI, POUR D'AUTRES GROUPES DE POPULATIO N SÉLECTION NÉS	☐ N O N	☐ SANS OBJET/SERVICE NON DISPONIBLE	☐ NE SAIT PAS
CC_22d. Césarienne?	☐ OUI, POUR TOUTES LES FEMMES ☐ OUI, SEULEMEN T POUR LES FEMMES DE PLUS DE 18 ANS	☐ OUI, POUR D'AUTRES GROUPES DE POPULATIO N SÉLECTION NÉS	☐ N O N	☐ SANS OBJET/SERVICE NON DISPONIBLE	☐ NE SAIT PAS
CC_22e. Prise en charge des complications liées à l'accouchement ?	☐ OUI, POUR TOUTES LES FEMMES ☐ OUI, SEULEMEN T POUR LES FEMMES DE PLUS DE 18 ANS	☐ OUI, POUR D'AUTRES GROUPES DE POPULATIO N SÉLECTION NÉS	☐ N O N	☐ SANS OBJET/SERVICE NON DISPONIBLE	☐ NE SAIT PAS
CC_22f. Soins post-partum pour les femmes ?	☐ OUI, POUR TOUTES LES FEMMES ☐ OUI, SEULEMEN T POUR LES FEMMES DE PLUS DE 18 ANS	☐ OUI, POUR D'AUTRES GROUPES DE POPULATIO N SÉLECTION NÉS	☐ N O N	☐ SANS OBJET/SERVICE NON DISPONIBLE	☐ NE SAIT PAS

Enquête sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent, 2023

CC_22g. Dépistage et traitement des infections sexuellement transmissibles ?	☐	OUI, POUR TOUTES LES FEMMES	☐	OUI, POUR D'AUTRES GROUPES DE POPULATION SÉLECTIONNÉS	☐	N	☐	SANS OBJET/SERVICE NON DISPONIBLE	☐	NE SAIT PAS
	☐	OUI, SEULEMENT POUR LES FEMMES DE PLUS DE 18 ANS								
CC_22h. Prise en charge de l'infécondité ?	☐	OUI, POUR TOUTES LES FEMMES	☐	OUI, POUR D'AUTRES GROUPES DE POPULATION SÉLECTIONNÉS	☐	N	☐	SANS OBJET/SERVICE NON DISPONIBLE	☐	NE SAIT PAS
	☐	OUI, SEULEMENT POUR LES FEMMES DE PLUS DE 18 ANS								
CC_22i. Dépistage du cancer du col de l'utérus ?	☐	OUI, POUR TOUTES LES FEMMES	☐	OUI, POUR D'AUTRES GROUPES DE POPULATION SÉLECTIONNÉS	☐	N	☐	SANS OBJET/SERVICE NON DISPONIBLE	☐	NE SAIT PAS
	☐	OUI, SEULEMENT POUR LES FEMMES DE PLUS DE 18 ANS								
CC_22j**. Prise en charge des lésions précancéreuses ?	☐	OUI, POUR TOUTES LES FEMMES	☐	OUI, POUR CERTAINS GROUPES DE POPULATION SÉLECTIONNÉS	☐	N	☐	SANS OBJET/SERVICE NON DISPONIBLE	☐	NE SAIT PAS
	☐	OUI, SEULEMENT POUR LES FEMMES DE PLUS DE 18 ANS								

CC_23. Les services de santé ci-après sont-ils fournis gratuitement au point de service dans le secteur public pour les nouveau-nés ?

CC_23a. Prise en charge des complications à la naissance (hypoxie, prématurité, infections, anomalies congénitales) ?

OUI, POUR TOUS LES NOUVEAU-NÉS

OUI, POUR D'AUTRES GROUPES DE POPULATION SÉLECTIONNÉS

N O N

SANS OBJET/SERVICE NON DISPONIBLE

NE SAIT PAS

CC_23b. Soins postnatals¹³ ?

OUI, POUR TOUS LES NOUVEAU-NÉS

OUI, POUR CERTAINS GROUPES DE POPULATION SÉLECTIONNÉS

N O N

SANS OBJET/SERVICE NON DISPONIBLE

NE SAIT PAS

CC_23c. Soins aux nouveau-nés malades (par exemple, soins aux nouveau-nés atteints d'hypoxie, de prématurité, de sepsis et d'anomalies congénitales) ?

OUI, POUR TOUS LES NOUVEAU-NÉS

OUI, POUR CERTAINS GROUPES DE POPULATION SÉLECTIONNÉS

N O N

SANS OBJET/SERVICE NON DISPONIBLE

NE SAIT PAS

CC_24. Tous les enfants sont-ils exemptés du ticket modérateur pour les services ci-après dans le secteur public ? [VEUILLEZ COCHER TOUTES LES CASES APPROPRIÉES]

CC_24a. Visites de routine et de suivi de la croissance de l'enfant ?

OUI, POUR TOUS LES ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS

OUI, POUR CERTAINS GROUPES DE POPULATION SÉLECTIONNÉS

N O N

SANS OBJET/SERVICE NON DISPONIBLE

NE SAIT PAS

OUI, POUR TOUS LES ENFANTS DE 5 À 9 ANS

¹³ Soins dispensés par des professionnels de la santé qualifiés aux femmes et à leur nouveau-né pendant la période postnatale (définie de la naissance à 6 semaines), dans le cadre de quatre consultations postnatales, afin de garantir les meilleures conditions de santé pour la femme et le bébé. Les composantes des soins postnatals sont notamment les suivantes : évaluation du bien-être de la femme et du bébé ; prévention, détection et prise en charge des problèmes postnatals ; prise en charge des maladies concomitantes ; et éducation à la santé et promotion de la santé.

CC_24b. Vaccination?	☐	OUI, POUR TOUS LES ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS	☐	OUI, POUR CERTAINS GROUPES DE POPULATION SÉLECTIONNÉS	☐	N O N	☐	SANS OBJET/SERVICE NON DISPONIBLE	☐	NE SAIT PAS
CC_24c. Soins ambulatoires pour les enfants malades ?	☐	OUI, POUR TOUS LES ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS	☐	OUI, POUR CERTAINS GROUPES DE POPULATION SÉLECTIONNÉS	☐	N O N	☐	SANS OBJET/SERVICE NON DISPONIBLE	☐	NE SAIT PAS
CC_24d. Soins pédiatriques aux patients hospitalisés ?	☐	OUI, POUR TOUS LES ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS	☐	OUI, POUR CERTAINS GROUPES DE POPULATION SÉLECTIONNÉS	☐	N O N	☐	SANS OBJET/SERVICE NON DISPONIBLE	☐	NE SAIT PAS
CC_25. Les adolescents (10-19 ans) sont-ils exemptés du ticket modérateur pour les services ci-après dans le secteur public ?										
CC_25a. Visites ambulatoires ?	☐	OUI, POUR TOUS LES ADOLESCENTS	☐	OUI, POUR CERTAINS GROUPES DE POPULATION SÉLECTIONNÉS	☐	N O N	☐	SANS OBJET/SERVICE NON DISPONIBLE	☐	NE SAIT PAS
CC_25b. Soins aux patients hospitalisés ?	☐	OUI, POUR TOUS LES ADOLESCENTS	☐	OUI, POUR CERTAINS GROUPES DE POPULATION SÉLECTIONNÉS	☐	N O N	☐	SANS OBJET/SERVICE NON DISPONIBLE	☐	NE SAIT PAS

CC_25c. Dépistage du VIH et conseil ?	☐	OUI, POUR TOUS LES ADOLESCENTS	☐	OUI, POUR CERTAINS GROUPES DE POPULATIONS SÉLECTIONNÉS	☐	N O N	☐	SANS OBJET/SERVICE NON DISPONIBLE	☐	NE SAIT PAS
CC_25d. Contraceptifs ?	☐	OUI, POUR TOUS LES ADOLESCENTS	☐	OUI, POUR CERTAINS GROUPES DE POPULATIONS SÉLECTIONNÉS	☐	N O N	☐	SANS OBJET/SERVICE NON DISPONIBLE	☐	NE SAIT PAS
CC_25e. Santé mentale?	☐	OUI, POUR TOUS LES ADOLESCENTS	☐	OUI, POUR CERTAINS GROUPES DE POPULATIONS SÉLECTIONNÉS	☐	N O N	☐	SANS OBJET/SERVICE NON DISPONIBLE	☐	NE SAIT PAS
CC_25f. Réadaptation en cas de toxicomanie ?	☐	OUI, POUR TOUS LES ADOLESCENTS	☐	OUI, POUR CERTAINS GROUPES DE POPULATIONS SÉLECTIONNÉS	☐	N O N	☐	SANS OBJET/SERVICE NON DISPONIBLE	☐	NE SAIT PAS
CC_25g. Dépistage et traitement des infections sexuellement transmissibles ?	☐	OUI, POUR TOUS LES ADOLESCENTS	☐	OUI, POUR CERTAINS GROUPES DE POPULATIONS SÉLECTIONNÉS	☐	N O N	☐	SANS OBJET/SERVICE NON DISPONIBLE	☐	NE SAIT PAS
CC_25h. Vaccination contre le PVH ?	☐	OUI, POUR TOUS LES ADOLESCENTS	☐	OUI, POUR CERTAINS GROUPES DE POPULATIONS SÉLECTIONNÉS	☐	N O N	☐	SANS OBJET/SERVICE NON DISPONIBLE	☐	NE SAIT PAS

CC_26a**. Veuillez trouver ci-après les documents téléchargés dans le cadre de l'enquête de 2018 sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent (le cas échéant).

Enquête sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né,
de l'enfant et de l'adolescent, 2023

Veillez indiquer si les documents suivants sont toujours applicables. Veuillez téléverser tout document actualisé ou manquant à la question suivante.

	(1) Titre du document	(2) Année de début	(3) Année d'expiration	4) Ce document est-il toujours applicable et exact ?
1				☐ OUI ☐ NON
2				☐ OUI ☐ NON
3				☐ OUI ☐ NON
...				☐ OUI ☐ NON

Enquête sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent, 2023

CC_26b. Veuillez téléverser tous les documents que vous avez utilisés pour remplir cette section et fournir des détails sur chacun d'eux en remplissant le tableau ci-dessous.

	A) Titre du document	B) Date de publication	C) Type de document		D) Document Langue (ANGLAIS, ARABE, CHINOIS, ESPAGNOL, FRANÇAIS, PORTUGAIS, RUSSE, AUTRE) Si possible, veuillez téléverser une version anglaise du document.	E) Téléverser le document Si vous n'êtes pas en mesure de téléverser le document , veuillez en indiquer la raison.
01		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIQUE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
02		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIQUE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
03		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIQUE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
04		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIQUE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
05		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI	☐ PLAN-STRATÉGIQUE		

			☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
--	--	--	---	---	--	--

POLITIQUES GÉNÉRALES ET LÉGISLATION RELATIVES AU DROIT HUMAIN À LA SANTÉ ET AUX SOINS DE SANTÉ

CC_27. Existe-t-il une loi nationale qui garantit l'accès universel aux soins de santé primaires ? OUI NON NE SAIT PAS

Si vous avez répondu NON ou NE SAIT PAS[®] passez à la CC_29

CC_28**. Quelles sont les populations concernées par l'accès universel garanti aux soins de santé primaires ? [VEUILLEZ COCHER TOUTES LES CASES APPROPRIÉES] RESSORTISSANTS ÉTRANGERS SANS-PAPIERS RÉFUGIÉS DÉPLACÉS AUTRE _____ (PRÉCISER) AUCUN DES RÉPONSES CI-DESSUS NE SAIT PAS

CC_29**. Le pays est-il doté d'une loi sur les droits de l'enfant, le bien-être de l'enfant ou la protection de l'enfant¹⁴ ? OUI NON NE SAIT PAS

Si vous avez répondu NON ou NE SAIT PAS[®] passez à la CC_31a

CC_30. La loi contient-elle des dispositions qui protègent le droit à la santé de tous les enfants et adolescents ? OUI NON NE SAIT PAS

¹⁴ Règles juridiquement contraignantes visant à protéger la santé, le développement et le bien-être de l'enfant.

Enquête sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né,
de l'enfant et de l'adolescent, 2023

CC_31a**. Veuillez trouver ci-après les documents téléchargés dans le cadre de l'enquête de 2018 sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent (le cas échéant). Veuillez indiquer si les documents suivants sont toujours applicables. Veuillez téléverser tout document actualisé ou manquant à la question suivante.

	(1) Titre du document	(2) Année de début	(3) Année d'expiration	4) Ce document est-il toujours applicable et exact ?
1				☐ OUI ☐ NON
2				☐ OUI ☐ NON
3				☐ OUI ☐ NON
...				☐ OUI ☐ NON

CC_31b. Veuillez téléverser tous les documents que vous avez utilisés pour remplir cette section et fournir des détails sur chacun d'eux en remplissant le tableau ci-dessous.

	A) Titre du document	B) Date de publication	C) Type de document		D) Document Langue (ANGLAIS, ARABE, CHINOIS, ESPAGNOL, FRANÇAIS, PORTUGAIS, RUSSE, AUTRE) Si possible, veuillez téléverser une version anglaise du document.	E) Téléverser le document Si vous n'êtes pas en mesure de téléverser le document , veuillez en indiquer la raison.
01		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN- STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
02		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN- STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
03		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL	☐ PLAN- STRATÉGIE		

			☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
04		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
05		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		

POLITIQUES GÉNÉRALES CONCERNANT LES MÉCANISMES D'ENREGISTREMENT DES NAISSANCES¹⁵

CC_32. Existe-t-il une directive/une politique générale/une loi nationale qui dispose que chaque naissance doit être enregistrée ? OUI NON NE SAIT PAS

Si vous avez répondu NON ou NE SAIT PAS ® passez à la MN_1

CC_33**. La directive, la politique générale ou la loi dispose-t-elle que les naissances doivent être enregistrées par une autorité gouvernementale officielle ? OUI NON NE SAIT PAS

CC_34**. La directive, la politique générale ou la loi précise-t-elle quels informateurs (par exemple des membres de la famille ou tuteurs) sont autorisés à enregistrer ou à déclarer une naissance ? OUI NON NE SAIT PAS

Si vous avez répondu NON ou NE SAIT PAS ® passez à la CC_36

CC_35.** L'une ou l'autre des personnes suivantes est-elle autorisée à enregistrer ou à déclarer une naissance ? [VEUILLEZ COCHER TOUTES LES CASES APPROPRIÉES] PARENT OU PERSONNE QUI A LA CHARGE DE L'ENFANT AUTRE MEMBRE DE LA FAMILLE REPRÉSENTANT LÉGAL AGENT DE SANTÉ TRAVAILLANT DANS UN ÉTABLISSEMENT DE SANTÉ AGENT DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE AUCUNE DES RÉPONSES CI-DESSUS NE SAIT PAS

¹⁵ L'enregistrement des naissances est le processus d'enregistrement officiel de la naissance d'un enfant auprès d'une autorité gouvernementale. Il s'agit d'un enregistrement permanent et officiel de l'existence d'un enfant et d'une reconnaissance juridique de son identité. Il s'agit au minimum d'un document légal indiquant le lieu de naissance de l'enfant et l'identité de ses parents.

Enquête sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né,
de l'enfant et de l'adolescent, 2023

CC_36. Y a-t-il un délai pour enregistrer une naissance ? OUI NON NE SAIT PAS

CC_37. La directive, la politique générale ou la loi prévoit-elle des dispositions ou des mécanismes spécifiques pour l'enregistrement des naissances chez les groupes d'enfants vulnérables, tels que les orphelins, les sans-papiers, les réfugiés et les déplacés ? OUI NON NE SAIT PAS

CC_38. L'enregistrement des naissances est-il payant ? OUI NON NE SAIT PAS

CC_39**. La directive, la politique générale ou la loi prévoit-elle la délivrance d'un certificat de naissance ¹⁶ ? OUI NON NE SAIT PAS

CC_40. Existe-t-il une directive/politique générale /loi qui exige la preuve d'un certificat de naissance comme condition préalable à l'accès des enfants aux services de santé ? OUI NON NE SAIT PAS

CC_41. Existe-t-il une directive/politique générale /loi qui exige la preuve d'un certificat de naissance comme condition préalable à l'accès des enfants à l'éducation ? OUI NON NE SAIT PAS

CC_42a**. Veuillez trouver ci-après les documents téléchargés dans le cadre de l'enquête de 2018 sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent (le cas échéant). Veuillez indiquer si les documents suivants sont toujours applicables. Veuillez téléverser tout document actualisé ou manquant à la question suivante.

	(1) Titre du document	(2) Année de début	(3) Année d'expiration	4) Ce document est-il toujours applicable et exact ?
1				☐ OUI ☐ NON
2				☐ OUI ☐ NON
3				☐ OUI ☐ NON
...				☐ OUI ☐ NON

CC_42b. Veuillez téléverser tous les documents que vous avez utilisés pour remplir cette section et fournir des détails sur chacun d'eux en remplissant le tableau ci-dessous.

	A) Titre du document	B) Date de publication	C) Type de document	D) Document Langue	E) Téléverser le document

¹⁶ L'acte de naissance est un document délivré par l'État au parent ou au tuteur à la suite du processus d'enregistrement de la naissance. C'est la première preuve légale d'identité d'un enfant.

Enquête sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent, 2023

					(ANGLAIS, ARABE, CHINOIS, ESPAGNOL, FRANÇAIS, PORTUGAIS, RUSSE, AUTRE) Si possible, veuillez téléverser une version anglaise du document.	Si vous n'êtes pas en mesure de téléverser le document, veuillez en indiquer la raison.
01		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
02		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
03		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
04		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
05		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		

MODULE 2 : SANTÉ DE LA MÈRE ET DU NOUVEAU-NÉ

INSTRUCTIONS :

- Vous avez été désigné(e) comme la personne responsable de soumettre le module **SANTÉ DE LA MÈRE ET DU NOUVEAU-NÉ** dans l'outil d'enquête en ligne. Nous vous demandons de travailler avec le(s) responsable(s) du Ministère de la santé pour compléter l'enquête. En outre, vous pouvez consulter les personnes référentes en matière de santé de la mère et du nouveau-né dans les bureaux de pays de l'OMS, de l'UNICEF ou du FNUAP et/ou d'autres partenaires, ainsi que d'autres ministères/organisations gouvernementales, en particulier le personnel doté des compétences appropriées.
- Chaque module est divisé en plusieurs sections, lesquelles peuvent être complétées séparément et sauvegardées dans l'outil d'enquête en ligne. À la fin de chaque section, il vous sera demandé de téléverser les documents pertinents utilisés pour compléter cette dernière. Si vous disposez de versions électroniques des documents pertinents, il vous sera demandé de les téléverser dans l'outil d'enquête en ligne. Si vous n'êtes pas en mesure de téléverser lesdits documents, il vous sera demandé d'en fournir une explication.
- Ainsi, avant de commencer l'enquête, nous vous demandons de rassembler les documents ci-après, si possible au format électronique :
 - Politiques nationales relatives à la santé de la mère et du nouveau-né
 - Directives les plus récentes sur la santé de la mère et du nouveau-né
 - Stratégie nationale de santé en vigueur
- L'enquête en ligne est configurée de manière à proposer des sauts de questions automatiques, ce qui devrait permettre de réduire le temps de réponse.
- Lorsque toutes les sections du module sont complétées, le module peut être soumis.
- **Remarque : Pour les pays dotés de systèmes de santé décentralisés, la présente enquête porte sur les lois, politiques ou stratégies élaborées au niveau national ou fédéral dans l'intention de guider les interventions dans l'ensemble du pays**

MN_1. Personne chargée de compléter le module en ligne Santé de la mère et du nouveau-né

- MÊME PERSONNE QUE POUR LA SECTION INFORMATIONS DE BASE
- _____ [SAISIR LE NOM]

S'IL S'AGIT DE LA MÊME PERSONNE QUE POUR LA SECTION INFORMATIONS DE BASE® passez à la MN_5

MN_2. Affiliation de la personne chargée de compléter le module en ligne Santé de la mère et du nouveau-né

- MINISTÈRE DE LA SANTÉ
- ORGANISME GOUVERNEMENTAL (HORS MINISTÈRE DE LA SANTÉ) _____ (préciser)
- OMS
- UNICEF
- FNUAP
- AUTRE _____ (préciser)

MN_3. Titre du poste de la personne chargée de compléter l'enquête en ligne sur la santé de la mère et du nouveau-né _____

MN_4. Courriel de la personne chargée de compléter l'enquête en ligne sur la santé de la mère et du nouveau-né _____

MN_5. La personne responsable de ce module a-t-elle consulté d'autres personnes pour compléter celui-ci ? OUI NO NE SAIT PAS

Si vous avez répondu NON ou NE SAIT PAS ® passez à la MN_7

MN_6. Quelles institutions ont été consultées ? VEUILLEZ COCHER TOUTES LES CASES APPROPRIÉES.

- MINISTÈRE DE LA SANTÉ
- ORGANISME GOUVERNEMENTAL (HORS MINISTÈRE DE LA SANTÉ) _____ (préciser)
- OMS
- UNICEF
- FNUAP
- AUTRE _____ (préciser)

PLAN STRATÉGIQUE

MN_7**. Existe-t-il un plan stratégique consacré à la santé de la mère et du nouveau-né ? OUI NO NE SAIT PAS
N PAS

POLITIQUE GÉNÉRALE EN MATIÈRE DE SOINS PRÉNATAUX¹⁷

MN_8. Existe-t-il des politiques générales/directives nationales sur les soins prénatals ? OUI NO NE SAIT PAS
N PAS

Si vous avez répondu NON ou NE SAIT PAS ® passez à la

MN_14a

MN_9*. Quel est le nombre recommandé de visites prénatales pour une grossesse classique, tel que mentionné dans la politique générale/directive ?

- _____ VISITES (SAISISSEZ LE NOMBRE MINIMUM RECOMMANDÉ DE VISITES)
- NON PRÉCISÉ DANS LA POLITIQUE GÉNÉRALE/DIRECTIVE
- NE SAIT PAS

MN_10*. Selon la politique générale/directive nationale sur les soins prénatals, à quel moment la première visite doit-elle avoir lieu ?

- _____ SEMAINES [INDIQUEZ AU BOUT DE COMBIEN DE SEMAINES IL EST RECOMMANDÉ DE FAIRE LA PREMIÈRE VISITE].
- NON PRÉCISÉ DANS LA POLITIQUE GÉNÉRALE/DIRECTIVE
- NE SAIT PAS

MN_11. La politique générale/directive nationale sur les soins prénatals en cas de grossesse classique recommande-t-elle ce qui suit :

MN_11a. Prévention et prise en charge du diabète gestationnel ?	☐	OUI	☐	NON	☐	NE SAIT PAS
MN_11b**. Prévention et prise en charge des troubles d'hypertension ou de l'hypertension liée à la grossesse ?	☐	OUI	☐	NON	☐	NE SAIT PAS
MN_11c**. Soins auto-administrés pendant la grossesse ?	☐	OUI	☐	NON	☐	NE SAIT PAS
MN_11d**. Dépistage des problèmes de santé mentale pendant la grossesse (comme la dépression et l'anxiété) ?	☐	OUI	☐	NON	☐	NE SAIT PAS
MN_11e**. Prestation intégrée de services pendant la grossesse, y compris la vaccination, le VIH, la tuberculose et/ou le paludisme ?	☐	OUI	☐	NON	☐	NE SAIT PAS
MN_11f. Échographie avant 24 semaines de gestation ?	☐	OUI	☐	NON	☐	NE SAIT PAS

MN_12. Existe-t-il une politique générale/une directive nationale recommandant l'utilisation de corticostéroïdes prénatals en vue de prévenir les

OUI NON NE SAIT PAS

¹⁷ Soins dispensés par des professionnels de la santé qualifiés aux femmes et aux adolescentes enceintes afin de garantir les meilleures conditions de santé pour la femme et le bébé pendant la grossesse. Les composantes des soins prénatals sont notamment les suivantes : identification des risques ; prévention et prise en charge des maladies liées à la grossesse ou concomitantes ; et éducation à la santé et promotion de la santé.

Enquête sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent, 2023

complications liées aux naissances prématurées

¹⁸ ?

MN_13. Existe-t-il une politique générale/directive nationale précisant les critères d'utilisation des corticostéroïdes prénatals ?

OUI

NON

NE SAIT PAS

MN_14a**. Veuillez trouver ci-après les documents téléchargés dans le cadre de l'enquête de 2018 sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent (le cas échéant). Veuillez indiquer si les documents suivants sont toujours applicables. Veuillez téléverser tout document actualisé ou manquant à la question suivante.

	(1) Titre du document	(2) Année de début	(3) Année d'expiration	4) Ce document est-il toujours applicable et exact ?
1				☐ OUI ☐ NON
2				☐ OUI ☐ NON
3				☐ OUI ☐ NON
...				☐ OUI ☐ NON

MN_14b. Veuillez téléverser tous les documents que vous avez utilisés pour remplir cette section et fournir des détails sur chacun d'eux en remplissant le tableau ci-dessous.

	A) Titre du document	B) Date de publication	C) Type de document		D) Document Langue (ANGLAIS, ARABE, CHINOIS, ESPAGNOL, FRANÇAIS, PORTUGAIS, RUSSE, AUTRE) Si possible, veuillez téléverser une version anglaise du document.	E) Téléverser le document Si vous n'êtes pas en mesure de téléverser le document, veuillez en indiquer la raison.
01		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		

¹⁸ Bébé né à moins de 37 semaines de gestation complètes

02		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
03		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
04		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
05		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		

POLITIQUE GÉNÉRALE RELATIVE À L'ACCOUCHEMENT

MN_15**. Existe-t-il une directive, une politique générale ou une loi nationale relative à l'utilisation d'un instrument de surveillance de l'accouchement (par exemple un partographe) ? OUI NO NE SAIT PAS N

MN_16. Existe-t-il une politique générale ou une directive nationale qui recommande la présence d'un accompagnant de son choix pendant l'accouchement ? OUI NO NE SAIT PAS N

MN_17. Existe-t-il une politique générale ou une directive nationale qui recommande à la femme de choisir le lieu d'accouchement ? OUI NO NE SAIT PAS N

MN_18**. Le pays dispose-t-il d'une politique générale ou d'une directive nationale sur la prévention et la maîtrise des infections liées à l'accouchement ? OUI NO NE SAIT PAS N

MN_19**. Le pays dispose-t-il d'une politique générale ou d'une directive nationale sur l'accouchement par voie basse assisté ? OUI NO NE SAIT PAS N

MN_20**. Le pays dispose-t-il d'une politique générale ou d'une directive nationale sur l'accouchement par césarienne ? OUI NO NE SAIT PAS N

MN_21. La politique générale ou la directive nationale recommande-t-elle le recours au sulfate de magnésium aux fins de la prévention et du traitement de l'éclampsie ? OUI NO NE SAIT PAS N

MN_22. La politique générale ou la directive nationale recommande-t-elle le recours à des agents utérotoniques aux fins de la prévention et du traitement de l'hémorragie du post-partum ? OUI NO NE SAIT PAS N

MN_23a**. Veuillez trouver ci-après les documents téléchargés dans le cadre de l'enquête de 2018 sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent (le cas échéant). Veuillez indiquer si les documents suivants sont toujours applicables. Veuillez téléverser tout document actualisé ou manquant à la question suivante.

Enquête sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent, 2023

	1) Titre du document	2) Année de début	3) Année d'expiration	4) Ce document est-il toujours applicable et exact ?
1				☐ OUI ☐ NON
2				☐ OUI ☐ NON
3				☐ OUI ☐ NON
...				☐ OUI ☐ NON

MN_23b. Veuillez téléverser tous les documents que vous avez utilisés pour remplir cette section et fournir des détails sur chacun d'eux en remplissant le tableau ci-dessous.

	A) Titre du document	B) Date de publication	C) Type de document		D) Document Langue (ANGLAIS, ARABE, CHINOIS, ESPAGNOL, FRANÇAIS, PORTUGAIS, RUSSE, AUTRE) Si possible, veuillez téléverser une version anglaise du document.	E) Téléverser le document Si vous n'êtes pas en mesure de téléverser le document, veuillez en indiquer la raison.
01		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN- STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
02		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN- STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
03		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN- STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		

04	☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
05	☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		

POLITIQUE GÉNÉRALE SUR LES SOINS POSTNATLS¹⁹ POUR LA FEMME ET LE NOUVEAU-NÉ

MN_24**. Existe-t-il une politique générale ou une directive nationale qui recommande l'une ou l'autre des mesures ci-après concernant les soins essentiels aux nouveau-nés²⁰ :

- MN_24a**. Clampage retardé du cordon ? OUI NO NE SAIT PAS
N
- MN_24b**. Pesée à la naissance et identification des nouveau-nés présentant une insuffisance pondérale à la naissance²¹ ? OUI NO NE SAIT PAS
N
- MN_24c**. Séchage/soins thermiques ? OUI NO NE SAIT PAS
N
- MN_24d**. Peau à peau immédiat après la naissance ? OUI NO NE SAIT PAS
N
- MN_24e**. Mise en route de l'allaitement dans l'heure qui suit la naissance ? OUI NO NE SAIT PAS
N
- MN_24f**. Dose de vaccin contre l'hépatite B à la naissance ? OUI NO NE SAIT PAS
N
- MN_24g**. Vaccination par le BCG ? OUI NO NE SAIT PAS
N

MN_25. Existe-t-il une politique générale ou une directive nationale qui recommande le maintien du nouveau-né dans la chambre de sa mère (de la naissance au moment de quitter l'établissement) ? OUI NO NE SAIT PAS
N

MN_26. Existe-t-il des politiques générales ou des directives nationales sur les soins postnatals pour les femmes et/ou les nouveau-nés ? OUI NON NE SAIT PAS

¹⁹ Soins dispensés par des professionnels de la santé qualifiés aux femmes et à leur nouveau-né pendant la période postnatale (définie de la naissance à 6 semaines), dans le cadre de quatre consultations postnatales, afin de garantir les meilleures conditions de santé pour la femme et le bébé. Les composantes des soins postnatals sont notamment les suivantes : évaluation du bien-être de la femme et du bébé ; prévention, détection et prise en charge des problèmes postnatals ; prise en charge des maladies concomitantes ; et éducation à la santé et promotion de la santé.

²⁰ Les soins pour tous les nouveau-nés comprennent le séchage immédiat et complet, le contact peau à peau entre le nouveau-né et la femme, le clampage et la coupure du cordon dans les premières minutes après la naissance, la mise en route au plus tôt de l'allaitement et l'allaitement exclusif. Les nouveau-nés qui ne commencent pas à respirer par eux-mêmes une minute après la naissance devraient recevoir une ventilation en pression positive avec de l'air ambiant à l'aide d'un sac autogonflant et d'un masque. Après la première heure de vie, les nouveau-nés devraient recevoir des soins oculaires, de la vitamine K et les vaccins recommandés (dose de VPO à la naissance et vaccin contre l'hépatite B). Il convient d'évaluer leur poids de naissance et leur âge gestationnel, de rechercher une éventuelle malformation congénitale et de déceler tout signe de maladie chez le nouveau-né.

²¹ L'insuffisance pondérale à la naissance est définie comme un poids à la naissance inférieur à 2 500 g, quel que soit l'âge gestationnel.

MN_27**. Existe-t-il une politique générale ou une directive nationale qui indique une durée minimale de séjour dans un établissement pour la femme et le nouveau-né après la naissance ? OUI NO NE SAIT PAS
N

Si vous avez répondu NON ou NE SAIT PAS ® passez à la MN_28

MN_27a*. Quelle est la durée minimale de séjour dans un établissement pour la femme et le nouveau-né après un accouchement par voie basse (sans complication) ?

- _____ HEURES
[SAISISSEZ LE
NOMBRE D'HEURES
RECOMMANDÉ]
 NON PRÉCISÉ
 NE SAIT PAS

MN_27b**. Quelle est la durée minimale de séjour dans un établissement pour la femme et le nouveau-né après un accouchement par césarienne ?

- _____ HEURES
[SAISISSEZ LE
NOMBRE
D'HEURES
RECOMMANDÉ]
 NON PRÉCISÉ
 NE SAIT PAS

MN_28**. La politique générale ou la directive nationale précise-t-elle les critères de sortie pour la femme et/ou le nouveau-né après l'accouchement en établissement ?

- OUI, POUR LES FEMMES NON
UNIQUEMENT NE
 OUI, POUR LES NOUVEAU- SAIT
NÉS UNIQUEMENT PAS
 OUI, POUR LES FEMMES ET
LES NOUVEAU-NÉS

MN_29*. Quel est le nombre recommandé de visites de routine postnatales, tel que mentionné dans la politique générale/directive nationale ?

- _____ VISITES (SAISISSEZ LE NOMBRE MINIMUM RECOMMANDÉ DE VISITES POSTNATALES)
 NON PRÉCISÉ
 NE SAIT PAS

MN_30**. La politique générale ou la directive nationale recommande-t-elle une fréquence de visites de routine postnatales pour les femmes ou les nouveau-nés ?

- OUI
 NON
 NE SAIT PAS

Si vous avez répondu NON ou NE SAIT PAS ® passez à la MN_31

COMPLÉTER LES INFORMATIONS
POUR LES NOUVEAU-NÉS ET LES
FEMMES

MN_30a**. Délai pour la première visite (pendant le séjour en établissement si l'accouchement a lieu en établissement ou, si l'accouchement a lieu à domicile, première visite après la naissance).

- NOUVEAU-NÉ**
 ___ HEURES
 ___ JOURS
 ___ SEMAINES
 DÉLAI NON PRÉCISÉ
 NE SAIT PAS

- FEMME**
 ___ HEURES
 ___ JOURS
 ___ SEMAINES
 DÉLAI NON PRÉCISÉ
 NE SAIT PAS

MN_30b**. Délai pour la deuxième visite ?

- ___ HEURES
 ___ JOURS

- ___ HEURES
 ___ JOURS

	☐ ___ SEMAINES	☐ ___ SEMAINES
	☐ DÉLAI NON PRÉCISÉ	☐ DÉLAI NON PRÉCISÉ
	☐ NE SAIT PAS	☐ NE SAIT PAS
		☐
MN_30c**. Délai pour la troisième visite ?	☐ ___ HEURES	☐ ___ HEURES
	☐ ___ JOURS	☐ ___ JOURS
	☐ ___ SEMAINES	☐ ___ SEMAINES
	☐ DÉLAI NON PRÉCISÉ	☐ DÉLAI NON PRÉCISÉ
	☐ NE SAIT PAS	☐ NE SAIT PAS
		☐
MN_30d**. Délai pour la quatrième visite ?	☐ ___ HEURES	☐ ___ HEURES
	☐ ___ JOURS	☐ ___ JOURS
	☐ ___ SEMAINES	☐ ___ SEMAINES
	☐ DÉLAI NON PRÉCISÉ	☐ DÉLAI NON PRÉCISÉ
	☐ NE SAIT PAS	☐ NE SAIT PAS
		☐
MN_31**. La politique générale /directive nationale recommande-t-elle une visite à domicile postnatale au cours de la première semaine après la naissance ? [VEUILLEZ COCHER TOUTES LES CASES APPROPRIÉES]	☐ OUI, PAR UN PROFESSIONNEL DE LA SANTÉ QUALIFIÉ ²²	☐ NON
	☐ OUI, PAR UN AGENT DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE FORMÉ	☐ NE SAIT PAS
	☐ OUI PAR AUTRE _____ (PRÉCISER)	
MN_32**. La politique générale ou la directive nationale recommande-t-elle le dépistage de la dépression et de l'anxiété post-partum lors des visites postnatales ?	☐ OUI	
	☐ NON	
	☐ NE SAIT PAS	
MN_33**. Existe-t-il une politique générale ou une directive nationale concernant les conseils en matière de planification familiale après l'accouchement ²³ ?	☐ OUI	
	☐ NON	
	☐ NE SAIT PAS	
MN_34**. La politique générale/directive nationale prévoit-elle la prestation intégrée de services pendant les soins postnatals, y compris le VIH, la tuberculose et/ou le paludisme ?	☐ OUI	
	☐ NON	
	☐ NE SAIT PAS	
MN_35**. La politique générale ou la directive nationale prévoit-elle le dépistage des affections néonatales suivantes :		
MN_35a**. Malformations cardiaques congénitales ?	☐ OUI	☐ NON ☐ NE SAIT PAS

²² Le personnel de santé qualifié, tel que référencé par l'indicateur 3.1.2 des ODD, est un professionnel compétent de la santé maternelle et néonatale diplômé, formé et réglementé selon les normes nationales et internationales. (<https://www.who.int/publications/i/item/WHO-RHR-18.14>)

²³ La planification familiale permet aux personnes et aux couples d'anticiper et de concrétiser leur désir d'avoir un ou plusieurs enfants, ainsi que d'espacer et de planifier les naissances. Elle repose sur l'utilisation de méthodes contraceptives et le traitement de l'infertilité involontaire.

Enquête sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent, 2023

MN_35b**. Troubles métaboliques (c.-à-d. hypothyroïdie) ? OUI NON NE SAIT PAS

MN_35c**. Anomalies oculaires ? OUI NON NE SAIT PAS

MN_35d**. Déficit auditif ? OUI NON NE SAIT PAS

MN_35e**. Ictère? OUI NON NE SAIT PAS

MN_36**. Existe-t-il un système de surveillance des anomalies congénitales dans le pays ? OUI NON NE SAIT PAS

MN_37. Existe-t-il des règlements concernant les banques de lait maternel ? OUI NON NE SAIT PAS

MN_38a**. Veuillez trouver ci-après les documents téléchargés dans le cadre de l'enquête de 2018 sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent (le cas échéant). Veuillez indiquer si les documents suivants sont toujours applicables. Veuillez téléverser tout document actualisé ou manquant à la question suivante.

	1) Titre du document	2) Année de début	3) Année d'expiration	4) Ce document est-il toujours applicable et exact ?
1				☐ OUI ☐ NON
2				☐ OUI ☐ NON
3				☐ OUI ☐ NON
...				☐ OUI ☐ NON

MN_38b. Veuillez téléverser tous les documents que vous avez utilisés pour remplir cette section et fournir des détails sur chacun d'eux en remplissant le tableau ci-dessous.

A) Titre du document	B) Date de publication	C) Type de document	D) Document Langue (ANGLAIS, ARABE, CHINOIS, ESPAGNOL, FRANÇAIS, PORTUGAIS, RUSSE, AUTRE) Si possible, veuillez téléverser une version anglaise du document.	E) Téléverser le document Si vous n'êtes pas en mesure de téléverser le document, veuillez en indiquer la raison.

01		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
02		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
03		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
04		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
05		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		

PRISE EN CHARGE DES NOUVEAU-NÉS PRÉMATURÉS OU PRÉSENTANT UNE INSUFFISANCE PONDÉRALE À LA NAISSANCE²⁴

MN_39. Existe-t-il une politique générale ou une directive nationale sur la prise en charge de l'insuffisance pondérale à la naissance et des nouveau-nés prématurés²⁵ ?

- OUI, SUR L'INSUFFISANCE PONDÉRALE À LA NAISSANCE
 OUI, SUR LES PRÉMATURÉS
 OUI, SUR LES DEUX
- NON
 NE SAIT PAS

²⁴ L'insuffisance pondérale à la naissance est définie comme un poids à la naissance inférieur à 2 500 g, quel que soit l'âge gestationnel.

²⁵ Bébé né à moins de 37 semaines de gestation complètes

MN_40. Existe-t-il une politique générale ou une directive nationale qui recommande que les nouveau-nés prématurés ou présentant une insuffisance pondérale à la naissance, y compris grave, soient nourris au lait maternel ? OUI NON NE SAIT PAS

Si vous avez répondu NON ou NE SAIT PAS ® passez à la MN_42

MN_41. La politique générale prévoit-elle la présence de personnes qualifiées pour aider les femmes qui ont des difficultés à allaiter les nouveau-nés prématurés ou présentant une insuffisance pondérale ? OUI NON NE SAIT PAS

MN_42. Existe-t-il une politique générale ou une directive nationale qui recommande la méthode « mère kangourou »²⁶ pour les nouveau-nés cliniquement stables pesant 2000 g ou moins à la naissance, dans les établissements de santé? OUI NON NE SAIT PAS

Si vous avez répondu NON ou NE SAIT PAS ® passez à la MN_44

MN_43**. La politique ou la directive nationale recommande-t-elle de préconiser la méthode « mère kangourou » à domicile après la sortie de l'hôpital pour les femmes/parents d'enfants prématurés ou présentant une insuffisance pondérale à la naissance qui ont commencé à bénéficier de cette méthode dans les établissements de santé ? OUI NON NE SAIT PAS

MN_44**. Existe-t-il une politique générale ou une directive nationale qui recommande la participation de la mère, du parent ou de la famille aux soins de routine de leur nouveau-né prématuré ou présentant une insuffisance pondérale au sein du service néonatal ? OUI NON NE SAIT PAS

MN_45**. Existe-t-il une politique générale ou une directive nationale qui recommande d'encourager la méthode « mère kangourou » (à domicile, application par la communauté de ladite méthode) pour les bébés présentant une insuffisance pondérale à la naissance qui sont nés au domicile ou qui sont sortis de la maternité sans bénéficier de la méthode, et qui n'ont pas besoin de recevoir des soins dans un service néonatal ? OUI NON NE SAIT PAS

PRISE EN CHARGE DES NOUVEAU-NÉS MALADES

MN_46**. Existe-t-il une politique générale ou une directive nationale qui recommande la ventilation en pression positive continue (PPC) comme principal moyen d'assistance respiratoire pour les nouveau-nés prématurés atteints du syndrome de détresse respiratoire? OUI NON NE SAIT PAS

MN_47. Existe-t-il des politiques générales ou des directives nationales pour la prise en charge des nouveau-nés atteints d'une maladie grave ? OUI NON NE SAIT PAS

MN_48*. Votre pays dispose-t-il d'une politique générale/directive nationale pour le traitement des jeunes nourrissons (0-59 jours) OUI NON NE SAIT PAS

²⁶ Pratique consistant à fournir un contact peau à peau continu entre la mère et le bébé, l'alimentation exclusive au lait maternel et la sortie précoce de l'hôpital.

Enquête sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent, 2023

susceptibles de souffrir d'une infection bactérienne grave²⁷ dans les établissements de soins de santé primaires lorsqu'il n'est pas possible de les orienter vers un autre établissement ?

MN_49**. Existe-t-il une politique générale ou une directive nationale sur le traitement des nouveau-nés malades à domicile ou dans un centre de santé lorsqu'il n'est pas possible de les orienter dans un autre établissement ? OUI NON NE SAIT PAS

MN_50a**. Veuillez trouver ci-après les documents téléchargés dans le cadre de l'enquête de 2018 sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent (le cas échéant). Veuillez indiquer si les documents suivants sont toujours applicables. Veuillez téléverser tout document actualisé ou manquant à la question suivante.

	1) Titre du document	2) Année de début	3) Année d'expiration	4) Ce document est-il toujours applicable et exact ?
1				☐ OUI ☐ NON
2				☐ OUI ☐ NON
3				☐ OUI ☐ NON
...				☐ OUI ☐ NON

MN_50b. Veuillez téléverser tous les documents que vous avez utilisés pour remplir cette section et fournir des détails sur chacun d'eux en remplissant le tableau ci-dessous.

	A) Titre du document	B) Date de publication	C) Type de document		D) Document Langue (ANGLAIS, ARABE, CHINOIS, ESPAGNOL, FRANÇAIS, PORTUGAIS, RUSSE, AUTRE) Si possible, veuillez téléverser une version anglaise du document.	E) Téléverser le document Si vous n'êtes pas en mesure de téléverser le document , veuillez en indiquer la raison.
01		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL	☐ PLAN- STRATÉGIE		

²⁷ Un jeune nourrisson (0-59 jours) est considéré comme présentant une potentielle infection bactérienne grave ou une maladie très grave lorsqu'un ou plusieurs des signes suivants sont présents : est incapable de se nourrir depuis la naissance ou a cessé de s'alimenter correctement (confirmé par l'observation) ; convulsions ; respiration rapide (60 respirations par minute ou plus) ; tirage respiratoire très important ; fièvre (38 °C ou plus) ; température corporelle basse (moins de 35,5 °C)

			☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
02		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
03		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
04		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
05		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		

POLITIQUE GÉNÉRALE RELATIVE AUX SOINS OBSTÉTRICAUX

MN_51**. Existe-t-il une politique générale ou une directive nationale sur la formation des prestataires de soins obstétricaux qui porte sur les compétences en matière de soins préalables à la grossesse et de soins prénatals²⁸, de soins pendant le travail et l'accouchement, et de soins continus destinés aux femmes et aux nouveau-nés ? OUI NON NE SAIT PAS

MN_52**. Existe-t-il une politique générale nationale qui distingue la profession de sage-femme²⁹ de celle d'infirmière³⁰ ? OUI NON NE SAIT PAS

²⁸ Soins dispensés par des professionnels de la santé qualifiés aux femmes et aux adolescentes enceintes afin de garantir les meilleures conditions de santé pour la femme et le bébé pendant la grossesse. Les composantes des soins prénatals sont notamment les suivantes : identification des risques ; prévention et prise en charge des maladies liées à la grossesse ou concomitantes ; et éducation à la santé et promotion de la santé.

²⁹ Une sage-femme est une personne qui a été évaluée et agréée par un organisme public de réglementation des activités obstétricales ou un organisme de réglementation similaire. Elle prodigue des soins aux femmes en âge de procréer pendant la grossesse, le travail et l'accouchement, ainsi que pendant la période post-partum. Elle s'occupe également du nouveau-né et aide la femme à allaiter. Sa formation dure trois, quatre ans ou plus à l'école de soins infirmiers et mène à un diplôme universitaire de troisième cycle ou équivalent. Une sage-femme agréée possède toute la gamme nécessaire de compétences obstétricales. On parle de sage-femme agréée, de sage-femme ou de sage-femme communautaire.

³⁰ Un(e) infirmier(ère) est une personne diplômée qui a été légalement autorisée (agréée) à exercer après examen par un comité national d'examen des infirmières et infirmiers ou une autorité réglementaire similaire. Sa formation dure trois, quatre ans ou plus à l'école de soins infirmiers et mène à un diplôme universitaire de troisième cycle ou équivalent. Un(e) infirmier(ère) agréé(e)

MN_53a**. Veuillez trouver ci-après les documents téléchargés dans le cadre de l'enquête de 2018 sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent (le cas échéant). Veuillez indiquer si les documents suivants sont toujours applicables. Veuillez téléverser tout document actualisé ou manquant à la question suivante.

	1) Titre du document	2) Année de début	3) Année d'expiration	4) Ce document est-il toujours applicable et exact ?
1				☐ OUI ☐ NON
2				☐ OUI ☐ NON
3				☐ OUI ☐ NON
...				☐ OUI ☐ NON

possède toute la gamme nécessaire de compétences en soins infirmiers. On parle d'infirmier(ère) agréé(e), d'infirmier(ère), d'infirmier(ère) clinicien(ne) spécialisé(e), d'infirmier(ère) de pratique avancée, d'infirmier(ère) praticien(ne), d'infirmier(ère) diplômé(e), etc.

Enquête sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent, 2023

MN_53b. Veuillez téléverser tous les documents que vous avez utilisés pour remplir cette section et fournir des détails sur chacun d'eux en remplissant le tableau ci-dessous.

	A) Titre du document	B) Date de publication	C) Type de document		D) Document Langue (ANGLAIS, ARABE, CHINOIS, ESPAGNOL, FRANÇAIS, PORTUGAIS, RUSSE, AUTRE) Si possible, veuillez téléverser une version anglaise du document.	E) Téléverser le document Si vous n'êtes pas en mesure de téléverser le document, veuillez en indiquer la raison.
01		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
02		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
03		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
04		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
05		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		

MN_54**. Existe-t-il une directive, une politique générale ou une loi nationale qui exige un audit ou un examen ³¹ des décès maternels ou périnataux ³² ?	☐ OUI, SUR LES DÉCÈS MATERNELS ☐ OUI, SUR LES DÉCÈS PÉRINATALS ☐ OUI, SUR LES DÉCÈS MATERNELS ET PÉRINATALS	☐ NON	☐ NE SAIT PAS
MN_55**. Existe-t-il une directive/politique générale /loi nationale disposant que tous les décès maternels et périnataux survenus dans les établissements de santé soient notifiés ³³ dans les 24 heures à l'autorité nationale, étatique ou provinciale ?	☐ OUI, SUR LES DÉCÈS MATERNELS ☐ OUI, SUR LES DÉCÈS PÉRINATALS ☐ OUI, SUR LES DÉCÈS MATERNELS ET PÉRINATALS	☐ NON	☐ NE SAIT PAS
MN_56**. Existe-t-il une directive/politique générale /loi nationale disposant que tous les décès maternels et périnataux survenus en dehors des établissements de santé soient notifiés dans les 48 heures à l'autorité nationale, étatique ou provinciale ?	☐ OUI, SUR LES DÉCÈS MATERNELS ☐ OUI, SUR LES DÉCÈS PÉRINATALS ☐ OUI, SUR LES DÉCÈS MATERNELS ET PÉRINATALS	☐ NON	☐ NE SAIT PAS
MN_57**. Existe-t-il une directive/politique générale/loi nationale qui exige la délivrance de certificats médicaux précisant la cause du décès à l'extérieur de l'établissement de santé ?	☐ OUI	☐ NON	☐ NE SAIT PAS
MN_58. Existe-t-il une politique générale/directive nationale exigeant la classification des causes de décès maternels selon la classification CIM-MM (application de la CIM-10 par l'OMS aux décès survenus pendant la grossesse, l'accouchement et la puerpéralité) ?	☐ OUI	☐ NON	☐ NE SAIT PAS
MN_59**. Existe-t-il une politique générale ou une directive nationale exigeant la classification des causes de mortinaissances ³⁴ et/ou de décès néonataux selon la classification de la CIM-PM	☐ OUI, SUR LA MORTINAISSANCE UNIQUEMENT	☐ NON	☐ NE SAIT PAS

³¹ Examen des décès maternels et périnataux par le comité chargé de la surveillance et de la réaction en cas de décès maternels et périnataux : examen des facteurs médicaux et non médicaux qui ont mené au décès, évaluation des éventuelles conditions qui auraient pu permettre d'éviter le décès et élaboration de recommandations pour prévenir les décès futurs, et mise en œuvre immédiate des recommandations pertinentes.

³² Les définitions de la mortalité périnatale peuvent varier d'un pays à l'autre, selon la CIM-11 on entend par mortalité périnatale la mort fœtale à au moins 22 semaines de gestation et la mortalité néonatale jusqu'au septième jour après la naissance.

³³ Notification des décès maternels / périnataux : Identification des décès maternels présumés dans les établissements (maternité et autres services) et les communautés, suivie d'une notification immédiate (dans les 24 et 48 heures, respectivement) aux autorités compétentes. En général, le fait de classer un événement ou une maladie comme devant être signalé signifie qu'il doit l'être aux autorités dans les 24 heures et être suivi d'un rapport plus approfondi sur les causes médicales et les facteurs qui ont contribué à l'événement ou à la maladie.

³⁴ Un bébé mort-né est un bébé né sans signe de vie, pesant 1 000 g ou moins ou ayant plus atteint plus de 28 semaines complètes de gestation et mesurant 35 cm ou plus (poids à la naissance prioritaire par rapport à l'âge gestationnel). Cette définition est établie à des fins de comparaison internationale. D'autres pays peuvent avoir adopté des seuils plus bas pour les mortinaissances : un bébé né sans signe de vie, pesant 500 g ou plus, ayant atteint plus de 22 semaines complètes de gestation et mesurant 25 cm ou plus.

Enquête sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent, 2023

(application de la CIM-10 par l'OMS aux décès survenus pendant la période périnatale) ?

- OUI, SUR LES DÉCÈS NÉONATALS UNIQUEMENT
 OUI, SUR LES DEUX

MN_60**. Existe-t-il une équipe/un comité national de surveillance et d'intervention en cas de décès maternels et périnatals, qui relève du Ministère de la santé ?

- OUI NON NE SAIT PAS

Si vous avez répondu NON ou NE SAIT PAS

® passez à la MN_63a

MN_61**. Existe-t-il une directive/politique générale/loi nationale exigeant que le comité chargé de la surveillance et de la réaction en cas de décès maternels et périnatals dans les établissements de santé ou le Ministère de la santé élabore un plan d'intervention sur les améliorations de la qualité sur la base des examens des décès analysés ?

- OUI NON NE SAIT PAS

MN_62**. Les rapports sur la surveillance et la réaction en cas de décès maternels et périnatals sont-ils publiés ?

- OUI NON NE SAIT PAS

MN_63a**. Veuillez trouver ci-après les documents téléchargés dans le cadre de l'enquête de 2018 sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent (le cas échéant). Veuillez indiquer si les documents suivants sont toujours applicables. Veuillez téléverser tout document actualisé ou manquant à la question suivante.

	1) Titre du document	2) Année de début	3) Année d'expiration	4) Ce document est-il toujours applicable et exact ?
1				☐ OUI ☐ NON
2				☐ OUI ☐ NON
3				☐ OUI ☐ NON
...				☐ OUI ☐ NON

MN_63b. Veuillez téléverser tous les documents que vous avez utilisés pour remplir cette section et fournir des détails sur chacun d'eux en remplissant le tableau ci-dessous.

	A) Titre du document	B) Date de publication	C) Type de document	D) Document Langue (ANGLAIS, ARABE, CHINOIS, ESPAGNOL, FRANÇAIS, PORTUGAIS, RUSSE,	E) Téléverser le document Si vous n'êtes pas en mesure de téléverser

Enquête sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent, 2023

				AUTRE) Si possible, veuillez téléverser une version anglaise du document.	le document, veuillez en indiquer la raison.
01		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE	
02		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE	
03		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE	
04		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE	
05		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE	

MODULE 3 : SANTÉ DE L'ENFANT

INSTRUCTIONS :

- Vous avez été désigné(e) comme la personne responsable de soumettre le module SANTÉ DE L'ENFANT dans l'outil d'enquête en ligne. Nous vous demandons de travailler avec le(s) responsable(s) du Ministère de la santé pour compléter l'enquête. En outre, vous pouvez consulter les personnes référentes en matière de santé de l'enfant dans les bureaux de pays de l'OMS, de l'UNICEF ou du FNUAP et/ou d'autres partenaires, ainsi que d'autres ministères/organisations gouvernementales, en particulier le personnel doté des compétences appropriées.
- Chaque module est divisé en plusieurs sections, lesquelles peuvent être complétées séparément et sauvegardées dans l'outil d'enquête en ligne. À la fin de chaque section, il vous sera demandé de téléverser les documents pertinents utilisés pour compléter cette dernière. Si vous disposez de versions électroniques des documents pertinents, il vous sera demandé de les téléverser dans l'outil d'enquête en ligne. Si vous n'êtes pas en mesure de téléverser lesdits documents, il vous sera demandé d'en fournir une explication.
- Ainsi, avant de commencer l'enquête, nous vous demandons de rassembler les documents ci-après, si possible au format électronique :
 - Lois et politiques nationales relatives à la santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent
 - Directives les plus récentes en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent
 - Stratégie nationale de santé en vigueur
- L'enquête en ligne est formatée de manière à proposer des sauts de questions automatiques, ce qui devrait permettre de réduire le temps de réponse.
- Lorsque toutes les sections du module sont complétées, le module peut être soumis.
- **Remarque : Pour les pays dotés de systèmes de santé décentralisés, la présente enquête porte sur les lois, politiques ou stratégies élaborées au niveau national ou fédéral dans l'intention de guider les interventions dans l'ensemble du pays**

CH_1. Personne chargée de compléter le module en ligne Santé de l'enfant

- MÊME PERSONNE QUE POUR LA SECTION INFORMATIONS DE BASE
- _____ [SAISIR LE NOM]

S'IL S'AGIT DE LA MÊME PERSONNE QUE POUR LA SECTION INFORMATIONS DE BASE® passez à la CH_5

CH_2. Affiliation de la personne chargée de compléter le module en ligne Santé de l'enfant

- MINISTÈRE DE LA SANTÉ
- ORGANISME GOUVERNEMENTAL (HORS MINISTÈRE DE LA SANTÉ) _____
- OMS (préciser)
- UNICEF
- FNUAP
- AUTRE _____ (préciser)

CH_3. Titre du poste de la personne chargée de compléter l'enquête en ligne sur la santé de l'enfant _____

CH_4. Courriel de la personne chargée de compléter l'enquête en ligne sur la santé de
l'enfant _____

CH_5. La personne responsable de ce module a-t-elle consulté d'autres personnes
pour compléter celui-ci ? OUI NO NE SAIT
PAS

Si vous avez répondu NON ou NE SAIT PAS ® passez à la CH_7

CH_6. Quelles institutions ont été consultées ? VEUILLEZ COCHER TOUTES LES CASES APPROPRIÉES.

- MINISTÈRE DE LA SANTÉ
- ORGANISME GOUVERNEMENTAL (HORS MINISTÈRE DE LA SANTÉ) _____
- OMS (préciser)
- UNICEF
- FNUAP
- AUTRE _____
(préciser)

PLAN STRATÉGIQUE

CH_7**. Existe-t-il un plan stratégique consacré à la santé de l'enfant³⁵ ? OUI NO NE SAIT PAS
N PAS

CH_8a**. Veuillez trouver ci-après les documents téléchargés dans le cadre de l'enquête de 2018 sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent (le cas échéant). Veuillez indiquer si les documents suivants sont toujours applicables. Veuillez téléverser tout document actualisé ou manquant à la question suivante.

	1) Titre du document	2) Année de début	3) Année d'expiration	4) Ce document est-il toujours applicable et exact ?
1				☐ OUI ☐ NON
2				☐ OUI ☐ NON
3				☐ OUI ☐ NON
...				☐ OUI ☐ NON

CH_8b. Veuillez téléverser tous les documents que vous avez utilisés pour remplir cette section et fournir des détails sur chacun d'eux en remplissant le tableau ci-dessous.

	A) Titre du document	B) Date de publication	C) Type de document	D) Document Langue (ANGLAIS, ARABE, CHINOIS, ESPAGNOL, FRANÇAIS, PORTUGAIS, RUSSE, AUTRE) Si possible, veuillez téléverser une version anglaise du document.	E) Téléverser le document Si vous n'êtes pas en mesure de téléverser le document, veuillez en indiquer la raison.
01		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE	
02		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE	☐ PLAN-STRATÉGIE	

³⁵ 1 mois à 9 ans

			☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
03		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
04		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
05		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		

PRÉVENTION ET PRISE EN CHARGE DE LA PNEUMONIE

CH_9. Existe-t-il une politique générale ou une directive nationale sur la prise en charge de la pneumonie de l'enfant pour les enfants âgés de 2 à 59 mois ? OUI NO NE SAIT PAS

Si vous avez répondu NON ou NE SAIT PAS®

prenez à la CH_14

CH_10. À quel niveau du système la pneumonie avec tirage respiratoire³⁶ peut-elle être traitée ?

- SERVICES DE SANTÉ DE PREMIER NIVEAU
- SERVICES DE SANTÉ DE RÉFÉRENCE
- AUTRE _____
(préciser)

CH_11. Quel est le traitement de première intention en cas de pneumonie avec tirage respiratoire ?

- AMOXICILLINE
- COTRIMOXAZOLE
- AUTRE _____
(préciser)

CH_12. Quel est le traitement de première intention en cas de pneumonie avec respiration rapide³⁷ ?

- AMOXICILLINE
- COTRIMOXAZOLE
- AUTRE _____

³⁶ Le tirage respiratoire correspond au mouvement anormal vers l'intérieur du tissu sous-costal (c'est-à-dire le tissu inférieur au cartilage costal de la paroi thoracique antérieure inférieure) pendant l'inspiration, et chez les enfants, il se produit souvent en cas de maladies respiratoires lorsque la compliance des poumons est mauvaise ou que les poumons sont « raides ». C'est un signe de pneumonie sévère.

³⁷ L'une des réponses du corps à l'hypoxie induite par une infection dans les poumons est l'augmentation de la fréquence respiratoire. C'est un signe de pneumonie sévère.

			☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
02		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
03		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
04		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
05		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		

PRÉVENTION ET PRISE EN CHARGE DE LA DIARRHÉE

CH_16. Existe-t-il une politique générale ou une directive nationale sur la prise en charge de la diarrhée de l'enfant pour les tranches d'âge suivantes ?

**Si vous avez répondu NON ou NE SAIT PAS ®
passez à la CH_19**

- OUI, POUR LES 0-4 ANS NO N NE SAIT PAS
 OUI, POUR LES 5-9 ANS
 OUI, POUR LES 0-9 ANS

CH_17**. Quel est le traitement recommandé pour la diarrhée avec déshydratation ? [VEUILLEZ COCHER TOUTES LES CASES APPROPRIÉES]

- SRO
 ZINC
 FLUIDES (par exemple eau, soupe, boissons au yaourt, thé léger, jus de fruits, poursuite de l'allaitement)
 AUTRE _____
 (préciser)

CH_18a**. Veuillez trouver ci-après les documents téléchargés dans le cadre de l'enquête de 2018 sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent (le cas échéant). Veuillez indiquer si les documents suivants sont toujours applicables. Veuillez téléverser tout document actualisé ou manquant à la question suivante.

Enquête sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né,
de l'enfant et de l'adolescent, 2023

	1) Titre du document	2) Année de début	3) Année d'expiration	4) Ce document est-il toujours applicable et exact ?
1				☐ OUI ☐ NON
2				☐ OUI ☐ NON
3				☐ OUI ☐ NON
...				☐ OUI ☐ NON

CH_18b. Veuillez téléverser tous les documents que vous avez utilisés pour remplir cette section et fournir des détails sur chacun d'eux en remplissant le tableau ci-dessous.

	A) Titre du document	B) Date de publication	C) Type de document		D) Document Langue (ANGLAIS, ARABE, CHINOIS, ESPAGNOL, FRANÇAIS, PORTUGAIS, RUSSE, AUTRE) Si possible, veuillez téléverser une version anglaise du document.	E) Téléverser le document Si vous n'êtes pas en mesure de téléverser le document , veuillez en indiquer la raison.
01		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN- STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
02		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN- STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
03		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN- STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
04		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE	☐ PLAN- STRATÉGIE		

			☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
05		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		

PRÉVENTION ET PRISE EN CHARGE DU PALUDISME – situationnel pour les pays où le paludisme est endémique

CH_19. Existe-t-il une politique générale ou une directive nationale sur la prise en charge du paludisme assortie de recommandations pour les enfants ?

Si vous avez répondu NON ou NE SAIT PAS ® passez à la CH_25

Si la question ne s'applique pas à votre pays, ® passez à la CH_29

OUI, POUR LES 0-4 ANS

OUI, POUR LES 5-9 ANS

OUI, POUR LES 0-9 ANS

NON

NE SAIT PAS

SANS OBJET (PAR EXEMPLE, PAYS OÙ LE PALUDISME N'EST PAS ENDÉMIQUE)

CH_20. La politique générale ou la directive recommande-t-elle la confirmation parasitologique (c.-à-d. microscopie ou TDR) du paludisme avant le traitement ?

Si vous avez répondu NON ou NE SAIT PAS ® passez à la CH_22

OUI

NON

NE SAIT PAS

CH_21. Quelle approche est utilisée pour confirmer le paludisme ?

TEST DE DIAGNOSTIC RAPIDE

EXAMEN MICROSCOPIQUE

AUTRE _____
(préciser)

CH_22. Quel est le traitement de première intention contre le paludisme ?

ARTÉMÉTHER + LUMÉFANTRINE

ARTÉSUNATE + AMODIAQUINE

ARTÉSUNATE + MÉFLOQUINE

DIHYDROARTÉMISININE + PIPÉRAQUINE

ARTÉSUNATE + SULFADOXINE-PYRIMÉTHAMINE

AUTRE _____
(préciser)

CH_23. Quel est le traitement du paludisme grave en attendant le transfert du patient ?

QUININE PARENTÉRALE

ARTÉSUNATE PARENTÉRALE

ARTÉSUNATE PAR VOIE RECTALE

AUTRE _____
(préciser)

CH_24. Quel est le traitement de première intention contre le paludisme grave ?

QUININE PARENTÉRALE

Enquête sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent, 2023

- ARTÉSUNATE PARENTÉRALE
 AUTRE _____
 (préciser)

CH_25. Existe-t-il une politique générale ou une directive nationale sur la prise en charge du paludisme chez les enfants ? OUI, POUR LES 0-4 ANS OUI, POUR LES 5-9 ANS NON NE SAIT PAS

Si vous avez répondu NON ou NE SAIT PAS[®] passez à la CH_28a

CH_26. La politique générale ou la directive recommande-t-elle le traitement préventif intermittent chez les nourrissons (TPI)³⁸ ? OUI NON NE SAIT PAS

CH_27. La politique générale/directive recommande-t-elle la chimioprévention du paludisme saisonnier³⁹ chez les enfants ? OUI NON NE SAIT PAS

CH_28a**. Veuillez trouver ci-après les documents téléchargés dans le cadre de l'enquête de 2018 sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent (le cas échéant). Veuillez indiquer si les documents suivants sont toujours applicables. Veuillez téléverser tout document actualisé ou manquant à la question suivante.

	1) Titre du document	2) Année de début	3) Année d'expiration	4) Ce document est-il toujours applicable et exact ?
1				☐ OUI ☐ NON
2				☐ OUI ☐ NON
3				☐ OUI ☐ NON
...				☐ OUI ☐ NON

CH_28b. Veuillez téléverser tous les documents que vous avez utilisés pour remplir cette section et fournir des détails sur chacun d'eux en remplissant le tableau ci-dessous.

	A) Titre du document	B) Date de publication	C) Type de document	D) Document Langue (ANGLAIS, ARABE, CHINOIS,	E) Téléverser le document

³⁸ Le traitement préventif intermittent chez les nourrissons est un traitement thérapeutique complet de médicaments antipaludiques administrés aux nourrissons par le biais des services de vaccination systématique, que l'enfant soit infecté ou non par le paludisme. Le TPI chez les nourrissons réduit le paludisme clinique, l'anémie et le paludisme grave au cours de la première année de vie. Le traitement est administré 3 fois au cours de la première année de vie, à environ 10 semaines, 14 semaines et 9 mois, ce qui correspond au calendrier de vaccination systématique du Programme élargi de vaccination (PEV).

³⁹ Administration intermittente de traitements complets d'un médicament antipaludique aux enfants dans les zones de transmission hautement saisonnière pendant la saison du paludisme.

Enquête sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent, 2023

					ESPAGNOL, FRANÇAIS, PORTUGAIS, RUSSE, AUTRE) Si possible, veuillez téléverser une version anglaise du document.	Si vous n'êtes pas en mesure de téléverser le document, veuillez en indiquer la raison.
01		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
02		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
03		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
04		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
05		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		

SOINS HOSPITALIERS PÉDIATRIQUES POUR LES ENFANTS MALADES

CH_29. Existe-t-il une politique générale ou une directive nationale sur la prise en charge des enfants hospitalisés (de 1 mois à 9 ans) ? OUI NON NE SAIT PAS

CH_30. Existe-t-il des normes cliniques nationales pour la prise en charge des enfants atteints d'une maladie grave dans les hôpitaux ? OUI NON NE SAIT PAS

CH_31a**. Veuillez trouver ci-après les documents téléchargés dans le cadre de l'enquête de 2018 sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent (le cas échéant).

Enquête sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent, 2023

Veillez indiquer si les documents suivants sont toujours applicables. Veuillez téléverser tout document actualisé ou manquant à la question suivante.

	1) Titre du document	2) Année de début	3) Année d'expiration	4) Ce document est-il toujours applicable et exact ?
1				☐ OUI ☐ NON
2				☐ OUI ☐ NON
3				☐ OUI ☐ NON
...				☐ OUI ☐ NON

CH_31b. Veuillez téléverser tous les documents que vous avez utilisés pour remplir cette section et fournir des détails sur chacun d'eux en remplissant le tableau ci-dessous.

	A) Titre du document	B) Date de publication	C) Type de document		D) Document Langue (ANGLAIS, ARABE, CHINOIS, ESPAGNOL, FRANÇAIS, PORTUGAIS, RUSSE, AUTRE) Si possible, veuillez téléverser une version anglaise du document.	E) Téléverser le document Si vous n'êtes pas en mesure de téléverser le document , veuillez en indiquer la raison.
01		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN- STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
02		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN- STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
03		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI	☐ PLAN- STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		

			☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE			
04		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
05		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		

DÉVELOPPEMENT DU JEUNE ENFANT⁴⁰

CH_32. Le pays dispose-t-il d'une politique générale ou d'une directive nationale sur le développement du jeune enfant ? OUI NON NE SAIT PAS

Si vous avez répondu NON ou NE SAIT PAS ® passez à la CH_35

CH_33. Laquelle des périodes suivantes la politique/directive sur le développement du jeune enfant aborde-t-elle ?

CH_33a. Préconception ? OUI NON NE SAIT PAS

CH_33b. Grossesse ? OUI NON NE SAIT PAS

CH_33c*. 0 – 3 ans ? OUI NON NE SAIT PAS

CH_33d_1**. 0-8 ans ? OUI NON NE SAIT PAS

CH_33e. Autre ? OUI NON NE SAIT PAS

CH_34. La politique générale ou la directive relative au développement du jeune enfant traite-t-elle de l'un ou l'autre des éléments suivants ?

CH_34a. Soins adaptés et apprentissage précoce (p. ex. soins pour le développement de l'enfant) ? OUI NON NE SAIT PAS

CH_34b. Nutrition chez le nourrisson et le jeune enfant ? OUI NON NE SAIT PAS

CH_34c. Prise en charge des enfants souffrant de troubles du développement ou de handicaps ? OUI NON NE SAIT PAS

CH_34d**. Protection des enfants contre la violence ? OUI NON NE SAIT PAS

CH_34e**. Protection sociale à l'intention de la famille ? OUI NON NE SAIT PAS

CH_35. Existe-t-il un mécanisme de coordination nationale pour le développement du jeune enfant ? OUI NON NE SAIT PAS

Si vous avez répondu NON ou NE SAIT PAS ® passez à la CH_37a

⁴⁰ Le développement du jeune enfant englobe le développement physique, socio-émotionnel, cognitif et moteur entre 0 et 8 ans.

Enquête sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent, 2023

CH_36. Parmi les secteurs suivants, lesquels sont concernés ?

CH_36a. Santé ?	☐ OUI	☐ NON	☐ NE SAIT PAS
CH_36b. Nutrition ?	☐ OUI	☐ NON	☐ NE SAIT PAS
CH_36c. Éducation ?	☐ OUI	☐ NON	☐ NE SAIT PAS
CH_36d. Protection sociale ou prévoyance sociale ?	☐ OUI	☐ NON	☐ NE SAIT PAS
CH_36e. Protection de l'enfance ?	☐ OUI	☐ NON	☐ NE SAIT PAS
CH_36f. Sûreté et sécurité environnementales, y compris l'eau et l'assainissement ?	☐ OUI	☐ NON	☐ NE SAIT PAS
CH_36g. Autre ? Préciser _____	☐ OUI	☐ NON	☐ NE SAIT PAS

CH_37a**. Veuillez trouver ci-après les documents téléchargés dans le cadre de l'enquête de 2018 sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent (le cas échéant). Veuillez indiquer si les documents suivants sont toujours applicables. Veuillez téléverser tout document actualisé ou manquant à la question suivante.

	1) Titre du document	2) Année de début	3) Année d'expiration	4) Ce document est-il toujours applicable et exact ?
1				☐ OUI ☐ NON
2				☐ OUI ☐ NON
3				☐ OUI ☐ NON
...				☐ OUI ☐ NON

CH_37b. Veuillez téléverser tous les documents que vous avez utilisés pour remplir cette section et fournir des détails sur chacun d'eux en remplissant le tableau ci-dessous.

	A) Titre du document	B) Date de publication	C) Type de document	D) Document Langue (ANGLAIS, ARABE, CHINOIS, ESPAGNOL, FRANÇAIS, PORTUGAIS, RUSSE, AUTRE) Si possible, veuillez téléverser une version	E) Téléverser le document Si vous n'êtes pas en mesure de téléverser le document , veuillez en

				anglaise du document.	indiquer la raison.
01		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE	
02		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE	
03		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE	
04		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE	
05		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE	

PRESTATION DE SERVICES INTÉGRÉS DE SANTÉ INFANTILE ET DE PRISE EN CHARGE INTÉGRÉE DES MALADIES DE L'ENFANT

CH_38. Existe-t-il une politique générale/directive nationale sur la prise en charge intégrée des maladies de l'enfant (PCIME⁴¹) ?

OUI NON NE SAIT PAS

**Si vous avez répondu NON ou NE SAIT PAS ®
passez à la CH_40**

CH_39. Parmi les affections suivantes, lesquelles les directives nationales de prise en charge intégrée des maladies de l'enfant abordent-elles ?

CH_39a. Diarrhée ?

OUI NON NE SAIT PAS

⁴¹ La PCIME est une approche intégrée de la santé de l'enfant qui met l'accent sur le bien-être de l'enfant dans sa globalité. L'approche se concentre sur les principales causes de décès chez les enfants en améliorant les compétences des agents de santé en matière de gestion de cas, en renforçant le système de santé et en abordant les pratiques familiales et communautaires. Les trois composantes de la stratégie de prise en charge intégrée des maladies de l'enfant sont plus efficaces lorsqu'elles sont mises en œuvre simultanément.

- CH_39b. Pneumonie? OUI NON NE SAIT PAS
- CH_39c. Paludisme? OUI NON NE SAIT PAS
- CH_39d. Rougeole? OUI NON NE SAIT PAS
- CH_39e. Malnutrition aiguë ? OUI NON NE SAIT PAS
- CH_39f. Anémie? OUI NON NE SAIT PAS
- CH_39g. Soins essentiels aux nouveau-nés⁴² ? OUI NON NE SAIT PAS
- CH_39h. Nutrition chez le nourrisson et le jeune enfant? OUI NON NE SAIT PAS
- CH_40. Existe-t-il une politique générale ou une directive sur la prise en charge communautaire intégrée des cas⁴³ ? OUI NON NE SAIT PAS
- CH_41. Existe-t-il une politique générale ou une directive pour la prise en charge des maladies infantiles par des agents de santé communautaires formés ? OUI NON NE SAIT PAS
- Si vous avez répondu NON ou NE SAIT PAS ®
passez à la CH_43a**
- CH_42. Laquelle des activités suivantes peut être menée par les agents de santé communautaires ?
- CH_42a. Détection de la pneumonie et orientation du patient ? OUI NON NE SAIT PAS
- CH_42b. Détection et traitement de la pneumonie ? OUI NON NE SAIT PAS
- CH_42c. Détection de la diarrhée et orientation du patient ? OUI NON NE SAIT PAS
- CH_42d. Détection et traitement de la diarrhée ? OUI NON NE SAIT PAS
- CH_42e. Détection du paludisme grave et orientation du patient ? OUI NON NE SAIT PAS
- CH_42f. Détection et traitement du paludisme non compliqué ? OUI NON NE SAIT PAS
- CH_42g. Détection de la malnutrition aiguë sévère et orientation du patient ? OUI NON NE SAIT PAS
- CH_42h. Détection et traitement de la malnutrition aiguë sévère ? OUI NON NE SAIT PAS
- CH_42m**. Détection des signes de danger chez les nouveau-nés et orientation du patient ? OUI NON NE SAIT PAS

⁴² Les soins pour tous les nouveau-nés comprennent le séchage immédiat et complet, le contact peau à peau entre le nouveau-né et la femme, le clampage et la coupure du cordon dans les premières minutes après la naissance, la mise en route au plus tôt de l'allaitement et l'allaitement exclusif. Les nouveau-nés qui ne commencent pas à respirer par eux-mêmes une minute après la naissance devraient recevoir une ventilation en pression positive avec de l'air ambiant à l'aide d'un sac autogonflant et d'un masque. Après la première heure de vie, les nouveau-nés devraient recevoir des soins oculaires, de la vitamine K et les vaccins recommandés (dose de VPO à la naissance et vaccin contre l'hépatite B). Il convient d'évaluer leur poids de naissance et leur âge gestationnel, de rechercher une éventuelle malformation congénitale et de déceler tout signe de maladie chez le nouveau-né.

⁴³ Stratégie visant à équiper, former, soutenir et superviser les agents de santé communautaires pour évaluer les enfants et fournir un traitement curatif, en particulier le traitement de la pneumonie et de la diarrhée dans les pays non endémiques ou le traitement de la pneumonie, de la diarrhée et du paludisme dans les pays d'endémie palustre. Deux ou trois des traitements décrits ci-dessus doivent être proposés pour que l'on puisse parler de prise en charge communautaire intégrée des cas. Cette prise en charge peut également inclure le dépistage, l'orientation vers d'autres établissements et le traitement de la malnutrition et des nouveau-nés malades.

Enquête sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent, 2023

CH_43a**. Veuillez trouver ci-après les documents téléchargés dans le cadre de l'enquête de 2018 sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent (le cas échéant). Veuillez indiquer si les documents suivants sont toujours applicables. Veuillez téléverser tout document actualisé ou manquant à la question suivante.

	1) Titre du document	2) Année de début	3) Année d'expiration	4) Ce document est-il toujours applicable et exact ?
1				☐ OUI ☐ NON
2				☐ OUI ☐ NON
3				☐ OUI ☐ NON
...				☐ OUI ☐ NON

CH_43b. Veuillez téléverser tous les documents que vous avez utilisés pour remplir cette section et fournir des détails sur chacun d'eux en remplissant le tableau ci-dessous.

	A) Titre du document	B) Date de publication	C) Type de document		D) Document Langue (ANGLAIS, ARABE, CHINOIS, ESPAGNOL, FRANÇAIS, PORTUGAIS, RUSSE, AUTRE) Si possible, veuillez téléverser une version anglaise du document.	E) Téléverser le document Si vous n'êtes pas en mesure de téléverser le document, veuillez en indiquer la raison.
01		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
02		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
03		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE		

Enquête sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né,
de l'enfant et de l'adolescent, 2023

			☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
04		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN- STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
05		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN- STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		

MODULE 4 : SANTÉ DE L'ADOLESCENT

INSTRUCTIONS :

- Vous avez été désigné(e) comme la personne responsable de soumettre le module SANTÉ DE L'ADOLESCENT dans l'outil d'enquête en ligne. Nous vous demandons de travailler avec le(s) responsable(s) du Ministère de la santé pour compléter l'enquête. En outre, vous pouvez consulter les personnes référentes en matière de santé de l'adolescent dans les bureaux de pays de l'OMS, de l'UNICEF ou du FNUAP et/ou d'autres partenaires, ainsi que d'autres ministères/organisations gouvernementales, en particulier le personnel doté des compétences appropriées.
- Chaque module est divisé en plusieurs sections, lesquelles peuvent être complétées séparément et sauvegardées dans l'outil d'enquête en ligne. À la fin de chaque section, il vous sera demandé de téléverser les documents pertinents utilisés pour compléter cette dernière. Si vous disposez de versions électroniques des documents pertinents, il vous sera demandé de les téléverser dans l'outil d'enquête en ligne. Si vous n'êtes pas en mesure de téléverser lesdits documents, il vous sera demandé d'en fournir une explication.
- Ainsi, avant de commencer l'enquête, nous vous demandons de rassembler les documents ci-après, si possible au format électronique :
 - Lois et politiques nationales relatives à la santé de l'adolescent
 - Directives les plus récentes en matière de santé de l'adolescent
 - Stratégie nationale de santé en vigueur⁴⁴
- L'enquête en ligne est formatée de manière à proposer des sauts de questions automatiques, ce qui devrait permettre de réduire le temps de réponse.
- Lorsque toutes les sections du module sont complétées, le module peut être soumis.
- **Remarque : Pour les pays dotés de systèmes de santé décentralisés, la présente enquête porte sur les lois, politiques ou stratégies élaborées au niveau national ou fédéral dans l'intention de guider les interventions dans l'ensemble du pays**

AD_1. Personne chargée de compléter le module en ligne Santé de l'adolescent

- MÊME PERSONNE QUE POUR LA SECTION INFORMATIONS DE BASE
- _____ [SAISIR LE NOM]

S'IL S'AGIT DE LA MÊME PERSONNE QUE POUR LA SECTION INFORMATIONS DE BASE® passez à la AD_5

AD_2. Affiliation de la personne chargée de compléter le module en ligne Santé de l'adolescent

- MINISTÈRE DE LA SANTÉ
- ORGANISME GOUVERNEMENTAL (HORS MINISTÈRE DE LA SANTÉ) _____
- OMS (préciser)
- UNICEF
- FNUAP

⁴⁴ Une stratégie nationale de santé est un processus permettant d'organiser des décisions et des interventions en vue d'atteindre des objectifs particuliers, fixés dans le cadre d'une politique, fournissant « un modèle de scénario futur envisagé et un programme d'action prédéterminé permettant d'atteindre ledit scénario ». Elle correspond aux grandes lignes d'action à long terme visant à concrétiser la vision et les objectifs politiques du secteur de la santé, et prévoit « l'identification des points d'intervention appropriés, les moyens d'assurer la participation d'autres secteurs, l'éventail des facteurs politiques, sociaux, économiques et techniques, ainsi que les contraintes et les moyens d'y faire face ».

AUTRE _____
(préciser)

AD_3. Titre du poste de la personne chargée de compléter l'enquête en ligne sur la santé de
l'adolescent _____

AD_4. Courriel de la personne chargée de compléter l'enquête en ligne sur la santé de l'adolescent

AD_5. La personne responsable de ce module a-t-elle consulté d'autres personnes OUI NON NE SAIT
pour compléter celui-ci ? PAS

Si vous avez répondu NON ou NE SAIT PAS ® passez à la AD_7

AD_6. Quelles institutions ont été consultées ? VEUILLEZ COCHER TOUTES LES CASES APPROPRIÉES.

- MINISTÈRE DE LA SANTÉ
- ORGANISME GOUVERNEMENTAL (HORS MINISTÈRE DE LA SANTÉ) _____
- OMS (préciser)
- UNICEF
- FNUAP
- AUTRE _____
(préciser)

PLAN STRATÉGIQUE

AD_7**. Existe-t-il un plan stratégique consacré à la santé et au bien-être de l'adolescent ? OUI NON NE SAIT PAS

PLANS D'ENSEMBLE/DIRECTIVES POUR LA SANTÉ DE L'ADOLESCENT

AD_8. Les adolescents sont-ils cités comme un groupe cible spécifique pour des interventions/activités définies dans une politique générale/directive nationale en ce qui concerne les problèmes de santé suivants ?

AD_8a. Santé sexuelle et reproductive, y compris la prévention de la grossesse chez l'adolescente ? OUI NON NE SAIT PAS

AD_8b. Infections sexuellement transmissibles ? OUI NON NE SAIT PAS

AD_8c. VIH/sida ? OUI NON NE SAIT PAS

AD_8d. Nutrition ? OUI NON NE SAIT PAS

AD_8e. Activité physique ? OUI NON NE SAIT PAS

AD_8f. Tabagisme ? OUI NON NE SAIT PAS

AD_8g. Alcool ? OUI NON NE SAIT PAS

AD_8h. Usage de substance⁴⁵ ? OUI NON NE SAIT PAS

AD_8i. Santé mentale ? OUI NON NE SAIT PAS

AD_8j. Prévention des blessures ? OUI NON NE SAIT PAS

AD_8k. Violence ? OUI NON NE SAIT PAS

AD_8l**. Services à l'intention des victimes/rescapées de la violence à l'égard des femmes et des filles ? OUI NON NE SAIT PAS

AD_8m. Tuberculose ? OUI NON NE SAIT PAS

AD_9. Le pays dispose-t-il de normes nationales pour la prestation de services de santé aux adolescents⁴⁶ ? OUI NON NE SAIT PAS

Si vous avez répondu NON ou NE SAIT PAS[®] passez à la AD_12

AD_10. La mise en œuvre de ces normes relatives à la prestation des services de santé fait-elle l'objet d'un suivi ? OUI NON NE SAIT PAS

AD_11. Ces normes incluent-elles un ensemble de services de santé globaux⁴⁷ à l'intention des adolescents ? OUI NON NE SAIT PAS

⁴⁵ L'abus de substances fait référence à l'usage nocif ou dangereux de substances psychoactives, y compris l'alcool et les drogues illicites.

⁴⁶ Définition d'un niveau de qualité défini dans la prestation de services, qui est nécessaire pour répondre aux besoins des bénéficiaires visés. Une norme définit les attentes en matière de performance, les structures ou les processus nécessaires à une organisation pour fournir des services sûrs, équitables, acceptables, accessibles, efficaces et appropriés.

⁴⁷ Global (service de santé) : mesure dans laquelle la gamme de soins et la gamme de services répondent à l'ensemble des problèmes de santé dans une collectivité donnée. Idéalement, des services globaux s'adressent à tous les domaines de santé pertinents pour la

population étudiante, y compris : santé et développement positifs ; traumatismes involontaires ; violence ; santé sexuelle et reproductive, y compris le VIH ; maladie transmissible ; maladies non transmissibles, fonctions sensorielles, handicap physique, santé bucco-dentaire, nutrition et activité physique ; santé mentale, usage de substances psychoactives et auto-agression. Le terme « global » est utilisé dans le présent document conformément aux directives de l'OMS sur les services de santé scolaire. (Voir : Global standards and indicators for health promoting schools and systems. <https://www.who.int/publications/i/item/9789240025059>)

Enquête sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent, 2023

AD_12. Le pays dispose-t-il de normes nationales pour la promotion de la santé à l'école ? OUI NON NE SAIT PAS

Si vous avez répondu NON ou NE SAIT PAS ® passez à la AD_14a

AD_13. La mise en œuvre de ces normes relatives à la promotion de la santé à l'école fait-elle l'objet d'un suivi ? OUI NON NE SAIT PAS

AD_14a**. Veuillez trouver ci-après les documents téléchargés dans le cadre de l'enquête de 2018 sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent (le cas échéant). Veuillez indiquer si les documents suivants sont toujours applicables. Veuillez téléverser tout document actualisé ou manquant à la question suivante.

	1) Titre du document	2) Année de début	3) Année d'expiration	4) Ce document est-il toujours applicable et exact ?
1				☐ OUI ☐ NON
2				☐ OUI ☐ NON
3				☐ OUI ☐ NON
...				☐ OUI ☐ NON

AD_14b. Veuillez téléverser tous les documents que vous avez utilisés pour remplir cette section et fournir des détails sur chacun d'eux en remplissant le tableau ci-dessous.

	A) Titre du document	B) Date de publication	C) Type de document		D) Document Langue (ANGLAIS, ARABE, CHINOIS, ESPAGNOL, FRANÇAIS, PORTUGAIS, RUSSE, AUTRE) Si possible, veuillez téléverser une version anglaise du document.	C) Téléverser le document Si vous n'êtes pas en mesure de téléverser le document, veuillez en indiquer la raison.
01		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
02		☐ _____	☐ DIRECTIVE	☐ PLAN-STRATÉGIE		

		ANNÉE	☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
03		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
04		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
05		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		

INFRASTRUCTURE ET FORMATION

AD_15. Y a-t-il au moins une personne désignée qui se consacre à plein temps au programme national sur la santé et le bien-être de l'adolescent ? OUI NON NE SAIT PAS

AD_16. Existe-t-il un budget public ordinaire pour soutenir le programme national sur la santé et le bien-être de l'adolescent ? OUI NON NE SAIT PAS

AD_17. Existe-t-il un système de formation professionnelle continue permettant aux agents de santé primaires de recevoir une formation spécifique aux adolescents ? OUI NON NE SAIT PAS

AD_18. La santé et le bien-être de l'adolescent sont-ils inclus dans la formation préalable à l'emploi des professions suivantes⁴⁸ ?

AD_18a. Médecins (par exemple CITP-08 221) ? OUI NON NE SAIT PAS

⁴⁸ Apprentissage qui a lieu en vue de se préparer à assumer une fonction future, par exemple en tant que médecin ou infirmier(ère). Cet enseignement fournit un large éventail de connaissances, de compétences et d'attitudes nécessaires pour remplir ce futur rôle et dans lequel l'étudiant peut ensuite sélectionner ce qui est adapté à une situation spécifique. La formation initiale se déroule le plus souvent dans les écoles et les universités (par exemple, les écoles de médecine, de soins infirmiers et de sage-femmes).

Enquête sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent, 2023

- AD_18b. Infirmiers(ères)⁴⁹ (par exemple CITP-08 2221) ? OUI NON NE SAIT PAS
- AD_18c. Agents de santé communautaires (par exemple, CITP-08 3253) ? OUI NON NE SAIT PAS
- AD_18d**. Sages-femmes⁵⁰ (par exemple CITP-08 2222) ? OUI NON NE SAIT PAS

AD_19a**. Veuillez trouver ci-après les documents téléchargés dans le cadre de l'enquête de 2018 sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent (le cas échéant). Veuillez indiquer si les documents suivants sont toujours applicables. Veuillez téléverser tout document actualisé ou manquant à la question suivante.

	1) Titre du document	2) Année de début	3) Année d'expiration	4) Ce document est-il toujours applicable et exact ?
1				☐ OUI ☐ NON
2				☐ OUI ☐ NON
3				☐ OUI ☐ NON
...				☐ OUI ☐ NON

AD_19b. Veuillez téléverser tous les documents que vous avez utilisés pour remplir cette section et fournir des détails sur chacun d'eux en remplissant le tableau ci-dessous.

	A) Titre du document	B) Date de publication	C) Type de document	D) Document Langue (ANGLAIS, ARABE, CHINOIS, ESPAGNOL, FRANÇAIS, PORTUGAIS, RUSSE, AUTRE) Si possible, veuillez	E) Téléverser le document Si vous n'êtes pas en mesure de téléverser le document, veuillez en

⁴⁹ Un(e) infirmier(ère) est une personne diplômée qui a été légalement autorisée (agréée) à exercer après examen par un comité national d'examen des infirmières et infirmiers ou une autorité réglementaire similaire. Sa formation dure trois, quatre ans ou plus à l'école de soins infirmiers et mène à un diplôme universitaire de troisième cycle ou équivalent. Un(e) infirmier(ère) agréé(e) possède toute la gamme nécessaire de compétences en soins infirmiers. On parle d'infirmier(ère) agréé(e), d'infirmier(ère) clinicien(ne) spécialisé(e), d'infirmier(ère) de pratique avancée, d'infirmier(ère) praticien(ne), d'infirmier(ère) diplômé(e), etc.

⁵⁰ Une sage-femme est une personne qui a été évaluée et agréée par un organisme public de réglementation des activités obstétricales ou un organisme de réglementation similaire. Elle prodigue des soins aux femmes en âge de procréer pendant la grossesse, le travail et l'accouchement, ainsi que pendant la période post-partum. Elle s'occupe également du nouveau-né et aide la femme à allaiter. Sa formation dure trois, quatre ans ou plus à l'école de soins infirmiers et mène à un diplôme universitaire de troisième cycle ou équivalent. Une sage-femme agréée possède toute la gamme nécessaire de compétences obstétricales. On parle de sage-femme agréée, de sage-femme ou de sage-femme communautaire.

					téléverser une version anglaise du document.	indiquer la raison.
01		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN- STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
02		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN- STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
03		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN- STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
04		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN- STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
05		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN- STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		

CONSENTEMENT AUX SERVICES

AD_20. Existe-t-il une limite d'âge légale pour que les adolescents non mariés puissent accorder leur consentement, sans l'accord de leurs parents ou de leur tuteur légal, pour les services suivants ?

AD_20a. Services contraceptifs sauf stérilisation ?

OUI NON NE SAIT PAS

AD_20b. Contraception post-coïtale d'urgence⁵¹?

OUI NON NE SAIT PAS

AD_20c. Dépistage du VIH et conseil ?

OUI NON NE SAIT PAS

⁵¹ Fait référence aux méthodes de contraception qui peuvent être utilisées pour prévenir une grossesse après un rapport sexuel. Il est recommandé de les utiliser dans les 5 jours, mais ils sont plus efficaces lorsqu'ils sont administrés au plus tôt après le rapport.

Enquête sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent, 2023

AD_20d. Interventions de réduction des risques pour les usagers de drogues injectables (échange de seringues, substitution d'opiacés, thérapie) ? OUI NON NE SAIT PAS

AD_20e. Services de santé mentale ? OUI NON NE SAIT PAS

AD_20f. Prise en charge et traitement du VIH ? OUI NON NE SAIT PAS

AD_21. Existe-t-il une limite d'âge légale pour que les adolescents mariés consentent aux services suivants sans le consentement du conjoint ?

AD_21a. Services contraceptifs sauf stérilisation ? OUI NON NE SAIT PAS

AD_21b. Contraception post-coïtale d'urgence ? OUI NON NE SAIT PAS

AD_21c. Dépistage du VIH et conseil ? OUI NON NE SAIT PAS

AD_21d. Prise en charge et traitement du VIH ? OUI NON NE SAIT PAS

AD_21e. Interventions de réduction des risques pour les usagers de drogues injectables (échange de seringues, substitution d'opiacés, thérapie) ? OUI NON NE SAIT PAS

AD_21f. Services de santé mentale ? OUI NON NE SAIT PAS

AD_22a**. Veuillez trouver ci-après les documents téléchargés dans le cadre de l'enquête de 2018 sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent (le cas échéant). Veuillez indiquer si les documents suivants sont toujours applicables. Veuillez téléverser tout document actualisé ou manquant à la question suivante.

	1) Titre du document	2) Année de début	3) Année d'expiration	4) Ce document est-il toujours applicable et exact ?
1				☐ OUI ☐ NON
2				☐ OUI ☐ NON
3				☐ OUI ☐ NON
...				☐ OUI ☐ NON

AD_22b. Veuillez téléverser tous les documents que vous avez utilisés pour remplir cette section et fournir des détails sur chacun d'eux en remplissant le tableau ci-dessous.

	A) Titre du document	B) Date de publication	C) Type de document	D) Document Langue (ANGLAIS, ARABE, CHINOIS, ESPAGNOL, FRANÇAIS, PORTUGAIS, RUSSE, AUTRE)	E) Téléverser le document Si vous n'êtes pas en mesure de téléverser le document

Enquête sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent, 2023

					Si possible, veuillez téléverser une version anglaise du document.	, veuillez en indiquer la raison.
01		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
02		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
03		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
04		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
05		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		

LÉGISLATION

AD_23. Le pays dispose-t-il de lois/politiques pour réaliser l'un des objectifs suivants ?

AD_23a. Fournir un permis progressif aux conducteurs débutants⁵² ? OUI NON NE SAIT PAS

AD_23b. Réglementer la commercialisation de l'alcool auprès des mineurs⁵³ ? OUI NON NE SAIT PAS

⁵² Le système de délivrance graduelle des permis de conduire échelonne progressivement les privilèges des jeunes conducteurs (p. ex. conduire de nuit ou avec des passagers) au fil du temps, par exemple une période d'apprentissage prolongée comprenant une formation et une conduite supervisée à faible risque ; puis un permis avec des restrictions temporaires ; et enfin un permis complet.

⁵³ Personnes n'ayant pas atteint l'âge fixé par le droit interne ou dix-huit ans, qui n'ont pas acquis tous leurs droits légaux en vertu du droit interne (par exemple, pour acheter certains produits tels que le tabac ou l'alcool)

Enquête sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent, 2023

AD_23c**. Désigner un âge minimum approprié pour l'achat de boissons alcoolisées ? OUI NON NE SAIT PAS

AD_24a**. Veuillez trouver ci-après les documents téléchargés dans le cadre de l'enquête de 2018 sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent (le cas échéant). Veuillez indiquer si les documents suivants sont toujours applicables. Veuillez téléverser tout document actualisé ou manquant à la question suivante.

	1) Titre du document	2) Année de début	3) Année d'expiration	4) Ce document est-il toujours applicable et exact ?
1				☐ OUI ☐ NON
2				☐ OUI ☐ NON
3				☐ OUI ☐ NON
...				☐ OUI ☐ NON

AD_24b. Veuillez téléverser tous les documents que vous avez utilisés pour remplir cette section et fournir des détails sur chacun d'eux en remplissant le tableau ci-dessous.

	A) Titre du document	B) Date de publication	C) Type de document		D) Document Langue (ANGLAIS, ARABE, CHINOIS, ESPAGNOL, FRANÇAIS, PORTUGAIS, RUSSE, AUTRE) Si possible, veuillez téléverser une version anglaise du document.	E) Téléverser le document Si vous n'êtes pas en mesure de téléverser le document, veuillez en indiquer la raison.
01		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
02		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		

Enquête sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né,
de l'enfant et de l'adolescent, 2023

03		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
04		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
05		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		

MODULE 5: DROITS EN MATIÈRE DE SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE

INSTRUCTIONS :

- Nous demandons aux bureaux de pays de l'OMS de compléter l'entretien avec le Ministère de la santé et d'autres organismes des Nations Unies, en désignant notamment des membres du personnel possédant l'expertise appropriée comme responsables de chaque module. Vous avez été désigné(e) comme la personne responsable de soumettre le module **SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE**.
- L'enquête en ligne est formatée de manière à proposer des sauts de questions automatiques, ce qui devrait permettre de réduire le temps de réponse.
- Ainsi, avant de commencer l'enquête, nous vous demandons de rassembler les documents ci-après :
 - Lois et politiques nationales relatives à la santé sexuelle et reproductive
 - Directives les plus récentes en matière de santé sexuelle et reproductive
 - Stratégie nationale de santé en vigueur⁵⁴
- Lorsque toutes les sections du module sont complétées, le module peut être soumis.
- **Remarque : Pour les pays dotés de systèmes de santé décentralisés, la présente enquête porte sur les lois, politiques ou stratégies élaborées au niveau national ou fédéral dans l'intention de guider les interventions dans l'ensemble du pays**

RH_1. Personne chargée de compléter le module en ligne Santé sexuelle et reproductive

- MÊME PERSONNE QUE POUR LA SECTION INFORMATIONS DE BASE
- _____ [SAISIR LE NOM]

S'IL S'AGIT DE LA MÊME PERSONNE QUE POUR LA SECTION INFORMATIONS DE BASE® passez à la RH_5

RH_2. Affiliation de la personne chargée de compléter le module en ligne Santé sexuelle et reproductive

- MINISTÈRE DE LA SANTÉ
- ORGANISME GOUVERNEMENTAL (HORS MINISTÈRE DE LA SANTÉ) _____
- OMS (préciser)
- UNICEF
- FNUAP
- AUTRE _____ (préciser)

RH_3. Titre du poste de la personne chargée de compléter l'enquête en ligne sur la santé sexuelle et reproductive _____

RH_4. Courriel de la personne chargée de compléter l'enquête en ligne sur la santé sexuelle et reproductive _____

⁵⁴ Une stratégie nationale de santé est un processus permettant d'organiser des décisions et des interventions en vue d'atteindre des objectifs particuliers, fixés dans le cadre d'une politique, fournissant « un modèle de scénario futur envisagé et un programme d'action prédéterminé permettant d'atteindre ledit scénario ». Elle correspond aux grandes lignes d'action à long terme visant à concrétiser la vision et les objectifs politiques du secteur de la santé, et prévoit « l'identification des points d'intervention appropriés, les moyens d'assurer la participation d'autres secteurs, l'éventail des facteurs politiques, sociaux, économiques et techniques, ainsi que les contraintes et les moyens d'y faire face ».

RH_5. La personne responsable de ce module a-t-elle consulté d'autres personnes pour compléter celui-ci ? OUI NON NE SAIT PAS

Si vous avez répondu NON ou NE SAIT PAS ® passez à la RH_7

RH_6. Quelles institutions ont été consultées ? VEUILLEZ COCHER TOUTES LES CASES APPROPRIÉES.

- MINISTÈRE DE LA SANTÉ
- ORGANISME GOUVERNEMENTAL (HORS MINISTÈRE DE LA SANTÉ) _____
- OMS (préciser)
- UNICEF
- FNUAP
- AUTRE _____
(préciser)

PLAN STRATÉGIQUE

RH_7**. Existe-t-il un plan stratégique consacré à la santé sexuelle et reproductive ? OUI NO N NE SAIT PAS

SOINS GÉNÉRAUX DE SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE

RH_8. Existe-t-il des politiques générales/directives nationales sur les soins de santé sexuelle et reproductive ? OUI NO N NE SAIT PAS
Si vous avez répondu NON ou NE SAIT PAS® passez à la RH_10

RH_9. La politique générale/directive nationale sur les soins de santé sexuelle et reproductive favorise-t-elle l'accès universel aux soins de santé sexuelle et reproductive ? OUI NO N NE SAIT PAS

RH_10. Existe-t-il des politiques générales/directives nationales qui définissent les compétences des prestataires de soins de santé en matière de prestation de soins de santé sexuelle et reproductive⁵⁵ ? OUI NO N NE SAIT PAS

RH_11. Existe-t-il un système de formation professionnelle continue permettant aux cliniciens et/ou aux infirmiers(ères) travaillant dans le domaine des soins de santé primaires de recevoir une formation spécifique à la santé sexuelle et reproductive ? OUI NO N NE SAIT PAS

RH_12a**. Veuillez trouver ci-après les documents téléchargés dans le cadre de l'enquête de 2018 sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent (le cas échéant). Veuillez indiquer si les documents suivants sont toujours applicables. Veuillez téléverser tout document actualisé ou manquant à la question suivante.

	1) Titre du document	2) Année de début	3) Année d'expiration	4) Ce document est-il toujours applicable et exact ?
1				☐ OUI ☐ NON
2				☐ OUI ☐ NON
3				☐ OUI ☐ NON
...				☐ OUI ☐ NON

RH_12b. Veuillez téléverser tous les documents que vous avez utilisés pour remplir cette section et fournir des détails sur chacun d'eux en remplissant le tableau ci-dessous.

	A) Titre du document	B) Date de publication	C) Type de document	D) Document Langue	E) Téléverser le document

⁵⁵ Capacité d'une personne à intégrer des connaissances, des compétences et des attitudes dans l'exécution de ses tâches dans un contexte donné. Les compétences sont durables, perfectibles et, par l'expression des comportements, mesurables.

					(ANGLAIS, ARABE, CHINOIS, ESPAGNOL, FRANÇAIS, PORTUGAIS, RUSSE, AUTRE) Si possible, veuillez téléverser une version anglaise du document.	Si vous n'êtes pas en mesure de téléverser le document, veuillez en indiquer la raison.
01		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
02		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
03		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
04		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
05		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		

PLANIFICATION FAMILIALE⁵⁶ / CONTRACEPTION

RH_13. Le pays dispose-t-il d'une politique générale ou d'une directive nationale sur la planification familiale/contraception ? OUI NON NE SAIT PAS

Si vous avez répondu NON ou NE SAIT PAS® passez à la RH_15

⁵⁶ La planification familiale permet aux personnes et aux couples d'anticiper et de concrétiser leur désir d'avoir un ou plusieurs enfants, ainsi que d'espacer et de planifier les naissances. Elle repose sur l'utilisation de méthodes contraceptives et le traitement de l'infertilité involontaire.

RH_14. La politique générale /directive nationale sur la planification familiale/contraception contient-elle des dispositions qui restreignent ou limitent l'accès à la contraception ou aux services de planification familiale aux groupes de population suivants ?

RH_14a. Adolescents ?	☐	OUI	☐	NON	☐	NE SAIT PAS
RH_14b. Femmes ayant avorté ?	☐	OUI	☐	NON	☐	NE SAIT PAS
RH_14c. Personnes non mariées ?	☐	OUI	☐	NON	☐	NE SAIT PAS
RH_14d. Personnes vivant dans un contexte de crise humanitaire ou autre ?	☐	OUI	☐	NON	☐	NE SAIT PAS
RH_14e. Autres ?	☐	OUI	☐	NON	☐	NE SAIT PAS

RH_15. Existe-t-il des directives nationales de pratique clinique sur la planification familiale et la contraception ? OUI NON NE SAIT PAS

RH_16. Qui est autorisé, à l'exception d'un médecin spécialiste, à effectuer de manière indépendante les services suivants ? SÉLECTIONNEZ TOUTES LES CASES APPLICABLES À CHACUN DES SERVICES SUIVANTS.

	AGENTS DE SANTÉ COMMUNAUTAIRES / NON-SPÉCIALISÉS ⁵⁷	AUXILIAIRE DE PUÉRICULTURE ⁵⁸	AIDES-SOIGNANTES ⁵⁹	SAGE-FEMME	INFIRMIER (ÈRE) ⁶⁰	MÉDECIN DE FAMILLE	NE SAIT PAS
RH_16a. Contraceptifs injectables ?	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐
RH_16b. Insertion et retrait de DIU ?	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐
RH_16c. Insertion et retrait d'implants ?	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐

⁵⁷ Tout agent de santé qui exerce des fonctions liées à la prestation de soins de santé ; qui a été formé d'une manière ou d'une autre dans un contexte opérationnel ; qui n'a reçu aucun certificat professionnel ou paraprofessionnel formel ou diplôme d'enseignement supérieur. On parle d'agent de santé communautaire, agent de santé de village, soutien au traitement, promoteurs, etc.

⁵⁸ A suivi une formation dans un établissement secondaire. Une période de formation sur le terrain peut être proposée, et parfois formalisée dans le cadre d'un apprentissage. Tout comme l'aide-soignante, l'auxiliaire de puériculture (ou l'aide-soignante en maternité) possède des compétences de base en matière de soins infirmiers, mais n'a pas été formée à la prise de décision. Les aides-soignantes en maternité participent à la prestation de soins de santé à l'intention de la mère et du nouveau-né, en particulier à la naissance, mais également pendant la période prénatale et du post-partum. Elles possèdent certaines des compétences en matière de maïeutique, mais ne sont pas pleinement qualifiées en tant que sages-femmes.

⁵⁹ A suivi une formation dans un établissement secondaire. Une période de formation sur le terrain peut être proposée, et parfois formalisée dans le cadre d'un apprentissage. Une aide-soignante possède des compétences de base en matière de soins infirmiers et n'a aucune formation en matière de prise de décision en soins infirmiers. Cependant, dans différents pays, le niveau de formation peut varier entre quelques mois et 2-3 ans. On parle notamment d'aide-soignante ou d'infirmier(ère) diplômé(e).

⁶⁰ Personne diplômée qui a été légalement autorisée (agrée) à exercer après examen par un comité national d'examen des infirmières et infirmiers ou une autorité réglementaire similaire. Sa formation dure trois, quatre ans ou plus à l'école de soins infirmiers et mène à un diplôme universitaire de troisième cycle ou équivalent. Un(e) infirmier(ère) agréé(e) possède toute la gamme nécessaire de compétences en soins infirmiers. On parle d'infirmier(ère) agréé(e), d'infirmier(ère), d'infirmier(ère) clinicien(ne) spécialisé(e), d'infirmier(ère) de pratique avancée, d'infirmier(ère) praticien(ne), d'infirmier(ère) diplômé(e), etc.

Enquête sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent, 2023

	AGENTS DE SANTÉ COMMUNAUTAIRES / NON-SPÉCIALISÉS ⁵⁷	AUXILIAIRE DE PUÉRICULTURE ⁵⁸	AIDES-SOIGNANTES ⁵⁹	SAGE-FEMME	INFIRMIER (ÈRE) ⁶⁰	MÉDECIN DE FAMILLE	NE SAIT PAS
RH_16d**. Vasectomie (stérilisation) ?	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐
RH_16e**. Ligature des trompes (stérilisation) ?	☐	☐	☐	☐	☐	☐	☐

RH_17a**. Veuillez trouver ci-après les documents téléchargés dans le cadre de l'enquête de 2018 sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent (le cas échéant). Veuillez indiquer si les documents suivants sont toujours applicables. Veuillez téléverser tout document actualisé ou manquant à la question suivante.

	1) Titre du document	2) Année de début	3) Année d'expiration	4) Ce document est-il toujours applicable et exact ?
1				☐ OUI ☐ NON
2				☐ OUI ☐ NON
3				☐ OUI ☐ NON
...				☐ OUI ☐ NON

RH_17b. Veuillez téléverser tous les documents que vous avez utilisés pour remplir cette section et fournir des détails sur chacun d'eux en remplissant le tableau ci-dessous.

A) Titre du document	B) Date de publication	C) Type de document	D) Document Langue (ANGLAIS, ARABE, CHINOIS, ESPAGNOL, FRANÇAIS, PORTUGAIS, RUSSE, AUTRE) Si possible, veuillez téléverser une version anglaise du document.	E) Téléverser le document Si vous n'êtes pas en mesure de téléverser le document, veuillez en indiquer la raison.

01		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
02		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
03		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
04		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
05		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		

INFECTIONS SEXUELLEMENT TRANSMISSIBLES

RH_18. Existe-t-il des politiques générales/directives nationales sur le diagnostic et le traitement des infections sexuellement transmissibles (IST), ainsi que la prestation de conseils y relatifs ? OUI NON NE SAIT PAS

Si vous avez répondu NON ou NE SAIT PAS® passez à la RH_23

RH_19. La stratégie nationale sur les IST comprend-elle une cible qui contribue à la réduction de la syphilis congénitale ? OUI NON NE SAIT PAS

RH_20. Existe-t-il une politique générale ou une directive nationale qui traite du dépistage de la syphilis pendant les soins prénatals ? OUI NON NE SAIT PAS

RH_21. La politique générale / directive nationale sur les IST comprend-elle une recommandation sur l'intégration du dépistage du VIH et des IST ? OUI NON NE SAIT PAS

Enquête sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né,
de l'enfant et de l'adolescent, 2023

RH_22a**. Veuillez trouver ci-après les documents téléchargés dans le cadre de l'enquête de 2018 sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent (le cas échéant). Veuillez indiquer si les documents suivants sont toujours applicables. Veuillez téléverser tout document actualisé ou manquant à la question suivante.

	1) Titre du document	2) Année de début	3) Année d'expiration	4) Ce document est-il toujours applicable et exact ?
1				☐ OUI ☐ NON
2				☐ OUI ☐ NON
3				☐ OUI ☐ NON
...				☐ OUI ☐ NON

RH_22b. Veuillez téléverser tous les documents que vous avez utilisés pour remplir cette section et fournir des détails sur chacun d'eux en remplissant le tableau ci-dessous.

	A) Titre du document	B) Date de publication	C) Type de document		D) Document Langue (ANGLAIS, ARABE, CHINOIS, ESPAGNOL, FRANÇAIS, PORTUGAIS, RUSSE, AUTRE) Si possible, veuillez téléverser une version anglaise du document.	E) Téléverser le document Si vous n'êtes pas en mesure de téléverser le document , veuillez en indiquer la raison.
01		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN- STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
02		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN- STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
03		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE	☐ PLAN- STRATÉGIE		

			☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
04		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
05		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		

CANCER DU COL DE L'UTÉRUS

RH_23. Existe-t-il une politique générale ou une directive nationale de prévention et de contrôle du cancer du col de l'utérus ? OUI NON NE SAIT PAS

Si vous avez répondu NON ou NE SAIT PAS ® passez à la RH_26

RH_24. La politique générale ou les directives sur la prévention et le contrôle du cancer du col de l'utérus recommandent-elles la prestation de l'un ou l'autre des services suivants ?

RH_24a**. Programme de vaccination contre le papillomavirus humain (PVH) ? OUI, GRATUITEMENT AU POINT DE PRESTATION DE SERVICES DANS LE SECTEUR PUBLIC OUI, MAIS PAS GRATUITEMENT NON NE SAIT PAS

RH_24b**. Dépistage des lésions précancéreuses du col de l'utérus ? OUI, GRATUITEMENT AU POINT DE PRESTATION DE SERVICES DANS LE SECTEUR PUBLIC OUI, MAIS PAS GRATUITEMENT NON NE SAIT PAS

RH_24c**. Traitement des lésions précancéreuses du col de l'utérus ? OUI, GRATUITEMENT AU POINT DE PRESTATION DE SERVICES DANS LE SECTEUR PUBLIC OUI, MAIS PAS GRATUITEMENT NON NE SAIT PAS

Enquête sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent, 2023

- RH_24d**. Diagnostic de cancer du col de l'utérus ? OUI, GRATUITEMENT AU POINT DE PRESTATION DE SERVICES DANS LE SECTEUR PUBLIC OUI, MAIS PAS GRATUITE MENT NON NE SAIT PAS
- RH_24e**. Traitement du cancer du col de l'utérus ? OUI, GRATUITEMENT AU POINT DE PRESTATION DE SERVICES DANS LE SECTEUR PUBLIC OUI, MAIS PAS GRATUITE MENT NON NE SAIT PAS
- RH_24f**. Soins palliatifs du cancer du col de l'utérus ? OUI, GRATUITEMENT AU POINT DE PRESTATION DE SERVICES DANS LE SECTEUR PUBLIC OUI, MAIS PAS GRATUITE MENT NON NE SAIT PAS

RH_25a**. Veuillez trouver ci-après les documents téléchargés dans le cadre de l'enquête de 2018 sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent (le cas échéant). Veuillez indiquer si les documents suivants sont toujours applicables. Veuillez téléverser tout document actualisé ou manquant à la question suivante.

	1) Titre du document	2) Année de début	3) Année d'expiration	4) Ce document est-il toujours applicable et exact ?
1				☐ OUI ☐ NON
2				☐ OUI ☐ NON
3				☐ OUI ☐ NON
...				☐ OUI ☐ NON

RH_25b. Veuillez téléverser tous les documents que vous avez utilisés pour remplir cette section et fournir des détails sur chacun d'eux en remplissant le tableau ci-dessous.

	A) Titre du document	B) Date de publication	C) Type de document	D) Document Langue (ANGLAIS, ARABE, CHINOIS, ESPAGNOL, FRANÇAIS,	E) Téléverser le document Si vous n'êtes pas en mesure de

					PORTUGAIS, RUSSE, AUTRE)	téléverser le document, veuillez en indiquer la raison.
01		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE	Si possible, veuillez téléverser une version anglaise du document.	
02		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
03		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
04		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
05		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		

INFERTILITÉ

RH_26. Existe-t-il des lois /politiques générales/directives sur la prise en charge de l'infertilité (par exemple, prévention, diagnostic et/ou traitement) ? OUI NON NE SAIT PAS

Si vous avez répondu NON ou NE SAIT PAS ® passez à la RH_31

RH_27**. Existe-t-il une licence ou une certification des titres de compétences pour la pratique de la procréation médicale assistée⁶¹ ? OUI NON NE SAIT PAS

⁶¹ Toutes les procédures qui comprennent la manipulation in vitro d'ovocytes humains et de spermatozoïdes ou d'embryons à des fins de procréation. Cela inclut notamment la fécondation in vitro et le transfert d'embryons, l'injection intra-cytoplasmique de

Enquête sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent, 2023

RH_28. Existe-t-il des programmes qui fournissent un soutien financier pour l'utilisation individuelle des services de procréation médicale assistée ? OUI NON NE SAIT PAS

RH_29. Les services de procréation médicale assistée¹⁴ sont-ils proposés aux groupes de personnes suivants ?

RH_29a**. Couples homosexuels⁶² ? OUI NON NE SAIT PAS

RH_29b**. Personnes non mariées / célibataires ? OUI NON NE SAIT PAS

RH_30a**. Veuillez trouver ci-après les documents téléchargés dans le cadre de l'enquête de 2018 sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent (le cas échéant). Veuillez indiquer si les documents suivants sont toujours applicables. Veuillez téléverser tout document actualisé ou manquant à la question suivante.

	1) Titre du document	2) Année de début	3) Année d'expiration	4) Ce document est-il toujours applicable et exact ?
1				☐ OUI ☐ NON
2				☐ OUI ☐ NON
3				☐ OUI ☐ NON
...				☐ OUI ☐ NON

RH_30b. Veuillez téléverser tous les documents que vous avez utilisés pour remplir cette section et fournir des détails sur chacun d'eux en remplissant le tableau ci-dessous.

A) Titre du document	B) Date de publication	C) Type de document	D) Document Langue (ANGLAIS, ARABE, CHINOIS, ESPAGNOL, FRANÇAIS, PORTUGAIS, RUSSE, AUTRE) Si possible, veuillez téléverser une version anglaise du document.	E) Téléverser le document Si vous n'êtes pas en mesure de téléverser le document , veuillez en indiquer la raison.

spermatozoïde (ICSI), la biopsie embryonnaire, les tests génétiques préimplantatoires, l'éclosion assistée, le transfert intra-fallopées de gamètes, le transfert intra-fallopées de zygotes, la cryoconservation des gamètes et des embryons, le don de sperme, d'ovocytes et d'embryons et les cycles de porteurs gestationnels. Ainsi, la PMA n'inclut pas, et les services qui proposent la PMA uniquement n'incluent pas, l'insémination assistée utilisant le sperme du partenaire de la femme ou d'un donneur de sperme.

⁶² Les futurs parents de l'enfant sont du même sexe, ou il s'agit d'une personne sans partenaire.

01		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
02		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
03		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
04		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
05		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		

SANTÉ SEXUELLE

RH_31. Existe-t-il des politiques générales, des lois et des directives nationales sur les services de santé sexuelle ? OUI NON NE SAIT PAS

Si vous avez répondu NON ou NE SAIT PAS ® passez à la RH_37

RH_32. Les lois, les politiques générales et les directives sur la santé sexuelle contiennent-elles des dispositions de non-discrimination pour les critères ou groupes suivants ?

RH_32a. Orientation sexuelle? OUI NON NE SAIT PAS

RH_32b. Identité de genre? OUI NON NE SAIT PAS

RH_32c. Handicap? OUI NON NE SAIT PAS

RH_32d. Travailleurs/ses du sexe ? OUI NON NE SAIT PAS

RH_33. Existe-t-il des politiques générales ou des lois qui interdisent ce qui suit ?

Enquête sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent, 2023

- RH_33a. Mutilations génitales féminines (MGF⁶³) ? OUI NON NE SAIT PAS
- RH_33b. Test de virginité⁶⁴ ? OUI NON NE SAIT PAS
- RH_33c**. Sélection du sexe⁶⁵ ? OUI NON NE SAIT PAS
- RH_33d. Relations ou comportements entre personnes de même sexe ? OUI NON NE SAIT PAS
- RH_33e**. Mariage précoce/forcé ? OUI NON NE SAIT PAS

RH_34. Existe-t-il des politiques générales/lois/directives relatives à l'éducation sexuelle complète⁶⁶ obligatoire dans le cadre du programme d'enseignement classique ? OUI NON NE SAIT PAS

RH_35**. Existe-t-il des politiques générales ou des lois nationales fixant l'âge minimum du consentement au mariage ? OUI NON NE SAIT PAS

Si vous avez répondu NON ou NE SAIT PAS ® passez à la RH_36a

RH_35a**. Quel est l'âge minimum du consentement au mariage pour les femmes et les filles ? ____ ans NON PRÉCISÉ NE SAIT PAS

RH_35b**. Quel est l'âge minimum du consentement au mariage pour les hommes et les garçons ? ____ ans NON PRÉCISÉ NE SAIT PAS

RH_36a**. Veuillez trouver ci-après les documents téléchargés dans le cadre de l'enquête de 2018 sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent (le cas échéant). Veuillez indiquer si les documents suivants sont toujours applicables. Veuillez téléverser tout document actualisé ou manquant à la question suivante.

	1) Titre du document	2) Année de début	3) Année d'expiration	4) Ce document est-il toujours applicable et exact ?
1				☐ OUI ☐ NON
2				☐ OUI ☐ NON
3				☐ OUI ☐ NON
...				☐ OUI ☐ NON

⁶³ Comprend toutes les procédures impliquant l'ablation partielle ou totale des organes génitaux féminins externes ou toute autre lésion des organes génitaux féminins pour des raisons non médicales.

⁶⁴ Le test de virginité ou le « test des deux doigts » ou l'examen vaginal ou l'examen de l'hymen est une inspection des organes génitaux féminins visant à déterminer si une femme ou une fille a eu des rapports sexuels vaginaux. Elle est réalisée par des professionnels de la santé. L'objectif d'un tel examen varie selon les contextes. Parfois, il est mené pour déterminer si oui ou non le viol a eu lieu en fonction des antécédents sexuels des victimes. Dans d'autres cas, des tests de virginité sont effectués sur des femmes détenues ou des femmes vivant dans des centres de détention. Et enfin, il s'agit parfois d'une tradition communautaire pour célébrer la virginité et la capacité à mariage d'une femme (OMS 2017).

⁶⁵ Réduction fœtale basée sur le sexe d'embryon désiré. La sélection du sexe peut être effectuée avant la conception (sélection de fractions enrichies de spermatozoïdes porteurs de X ou Y), préimplantatoire (sélection d'embryons mâles ou femelles) et prénatale (avortement de sélection en fonction du sexe). Il peut être médical (acceptable) ou non médical (controversé).

⁶⁶ Éducation sexuelle axée sur la physiologie, la santé sexuelle et reproductive, mais abordant également les questions de genre et de pouvoir dans les relations, et les méthodes d'enseignement participatives.

Enquête sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent, 2023

RH_36b. Veuillez téléverser tous les documents que vous avez utilisés pour remplir cette section et fournir des détails sur chacun d'eux en remplissant le tableau ci-dessous.

	A) Titre du document	B) Date de publication	C) Type de document		D) Document Langue (ANGLAIS, ARABE, CHINOIS, ESPAGNOL, FRANÇAIS, PORTUGAIS, RUSSE, AUTRE) Si possible, veuillez téléverser une version anglaise du document.	E) Téléverser le document Si vous n'êtes pas en mesure de téléverser le document, veuillez en indiquer la raison.
01		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
02		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
03		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
04		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
05		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		

AUTO-PRISE EN CHARGE DE LA SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE

RH_37**. Le pays dispose-t-il d'une politique générale/directive nationale sur les interventions liées à l'auto-prise en charge de la santé sexuelle et reproductive ? OUI NON NE SAIT PAS

Si vous avez répondu NON ou NE SAIT PAS ® passez à la VAW_1

RH_38**. La politique générale ou la directive sur l'auto-prise en charge comprend-elle les interventions suivantes :

RH_38a**. Utilisation de contraceptifs (ex. contraception hormonale auto-injectable et orale, préservatifs, diaphragme) ? OUI NON NE SAIT PAS

RH_38b**. Autosurveillance de la pression artérielle / glycémie, y compris pendant la grossesse ? OUI NON NE SAIT PAS

RH_38c**. Produits, dispositifs et tests de santé sexuelle et reproductive en vente libre disponibles dans les pharmacies sans ordonnance (p. ex. lubrifiants, trousses de prédiction de l'ovulation à domicile, contraception, hygiène menstruelle) ? OUI NON NE SAIT PAS

RH_38d**. Auto-prélèvement d'échantillons pour le dépistage des IST et du VPH ? OUI NON NE SAIT PAS

RH_38e**. Autodépistage (par exemple VIH, VHC, grossesse, COVID-19) ? OUI NON NE SAIT PAS

RH_38f**. Autogestion de l'avortement médicamenteux au cours du premier trimestre ? OUI NON NE SAIT PAS

RH_39a**. Veuillez trouver ci-après les documents téléchargés dans le cadre de l'enquête de 2018 sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent (le cas échéant). Veuillez indiquer si les documents suivants sont toujours applicables. Veuillez téléverser tout document actualisé ou manquant à la question suivante.

	1) Titre du document	2) Année de début	3) Année d'expiration	4) Ce document est-il toujours applicable et exact ?
1				☐ OUI ☐ NON
2				☐ OUI ☐ NON
3				☐ OUI ☐ NON
...				☐ OUI ☐ NON

RH_39b. Veuillez téléverser tous les documents que vous avez utilisés pour remplir cette section et fournir des détails sur chacun d'eux en remplissant le tableau ci-dessous.

	A) Titre du document	B) Date de publication	C) Type de document	D) Document Langue (ANGLAIS, ARABE, CHINOIS,	E) Téléverser le document Si vous n'êtes pas

Enquête sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent, 2023

					ESPAGNOL, FRANÇAIS, PORTUGAIS, RUSSE, AUTRE) Si possible, veuillez téléverser une version anglaise du document.	en mesure de téléverser le document, veuillez en indiquer la raison.
01		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
02		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
03		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
04		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
05		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		

MODULE 6 : 'Violence à l'égard des femmes/Violence base sur le genre'

INSTRUCTIONS :

- Vous avez été désigné(e) comme la personne responsable de soumettre le module '**Violence à l'égard des femmes**' / 'violence basée sur le genre' dans l'outil d'enquête en ligne.
 - Nous vous demandons de travailler en collaboration avec le(s) responsable(s) du Ministère de la santé et des autres ministères sectoriels concernés (par exemple, les ministères du genre, de la femme ou du développement social) qui supervisent les politiques et les programmes de lutte contre la Violence à l'égard des femmes et la 'violence basée sur le genre' pour remplir l'enquête.
 - En outre, vous pouvez consulter les personnes référentes en matière de Violence à l'égard des femmes et de 'violence basée sur le genre' dans les bureaux de pays de l'OMS, d'ONU-FEMMES, du FNUAP ou de l'UNICEF et/ou d'autres partenaires, ainsi que d'autres ministères/organisations gouvernementales, en particulier le personnel doté des compétences et connaissances appropriées des politiques générales relatives à la Violence à l'égard des femmes et à la violence basée sur le genre.
- Tout au long du présent module, nous utiliserons indifféremment les termes de Violence à l'égard des femmes et de violence basée sur le genre pour désigner la même chose. Nous sommes conscients que chaque pays peut employer des termes différents assortis de définitions différentes de ce qui relève de la violence basée sur le genre ou de la Violence à l'égard des femmes.
 - Dans le cadre de ce module, nous nous intéresserons aux politiques qui visent à lutter contre la violence exercée par le partenaire intime ou le conjoint, la violence domestique ou la violence sexuelle à l'égard des femmes et des filles dans toute leur diversité, tout en reconnaissant que le concept englobe un ensemble beaucoup plus large de définitions et de sous-catégories.
 - Nous sommes également conscients que l'élaboration des politiques est un processus complexe et que différents pays peuvent inclure la violence à l'égard des femmes et des filles dans le cadre de politiques de lutte contre la violence basée sur le genre, interpersonnelle ou familiale, ou même dans le cadre de politiques d'égalité entre les genres de manière plus vaste, en reconnaissant que cette violence est due à l'inégalité entre les genres.
 - Pour interpréter le terme de Violence à l'égard des femmes / violence basée sur le genre que nous avons utilisé, vous pouvez vous référer à des documents de politique générale qui traitent soit de la violence interpersonnelle ou familiale, soit des politiques d'égalité des genres qui peuvent inclure des chapitres sur la Violence à l'égard des femmes.
- Chaque module est divisé en plusieurs sections, lesquelles peuvent être complétées séparément et sauvegardées dans l'outil d'enquête en ligne. À la fin de chaque section, il vous sera demandé de téléverser les documents pertinents utilisés pour compléter cette dernière. Si vous disposez de versions électroniques des documents pertinents, il vous sera demandé de les téléverser dans l'outil d'enquête en ligne. Si vous n'êtes pas en mesure de téléverser lesdits documents, il vous sera demandé d'en fournir une explication.
- Ainsi, avant de commencer l'enquête, nous vous demandons de rassembler les documents ci-après, si possible au format électronique :
 - Lois et politiques générales nationales dans le domaine de la violence fondée sur le genre
 - Directives les plus récentes sur la violence fondée sur le genre

- Par politiques générales, nous entendons l'un des types de documents suivants – sectoriels (santé) et multisectoriels :
 - Politiques générales
 - Plans
 - Stratégies
 - Directives/procédures opérationnelles standards /Protocoles
 - Matériel de formation
 - Arrêtés ministériels, circulaires, directives
 - Lois qui comportent des orientations relatives à la lutte du secteur de la santé à la Violence à l'égard des femmes
- L'enquête en ligne est formatée de manière à proposer des sauts de questions automatiques, ce qui devrait permettre de réduire le temps de réponse.
- Lorsque toutes les sections du module sont complétées, le module peut être soumis.

POUR TOUTE QUESTION SUR LE MODULE SUR LA violence basée sur le genre / Violence à l'égard des femmes, VEUILLEZ CONTACTER rmncahpolicysurvey@who.int.

VAW_1. Personne chargée de compléter le module en ligne violence basée sur le genre

- MÊME PERSONNE QUE POUR LA SECTION INFORMATIONS DE BASE
- _____ [SAISIR LE NOM]
S'IL S'AGIT DE LA MÊME PERSONNE QUE POUR LA SECTION INFORMATIONS DE BASE® passez à la VAW_7

VAW_2. Affiliation de la personne chargée de compléter le module en ligne violence basée sur le genre

- MINISTÈRE DE LA SANTÉ
- ORGANISME GOUVERNEMENTAL (HORS MINISTÈRE DE LA SANTÉ) _____
- OMS
- ONU-FEMMES (préciser)
- UNICEF
- FNUAP
- AUTRE _____
(préciser)

VAW_3. Titre du poste de la personne chargée de compléter l'enquête en ligne sur la violence basée sur le genre

VAW_4. Courriel personne chargée de compléter l'enquête en ligne sur la violence basée sur le genre

VAW_5**. La personne ci-dessus est-elle la même que celle qui peut être contactée pour des questions spécifiques liées au contenu de ce module ? **Si vous avez répondu OUI ®, passez à la VAW_7**

- OUI
- NON

VAW_6** Si vous avez répondu non, indiquez le nom et l'adresse e-mail de contact de la personne qui peut être contactée _____

VAW_7**. La personne responsable de ce module a-t-elle consulté d'autres personnes pour compléter celui-ci ? OUI NO NE SAIT PAS

Si vous avez répondu NON ou NE SAIT PAS ® passez à la VAW_9

VAW_8. Quelles institutions ont été consultées ? VEUILLEZ COCHER TOUTES LES CASES APPROPRIÉES.

- MINISTÈRE DE LA SANTÉ
- ORGANISME GOUVERNEMENTAL (HORS MINISTÈRE DE LA SANTÉ) _____
- OMS
- ONU-FEMMES (préciser)
- UNICEF
- FNUAP
- AUTRE _____ (préciser)

PLAN STRATÉGIQUE

VAW_9**. Existe-t-il un plan stratégique dédié à violence basée sur le genre ⁶⁷ /Violence à l'égard des femmes? OUI NO NE SAIT PAS

Violence à l'égard des femmes / violence basée sur le genre

VAW_10**. À quel niveau les politiques générales en matière de Violence à l'égard des femmes et de violence basée sur le genre sont-elles élaborées ? National Les deux NE SAIT PAS Infranational Sans objet

VAW_11**. Les programmes de lutte contre la Violence à l'égard des femmes et de la violence basée sur le genre (par exemple services, interventions de prévention) sont-ils inclus dans les types de politiques générales suivants, que ce soit au **niveau national ou infranational** ? Si vous avez répondu Oui, veuillez téléverser un fichier pdf ou fournir un lien URL (voir VAW_13 ci-dessous).

- VAW_11a**. Politique/stratégie en matière de santé ? OUI NON NE SAIT PAS S.O. (pas de politique)
- VAW_11b**. Politique/stratégie en matière de santé sexuelle/reproductive/de planification familiale⁶⁸ ? OUI NON NE SAIT PAS S.O. (pas de politique)
- VAW_11c**. Politique/stratégie en matière de VIH ? OUI NON NE SAIT PAS S.O. (pas de politique)
- VAW_11d**. Politique/stratégie en matière de santé reproductive/de la mère/du nouveau-né/de l'enfant ? OUI NON NE SAIT PAS S.O. (pas de politique)

⁶⁷ Tout acte de violence dirigé contre le sexe féminin et entraînant, ou pouvant entraîner, chez les femmes un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques, et elle comprend la menace de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou dans la vie privée.

⁶⁸ La planification familiale permet aux personnes et aux couples d'anticiper et de concrétiser leur désir d'avoir un ou plusieurs enfants, ainsi que d'espacer et de planifier les naissances. Elle repose sur l'utilisation de méthodes contraceptives et le traitement de l'infertilité involontaire.

Enquête sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent, 2023

VAW_11e**. Politique/stratégie en matière de santé mentale ? OUI NON NE SAIT PAS S.O. (pas de politique)

VAW_11f**. Politique/stratégie en matière de santé de l'adolescent ? OUI NON NE SAIT PAS S.O. (pas de politique)

VAW_11g**. Politique/stratégie multisectorielle qui traite de la Violence à l'égard des femmes et de la violence basée sur le genre (par exemple, plan pour l'égalité des genres, l'autonomisation des femmes ou la violence faite aux femmes) ? OUI NON NE SAIT PAS S.O. (pas de politique)

VAW_11h**. Directives cliniques, protocoles ou modes opératoires normalisés du secteur de la santé sur la Violence à l'égard des femmes et la violence basée sur le genre? OUI NON NE SAIT PAS S.O. (pas de politique)

VAW_11i**. Préparation aux situations d'urgence et plans d'intervention OUI NON NE SAIT PAS S.O. (pas de politique)

VAW_11j**. Programme ou plan de formation pour les professionnels de la santé (premier cycle, avant l'emploi ou en cours d'exercice) OUI NON NE SAIT PAS S.O. (pas de politique)

VAW_11k**. Autre ? OUI, _____ précisez NON NE SAIT PAS S.O. (pas de politique)

VAW_12**. Y a-t-il eu une allocation budgétaire nationale au cours de la dernière année financière pour la mise en œuvre des programmes de lutte contre la Violence à l'égard des femmes et la violence basée sur le genre (Sélectionnez toutes les réponses appropriées) ? OUI, DANS LE PLAN MULTISECTORIEL NON NE SAIT PAS OUI, BUDGET DU SECTEUR DE LA SANTÉ OUI, AUTRE

VAW_13. Veuillez téléverser tous les documents que vous avez utilisés pour remplir cette section et fournir des détails sur chacun d'eux en remplissant le tableau ci-dessous.

	A) Titre du document	B) Date de publication	C) Type de document	D) Document Langue (ANGLAIS, ARABE, CHINOIS, ESPAGNOL, FRANÇAIS, PORTUGAIS, RUSSE, AUTRE) Si possible, veuillez téléverser	E) Téléverser le document Si vous n'êtes pas en mesure de téléverser le document , veuillez en

					une version anglaise du document.	indiquer la raison.
01		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
02		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
03		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
04		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
05		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		

EXAMEN GÉNÉRAL DES INDICATEURS DE Violence à l'égard des femmes ET DE violence basée sur le genre

Nous vous invitons maintenant à consulter les données pré-remplies ci-jointes pour un certain nombre d'indicateurs qui reflètent COMMENT la Violence à l'égard des femmes est abordée dans les politiques de santé et multisectorielles en vigueur dans votre pays. Ces réponses sont fondées sur une base de données des politiques de lutte contre la Violence à l'égard des femmes qui a été créée à partir des documents que vous avez soumis dans le cadre de la réponse à l'évaluation 2018-2019. À la suite de cette évaluation et des documents que vous avez soumis, nous avons effectué une analyse de contenu des documents de politique générale que vous avez présentés en 2018-2019, ainsi que des documents que nous avons trouvés sur les sites Web des ministères et qui ont été obtenus auprès des bureaux de pays de l'OMS.

Nous avons pré-rempli les réponses sur la base des informations figurant dans les documents de politique générale et nous disposons du numéro de page et de l'extrait de texte exacts à partir desquels les réponses ont été saisies dans la base de données.

Nous vous demandons de vérifier si vous êtes d'accord ou non avec ces réponses pré-remplies dans la base de données consacrée aux politiques générales de lutte contre la Violence à l'égard des femmes de votre pays. Si vous n'êtes pas d'accord avec les réponses que nous avons pré-remplies, nous vous demandons de passer en revue les

questions supplémentaires que nous avons utilisées pour pré-remplir les réponses afin que vous puissiez découvrir comment nous avons procédé. Si vous n'êtes toujours pas d'accord avec les critères que nous avons utilisés pour pré-remplir les catégories de réponse, veuillez nous fournir le document exact et l'extrait de texte sur la base desquels vous proposez de modifier les réponses afin que nous puissions mettre à jour la base de données à partir des nouvelles informations que vous nous avez fournies.

POUR TOUTE QUESTION SUR LE MODULE SUR LA violence basée sur le genre/ Violence à l'égard des femmes, VEUILLEZ CONTACTER rmncahpolicysurvey@who.int.

Nous vous remercions.

VAW_IR_1**. Les politiques imposent-elles aux prestataires de soins de santé de signaler⁶⁹ les cas de Violence à l'égard des femmes ? *[FOURNIR UNE RÉPONSE PRÉREMPLIE POUR LE PAYS PARMIS LES OPTIONS SUIVANTES (OUI, NON SPÉCIFIÉ, NON – NON, INCERTAIN, VARIE SELON LA JURIDICTION, AUCUN DOCUMENT DE POLITIQUE GÉNÉRAL TROUVÉ, NE SAIT PAS – TRADUCTION NON DISPONIBLE/UTILISABLE, AUTRE)]*

Si VOUS AVEZ RÉPONDU LA RÉPONSE FOURNIE EST CORRECTE OU NE SAIT PAS ® passez à VAW_IR_2

VAW_IR_1_a**. Veuillez passer en revue la source de l'information concernant le signalement obligatoire de la Violence à l'égard des femmes par les prestataires de soins de santé :

Nom du document : [NOM DU DOCUMENT PROVENANT DE LA BASE DE DONNÉES]

Numéro de page : [NUMÉRO DE PAGE DE LA BASE DE DONNÉES]

Texte d'appui : [TEXTE TIRÉ DE LA BASE DE DONNÉES]

Les politiques imposent-elles aux prestataires de soins de santé de signaler¹⁵ les cas de Violence à l'égard des femmes ?

LA RÉPONSE FOURNIE EST CORRECTE

LA RÉPONSE FOURNIE EST INCORRECTE

NE SAIT PAS

OUI

NON
 VARIE SELON LA JURIDICTION

NON SPÉCIFIÉ
 AUCUN DOCUMENT DE POLITIQUE GÉNÉRALE DISPONIBLE

INCERTAIN

AUTRE

Préciser _____

⁶⁹ Par signalement obligatoire, nous entendons que la politique prévoit spécifiquement : le signalement obligatoire, obligatoire, automatique, de TOUTES les femmes qui dénoncent des violences au prestataire de soins de santé, à la police ou à une autre autorité désignée, que les femmes consentent ou non, qu'elles soient d'accord ou qu'elles veuillent ou non faire un signalement à la police. Si l'obligation de signalement n'est pas obligatoire pour TOUTES les femmes, mais seulement pour un sous-ensemble de femmes telles que les mineures ou les femmes handicapées, alors il est possible de marquer la catégorie de réponse comme Autre en expliquant spécifiquement à quels groupes de population s'applique l'obligation de signalement. Si la politique générale mentionne que les prestataires de soins de santé peuvent proposer de faire un signalement à la police si la femme le souhaite et avec son consentement spécifique, alors il convient de répondre NON, NON INCLUS.

Si le document ci-dessus est incorrect, veuillez fournir le document correct à la fin de cette section.

VAW_IR_2**. 1. La politique fait-elle de la protection de la vie privée un principe⁷⁰ de la prestation de soins axés sur les femmes à l'intention des survivantes de violence ? [FOURNIR UNE RÉPONSE PRÉREMPLIE POUR LE PAYS PARMIS LES OPTIONS SUIVANTES (OUI, NON SPÉCIFIÉ, NON – NON, INCERTAIN, VARIE SELON LA JURIDICTION, AUCUN DOCUMENT DE POLITIQUE GÉNÉRAL TROUVÉ, NE SAIT PAS – TRADUCTION NON DISPONIBLE/UTILISABLE, AUTRE)]

LA RÉPONSE FOURNIE EST CORRECTE

LA RÉPONSE FOURNIE EST INCORRECTE

NE SAIT PAS

Si VOUS AVEZ RÉPONDU LA RÉPONSE FOURNIE EST CORRECTE OU NE SAIT PAS

® passez à VAW_IR_3*

VAW_IR_2_a**. Veuillez passer en revue la source de l'information concernant la protection de la vie privée en tant que principe¹⁶ de la prestation de soins axés sur les femmes à l'intention des survivantes de violence.

Nom du document : [NOM DU DOCUMENT PROVENANT DE LA BASE DE DONNÉES]

Numéro de page : [NUMÉRO DE PAGE DE LA BASE DE DONNÉES]

Texte d'appui : [TEXTE TIRÉ DE LA BASE DE DONNÉES]

OUI

NON
 VARIE SELON LA JURIDICTION

NON SPÉCIFIÉ
 AUCUN DOCUMENT DE POLITIQUE GÉNÉRALE DISPONIBLE
 INCERTAIN
 AUTRE
Préciser _____

La politique fait-elle de la protection de la vie privée un principe de la prestation de soins axés sur les femmes à l'intention des survivantes de violence ? *Si le document ci-dessus est incorrect, veuillez fournir le document correct à la fin de cette section.*

VAW_IR_3**. La politique impose-t-elle le respect de la vie privée⁷¹ lors des consultations entre le prestataire de soins de santé et la survivante ? [FOURNIR UNE RÉPONSE PRÉREMPLIE POUR LE PAYS PARMIS LES OPTIONS SUIVANTES (OUI, NON SPÉCIFIÉ, NON – NON, INCERTAIN, VARIE SELON LA

LA RÉPONSE FOURNIE EST CORRECTE

LA RÉPONSE FOURNIE EST INCORRECTE

NE SAIT PAS

⁷⁰ Nous entendons par là que la politique définit le respect de la vie privée comme un principe ou un droit qui doit être défendu ou promu par le système de santé et/ou dans un cadre clinique.

⁷¹ Nous entendons par là que la politique définit la confidentialité visuelle et/ou auditive à respecter dans le cadre de la prestation de services ou de la consultation auprès des survivantes.

*JURIDICTION, AUCUN DOCUMENT DE POLITIQUE
GÉNÉRAL TROUVÉ, NE SAIT PAS – TRADUCTION
NON DISPONIBLE/UTILISABLE, AUTRE]]*

**Si VOUS AVEZ RÉPONDU LA RÉPONSE
FOURNIE EST CORRECTE OU NE SAIT PAS**

® passez à VAW_IR_4*

VAW_IR_3_a**. Veuillez passer en revue la source de l'information concernant le respect de la vie privée pendant les consultations :

Nom du document : [NOM DU DOCUMENT
PROVENANT DE LA BASE DE DONNÉES]

Numéro de page : [NUMÉRO DE PAGE DE
LA BASE DE DONNÉES]

Texte d'appui : [TEXTE TIRÉ DE LA BASE DE
DONNÉES]

☐ OUI	☐ NON	☐ NON SPÉCIFIÉ
	☐ VARIE SELON LA JURIDICTION	☐ AUCUN DOCUMENT DE POLITIQUE GÉNÉRALE DISPONIBLE
		☐ INCERTAIN
		☐ AUTRE Préciser _____

La politique impose-t-elle le respect de la vie privée⁷² lors des consultations entre le prestataire de soins de santé et la survivante ? *Si le document ci-dessus est incorrect, veuillez fournir le document correct à la fin de cette section.*

VAW_IR_4**. La politique prévoit-elle un soutien de première ligne⁷² à l'intention des survivantes ?
[FOURNIR UNE RÉPONSE PRÉREMPLIE POUR LE PAYS PARMIS LES OPTIONS SUIVANTES (OUI, NON SPÉCIFIÉ, NON – NON, INCERTAIN, VARIE SELON LA JURIDICTION, AUCUN DOCUMENT DE POLITIQUE GÉNÉRAL TROUVÉ, NE SAIT PAS – TRADUCTION NON DISPONIBLE/UTILISABLE, AUTRE]]

**Si VOUS AVEZ RÉPONDU LA RÉPONSE
FOURNIE EST CORRECTE OU NE SAIT PAS**

® passez à VAW_IR_5*

VAW_IR_4_a**. Veuillez passer en revue la source de l'information concernant le respect du soutien de première ligne à l'intention des survivantes : [NOM DU DOCUMENT TIRÉ DE LA BASE DE DONNÉES]

☐ LA RÉPONSE FOURNIE EST CORRECTE	☐ LA RÉPONSE FOURNIE EST INCORRECTE	☐ NE SAIT PAS
☐ OUI	☐ NON	☐ NON SPÉCIFIÉ
	☐ VARIE SELON LA JURIDICTION	☐ AUCUN DOCUMENT DE POLITIQUE GÉNÉRALE DISPONIBLE

⁷² Nous entendons par là que la politique comprend une ou plusieurs des interventions ou services suivants : premiers soins psychologiques, soutien psychosocial ; services de conseil ; proposer un service fondé sur la méthode LIVES (écouter avec empathie, s'enquérir des besoins, approuver ou proposer une réponse non moralisatrice, renforcer la sécurité et faciliter le soutien social) ; répondre aux besoins pratiques et émotionnels de la victime.

Numéro de page : [NUMÉRO DE PAGE DE LA BASE DE DONNÉES]

Texte d'appui : [TEXTE TIRÉ DE LA BASE DE DONNÉES]

- INCERTAIN
 AUTRE
 Préciser _____

La politique prévoit-elle un soutien de première ligne¹⁸ à l'intention des victimes ?
Si le document ci-dessus est incorrect, veuillez fournir le document correct à la fin de cette section.

VAW_IR_5**. La politique prévoit-elle un dépistage universel de la violence⁷³ ? [FOURNIR UNE RÉPONSE PRÉREMPLIE POUR LE PAYS PARMIS LES OPTIONS SUIVANTES (OUI, NON SPÉCIFIÉ, NON – NON, INCERTAIN, VARIE SELON LA JURIDICTION, AUCUN DOCUMENT DE POLITIQUE GÉNÉRAL TROUVÉ, NE SAIT PAS – TRADUCTION NON DISPONIBLE/UTILISABLE, AUTRE)]

LA RÉPONSE FOURNIE EST CORRECTE

LA RÉPONSE FOURNIE EST INCORRECTE

NE SAIT PAS

SI VOUS AVEZ RÉPONDU LA RÉPONSE FOURNIE EST CORRECTE OU NE SAIT PAS

® passez à VAW_IR_6*

VAW_IR_5_a**. Veuillez passer en revue la source de l'information concernant le dépistage universel de la violence :

Nom du document : [NOM DU DOCUMENT PROVENANT DE LA BASE DE DONNÉES]

Numéro de page : [NUMÉRO DE PAGE DE LA BASE DE DONNÉES]

Texte d'appui : [TEXTE TIRÉ DE LA BASE DE DONNÉES]

OUI

NON
 VARIE SELON LA JURIDICTION

NON SPÉCIFIÉ
 AUCUN DOCUMENT DE POLITIQUE GÉNÉRALE DISPONIBLE
 INCERTAIN
 AUTRE
 Préciser _____

La politique prévoit-elle un dépistage universel de la violence¹⁹ ? *Si le document ci-dessus est incorrect, veuillez fournir le document correct à la fin de cette section.*

VAW_IR_6**. La politique prévoit-elle un dépistage sélectif sur la violence⁷⁴ ? [FOURNIR UNE RÉPONSE PRÉREMPLIE POUR LE PAYS PARMIS LES

LA RÉPONSE FOURNIE

LA RÉPONSE FOURNIE EST INCORRECTE

NE SAIT PAS

⁷³ Nous entendons par là une enquête de routine, un dépistage, l'interrogation de chaque femme qui se rend dans un établissement de santé, l'utilisation d'un outil standard avec des questions posées à chaque femme qui entre dans la clinique au sujet de son expérience de la violence. Poser régulièrement des questions sur la violence dans tous les établissements de soins de santé à toutes les femmes.

⁷⁴ Nous entendons par là l'identification ciblée des femmes qui se présentent dans des établissements de santé et qui répondent aux critères selon lesquels elles auraient potentiellement subi des violences, du fait de la présence de symptômes cliniques ou de signes. On appelle également cette procédure enquête sélective ; questionnaire clinique, recherche de cas, dépistage sélectif ou enquête.

OPTIONS SUIVANTES (OUI, NON SPÉCIFIÉ, NON – NON, INCERTAIN, VARIE SELON LA JURIDICTION, AUCUN DOCUMENT DE POLITIQUE GÉNÉRAL TROUVÉ, NE SAIT PAS – TRADUCTION NON DISPONIBLE/UTILISABLE, AUTRE)]

EST
CORRECTE

SI VOUS AVEZ RÉPONDU LA RÉPONSE FOURNIE EST CORRECTE OU NE SAIT PAS

® passez à VAW_IR_7*

VAW_IR_6_a**. Veuillez passer en revue la source de l'information concernant le dépistage sélectif sur la violence :
Nom du document : [NOM DU DOCUMENT PROVENANT DE LA BASE DE DONNÉES]
Numéro de page : [NUMÉRO DE PAGE DE LA BASE DE DONNÉES]
Texte d'appui : [TEXTE TIRÉ DE LA BASE DE DONNÉES]

OUI

NON

VARIE SELON LA JURIDICTION

NON SPÉCIFIÉ

AUCUN DOCUMENT DE POLITIQUE GÉNÉRALE DISPONIBLE

INCERTAIN

AUTRE

Préciser _____

–

La politique prévoit-elle un dépistage sélectif sur la violence²⁰ ? Si le document ci-dessus est incorrect, veuillez fournir le document correct à la fin de cette section.

VAW_IR_7**. La politique prévoit-elle une évaluation de la santé mentale des survivantes⁷⁵ ? [FOURNIR UNE RÉPONSE PRÉREMPLIE POUR LE PAYS PARI MI LES OPTIONS SUIVANTES (OUI, NON SPÉCIFIÉ, NON – NON, INCERTAIN, VARIE SELON LA JURIDICTION, AUCUN DOCUMENT DE POLITIQUE GÉNÉRAL TROUVÉ, NE SAIT PAS – TRADUCTION NON DISPONIBLE/UTILISABLE, AUTRE)]

LA RÉPONSE FOURNIE EST CORRECTE

LA RÉPONSE FOURNIE EST INCORRECTE

NE SAIT PAS

SI VOUS AVEZ RÉPONDU LA RÉPONSE FOURNIE EST CORRECTE OU NE SAIT PAS

® passez à VAW_IR_8*

VAW_IR_7_a**. Veuillez passer en revue la source de l'information concernant l'évaluation de la santé mentale des survivantes :

OUI

NON

VARIE SELON LA JURIDICTION

NON SPÉCIFIÉ

AUCUN DOCUMENT DE

⁷⁵ Nous entendons par là : est-ce que la politique mentionne l'évaluation de l'état de santé mentale de la survivante ? Cette évaluation peut avoir lieu immédiatement après l'acte de violence, lors de la visite de suivi ou plusieurs mois plus tard. La politique peut également mentionner les éléments suivants : diagnostic de santé mentale, évaluation, signes et symptômes de santé mentale, référence aux directives du mHGAP pour l'évaluation de la santé mentale, évaluation de la détresse, de l'anxiété, de la dépression, des idées suicidaires, de la détresse émotionnelle ou psychologique ou du stress ou du syndrome de stress post-traumatique.

Nom du document : [NOM DU DOCUMENT
PROVENANT DE LA BASE DE DONNÉES]
Numéro de page : [NUMÉRO DE PAGE DE
LA BASE DE DONNÉES]
Texte d'appui : [TEXTE TIRÉ DE LA BASE DE
DONNÉES]

POLITIQUE
GÉNÉRALE
DISPONIBLE
 INCERTAIN
 AUTRE
Préciser ____

La politique prévoit-elle une évaluation de la santé mentale des survivantes²¹ ? *Si le document ci-dessus est incorrect, veuillez fournir le document correct à la fin de cette section.*

VAW_IR_8**. La politique prévoit-elle l'orientation vers des services de santé mentale pour les victimes⁷⁶ ? [FOURNIR UNE RÉPONSE PRÉEMPLIE POUR LE PAYS PARMIS LES OPTIONS SUIVANTES (OUI, NON SPÉCIFIÉ, NON – NON, INCERTAIN, VARIE SELON LA JURIDICTION, AUCUN DOCUMENT DE POLITIQUE GÉNÉRAL TROUVÉ, NE SAIT PAS – TRADUCTION NON DISPONIBLE/UTILISABLE, AUTRE)]

LA RÉPONSE FOURNIE EST CORRECTE
 LA RÉPONSE FOURNIE EST INCORRECTE
 NE SAIT PAS

SI VOUS AVEZ RÉPONDU LA RÉPONSE FOURNIE EST CORRECTE OU NE SAIT PAS

® passez à VAW_IR_9*

VAW_IR_8_a**. Veuillez passer en revue la source de l'information concernant l'orientation des survivantes vers des services de santé mentale ;

OUI
 NON
 VARIE SELON LA JURIDICTION
 NON SPÉCIFIÉ
 AUCUN DOCUMENT DE POLITIQUE GÉNÉRALE DISPONIBLE
 INCERTAIN
 AUTRE
Préciser ____

Nom du document : [NOM DU DOCUMENT
PROVENANT DE LA BASE DE DONNÉES]
Numéro de page : [NUMÉRO DE PAGE DE
LA BASE DE DONNÉES]
Texte d'appui : [TEXTE TIRÉ DE LA BASE DE
DONNÉES]

La politique prévoit-elle l'orientation vers des services de santé mentale pour les survivantes²² ? *Si le document ci-dessus*

⁷⁶ Nous entendons par là que l'orientation vers des services de santé mentale concerne des services/fournisseurs plus spécialisés en vue d'interventions psychologiques ou de traitements de santé mentale tels que la psychothérapie ; la thérapie cognitivo-comportementale (TCC) ; la désensibilisation et le retraitement par les mouvements oculaires (EMDR) ; les antidépresseurs ; les benzodiazépines ; le diazépam.

Pour que l'indicateur relatif à l'orientation du patient soit rempli, il doit être fait mention d'interventions ou de soins psychologiques utilisés indépendamment des services/soutiens psychosociaux. L'orientation seule vers des services ou des soutiens psychosociaux ne permettra pas de répondre à cet indicateur.

Cette orientation peut avoir lieu immédiatement après l'acte de violence, lors de la visite de suivi ou plusieurs mois plus tard.

est incorrect, veuillez fournir le document correct à la fin de cette section.

VAW_IR_9**. La politique prévoit-elle un traitement de santé mentale à l'intention des survivantes⁷⁷ ? [FOURNIR UNE RÉPONSE PRÉREMPLIE POUR LE PAYS PARMIS LES OPTIONS SUIVANTES (OUI, NON SPÉCIFIÉ, NON – NON, INCERTAIN, VARIE SELON LA JURIDICTION, AUCUN DOCUMENT DE POLITIQUE GÉNÉRAL TROUVÉ, NE SAIT PAS – TRADUCTION NON DISPONIBLE/UTILISABLE, AUTRE)]

LA RÉPONSE FOURNIE EST CORRECTE

LA RÉPONSE FOURNIE EST INCORRECTE

NE SAIT PAS

SI VOUS AVEZ RÉPONDU LA RÉPONSE FOURNIE EST CORRECTE OU NE SAIT PAS

® **passez à VAW_IR_10***

VAW_IR_9_a**. Veuillez passer en revue la source de l'information concernant les traitements de santé mentale à l'intention des survivantes :

Nom du document : [NOM DU DOCUMENT PROVENANT DE LA BASE DE DONNÉES]

Numéro de page : [NUMÉRO DE PAGE DE LA BASE DE DONNÉES]

Texte d'appui : [TEXTE TIRÉ DE LA BASE DE DONNÉES]

OUI

NON

NON

VARIE SELON LA JURIDICTION

SPÉCIFIÉ

AUCUN DOCUMENT DE POLITIQUE GÉNÉRALE DISPONIBLE

INCERTAIN

AUTRE

Préciser _____

La politique prévoit-elle un traitement de santé mentale à l'intention des survivantes²³ ? *Si le document ci-dessus est incorrect, veuillez fournir le document correct à la fin de cette section.*

VAW_IR_10**. La politique reconnaît-elle les adolescentes et/ou les jeunes femmes comme une population vulnérable à la violence⁷⁸ ? [FOURNIR

LA RÉPONSE FOURNIE

LA RÉPONSE FOURNIE EST INCORRECTE

NE SAIT PAS

⁷⁷ Nous entendons par là une intervention clinique utilisée pour traiter un problème de santé mentale diagnostiqué. Nous employons ici une vague définition du terme traitement. Il peut s'agir d'une référence à un traitement clinique de la santé mentale, mais la mention d'« interventions/soins psychologiques » ou de « soins de santé mentale » (ou d'autres variantes qui impliquent un traitement comme la « guérison » ou l'« accompagnement » psychologique), un « programme de santé mentale », ou des références à un traitement spécialisé ou à des médecins/spécialistes peuvent également être considérés comme des traitements de santé mentale. Pour que la politique englobe le traitement de la santé mentale, il doit y avoir une mention des interventions/soins psychologiques séparément de la mention du soutien psychosocial ou du conseil ou des premiers secours psychologiques. Le traitement peut avoir lieu immédiatement après l'acte de violence, lors de la visite de suivi ou plusieurs mois plus tard.

⁷⁸ Nous entendons par là que les adolescentes (10 à 19 ans) et les jeunes femmes (10 à 24 ans) sont explicitement reconnues comme étant vulnérables ou exposées de manière disproportionnée à la violence. La politique devrait mentionner leur risque ou leur vulnérabilité non seulement par rapport au genre, mais aussi à l'âge. Cela peut se traduire par une mention spécifique de leur

UNE RÉPONSE PRÉREMPLIE POUR LE PAYS PARMIL
LES OPTIONS SUIVANTES (OUI, NON SPÉCIFIÉ, NON
– NON, INCERTAIN, VARIE SELON LA JURIDICTION,
AUCUN DOCUMENT DE POLITIQUE GÉNÉRAL
TROUVÉ, NE SAIT PAS – TRADUCTION NON
DISPONIBLE/UTILISABLE, AUTRE)]

EST
CORRECTE

**SI VOUS AVEZ RÉPONDU LA RÉPONSE
FOURNIE EST CORRECTE OU NE SAIT PAS**

® passez à VAW_IR_11*

VAW_IR_10_a**. Veuillez passer en revue
la source des informations concernant les
adolescentes ou les jeunes femmes en tant
que population vulnérable à la violence :
Nom du document : [NOM DU DOCUMENT
PROVENANT DE LA BASE DE DONNÉES]
Numéro de page : [NUMÉRO DE PAGE DE
LA BASE DE DONNÉES]
Texte d'appui : [TEXTE TIRÉ DE LA BASE DE
DONNÉES]

OUI

NON

VARIE SELON
LA
JURIDICTION

NON

SPÉCIFIÉ

AUCUN
DOCUMENT
DE

POLITIQUE
GÉNÉRALE
DISPONIBLE

INCERTAIN

AUTRE

Préciser ____

La politique reconnaît-elle les adolescentes
et/ou les jeunes femmes comme une
population vulnérable à la violence²⁴ ? *Si le
document ci-dessus est incorrect, veuillez
fournir le document correct à la fin de cette
section.*

VAW_IR_11**. La politique prévoit-elle la
fourniture de services spécifiques ou différenciés⁷⁹
aux adolescentes et/ou aux jeunes femmes
 survivantes de violence ? [FOURNIR UNE RÉPONSE
PRÉREMPLIE POUR LE PAYS PARMIL LES OPTIONS
SUIVANTES (OUI, NON SPÉCIFIÉ, NON – NON,
INCERTAIN, VARIE SELON LA JURIDICTION, AUCUN
DOCUMENT DE POLITIQUE GÉNÉRAL TROUVÉ, NE
SAIT PAS – TRADUCTION NON
DISPONIBLE/UTILISABLE, AUTRE)]

LA
RÉPONSE
FOURNIE
EST
CORRECTE

LA RÉPONSE
FOURNIE EST
INCORRECTE

NE SAIT PAS

vulnérabilité, de leurs risques, de la menace ou de la prévalence plus élevés de la violence ou par la reconnaissance du fait que beaucoup plus de cas surviennent dans cette population.

⁷⁹ Nous entendons par là que la politique mentionne des services pour les adolescentes et les jeunes femmes survivantes de violence ou évoque les services mis en place à l'intention des jeunes. Elle peut également mentionner la formation des prestataires de soins de santé pour répondre aux besoins spécifiques des adolescentes et des jeunes femmes survivantes de violence. Il peut également s'agir de mobiliser des services spécifiques pour les enfants et les adolescents survivantes de violence.

Si VOUS AVEZ RÉPONDU LA RÉPONSE FOURNIE EST CORRECTE OU NE SAIT PAS

® passez à VAW_IR_12*

VAW_IR_11_a**. Veuillez passer en revue OUI

la source des informations concernant les services spécifiques destinés aux adolescentes ou aux jeunes femmes survivantes de violence :

Nom du document : [NOM DU DOCUMENT PROVENANT DE LA BASE DE DONNÉES]

Numéro de page : [NUMÉRO DE PAGE DE LA BASE DE DONNÉES]

Texte d'appui : [TEXTE TIRÉ DE LA BASE DE DONNÉES]

NON
 VARIE SELON LA JURIDICTION

NON SPÉCIFIÉ
 AUCUN DOCUMENT DE POLITIQUE GÉNÉRALE DISPONIBLE
 INCERTAIN
 AUTRE
 Préciser

La politique prévoit-elle la fourniture de services spécifiques ou différenciés²⁵ aux adolescentes et/ou aux jeunes femmes survivantes de violence ? *Si le document ci-dessus est incorrect, veuillez fournir le document correct à la fin de cette section.*

VAW_IR_12**. Veuillez téléverser tous les documents que vous avez utilisés pour remplir cette section et fournir des détails sur chacun d'eux en remplissant le tableau ci-dessous.

	A) Titre du document	B) Date de publication	C) Type de document		D) Document Langue (ANGLAIS, ARABE, CHINOIS, ESPAGNOL, FRANÇAIS, PORTUGAIS, RUSSE, AUTRE) Si possible, veuillez téléverser une version anglaise du document.	E) Téléverser le document Si vous n'êtes pas en mesure de téléverser le document, veuillez en indiquer la raison.
01		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		

Enquête sur les politiques en matière de santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né,
de l'enfant et de l'adolescent, 2023

02		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
03		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
04		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		
05		☐ _____ ANNÉE	☐ DIRECTIVE ☐ ACCORD INTERNATIONAL ☐ LOI ☐ ORIENTATION OPÉRATIONNELLE	☐ PLAN-STRATÉGIE ☐ POLITIQUE GÉNÉRALE ☐ RAPPORT ☐ AUTRE		

GLOSSAIRE

Adolescent	<p>Aux fins de la présente enquête, un adolescent est une personne âgée de 10 à 19 ans. Le pré-adolescent désigne toute personne âgée de 10 à 14 ans, tandis que l'adolescent désigne les 15 à 19 ans.</p>
Soins prénatals	<p>Soins dispensés par des professionnels de la santé qualifiés aux femmes et aux adolescentes enceintes afin de garantir les meilleures conditions de santé pour la femme et le bébé pendant la grossesse. Les composantes des soins prénatals sont notamment les suivantes : identification des risques ; prévention et prise en charge des maladies liées à la grossesse ou concomitantes ; et éducation à la santé et promotion de la santé</p>
Procréation médicale assistée (PMA)	<p>Toutes les procédures qui comprennent la manipulation in vitro d'ovocytes humains et de spermatozoïdes ou d'embryons à des fins de procréation. Cela inclut notamment la fécondation in vitro et le transfert d'embryons, l'injection intra-cytoplasmique de spermatozoïde (ICSI), la biopsie embryonnaire, les tests génétiques préimplantatoires, l'éclosion assistée, le transfert intra-fallopées de gamètes, le transfert intra-fallopées de zygotes, la cryoconservation des gamètes et des embryons, le don de sperme, d'ovocytes et d'embryons et les cycles de porteurs gestationnels. Ainsi, la PMA n'inclut pas, et les services qui proposent la PMA uniquement n'incluent pas, l'insémination assistée utilisant le sperme du partenaire de la femme ou d'un donneur de sperme. A suivi une formation dans un établissement secondaire. Une période de formation sur le terrain peut être proposée, et parfois formalisée dans le cadre d'un apprentissage.</p>
Aide-soignante	<p>Une aide-soignante possède des compétences de base en matière de soins infirmiers et n'a aucune formation en matière de prise de décision en soins infirmiers. Cependant, dans différents pays, le niveau de formation peut varier entre quelques mois et 2-3 ans. On parle notamment d'aide-soignante ou d'infirmier(ère) diplômé(e).</p>
Aide-soignante en maternité	<p>A suivi une formation dans un établissement secondaire. Une période de formation sur le terrain peut être proposée, et parfois formalisée dans le cadre d'un apprentissage. Tout comme l'aide-soignante, l'aide-soignante en maternité possède des compétences de base en matière de soins infirmiers, mais n'a pas été formée à la prise de décision. Les aides-soignantes en maternité participent à la prestation de soins de santé à l'intention de la mère et du nouveau-né, en particulier à la naissance, mais également pendant la période prénatale et du post-partum. Elles possèdent certaines des compétences en matière de maïeutique, mais ne sont pas pleinement qualifiées en tant que sages-femmes.</p>
Acte de naissance	<p>L'acte de naissance est un document délivré par l'État au parent ou au tuteur à la suite du processus d'enregistrement de la naissance. C'est la première preuve légale d'identité d'un enfant.</p>
Enregistrement des naissances	<p>L'enregistrement des naissances et les certificats de naissance vont idéalement de pair. Cependant, étant donné que les processus de délivrance des certificats de naissance peuvent varier selon l'endroit, un enfant peut être enregistré, mais ne jamais recevoir de certificat de naissance.</p> <p>L'enregistrement des naissances est le processus d'enregistrement officiel de la naissance d'un enfant auprès d'une autorité gouvernementale. Il s'agit d'un enregistrement permanent et officiel de l'existence d'un enfant et d'une reconnaissance juridique de son identité. Il s'agit au minimum d'un document légal indiquant le lieu de naissance de l'enfant et l'identité de ses parents.</p>

Personnel de santé qualifié	<p>Le personnel de santé qualifié, tel que référencé par l'indicateur 3.1.2 des ODD, est un professionnel compétent de la santé maternelle et néonatale diplômé, formé et réglementé selon les normes nationales et internationales. Les membres du personnel de santé qualifié sont compétents pour : i) fournir et promouvoir des soins fondés sur des données probantes et sur les droits humains, de qualité, adaptés à la culture socioculturelle et dignes pour les femmes et les nouveau-nés ; ii) faciliter les processus physiologiques pendant le travail et l'accouchement pour assurer une expérience d'accouchement propre et positive ; iii) identifier et prendre en charge ou orienter les femmes et/ou les nouveau-nés présentant des complications. En outre, au sein d'une équipe intégrée de professionnels de la santé maternelle et néonatale (comprenant, par ordre alphabétique, des anesthésistes, des infirmières, médecins [tels que des obstétriciens et des pédiatres] et des sages-femmes), ils remplissent toutes les fonctions essentielles des soins maternels et néonataux d'urgence afin d'optimiser la santé et le bien-être des femmes et des nouveau-nés.* Dans un environnement approprié, les sages-femmes formées et réglementées selon les normes de la Confédération internationale des sages-femmes (ICM) peuvent fournir presque tous les soins essentiels nécessaires aux femmes et aux nouveau-nés. (Dans différents pays, ces compétences sont détenues par des professionnels ayant des titres professionnels différents). *The state of the world's midwifery 2014: a universal pathway: a woman's right to health. New York, Fonds des Nations Unies pour la population ; 2014 (www.unfpa.org/sowmy).</p>
Enfant	Aux fins de cette évaluation, un enfant est une personne âgée de 1 mois à 9 ans.
Droits de l'enfant / Loi sur la protection de l'enfance	Règles juridiquement contraignantes visant à protéger la santé, le développement et le bien-être de l'enfant.
Éducation sexuelle exhaustive	Éducation sexuelle axée sur la physiologie, la santé sexuelle et reproductive, mais abordant également les questions de genre et de pouvoir dans les relations, et les méthodes d'enseignement participatives.
Compétences	Capacité d'une personne à intégrer des connaissances, des compétences et des attitudes dans l'exécution de ses tâches dans un contexte donné. Les compétences sont durables, perfectibles et, par l'expression de comportements, mesurables.
Déclaration de décès	Notification des décès maternels / périnataux : Identification des décès maternels présumés dans les établissements (maternité et autres services) et les communautés, suivie d'une notification immédiate (dans les 24 et 48 heures, respectivement) aux autorités compétentes. En général, le fait de classer un événement ou une maladie comme devant être signalé signifie qu'il doit l'être aux autorités dans les 24 heures et être suivi d'un rapport plus approfondi sur les causes médicales et les facteurs qui ont contribué audit événement ou à ladite maladie. Examen des décès maternels et périnataux par le comité chargé de la surveillance et de la réaction en cas de décès maternels et périnataux : examen des facteurs médicaux et non médicaux qui ont mené au décès, évaluation des éventuelles conditions qui auraient pu permettre d'éviter le décès et élaboration de recommandations pour prévenir les décès futurs, et mise en œuvre immédiate des recommandations pertinentes.
Examen des décès	
Développement du jeune enfant	Le développement du jeune enfant englobe le développement physique, socio-émotionnel, cognitif et moteur entre 0 et 8 ans.
Contraception post-coïtale d'urgence	Fait référence aux méthodes de contraception qui peuvent être utilisées pour prévenir une grossesse après un rapport sexuel. Il est recommandé de les utiliser dans les 5 jours, mais ils sont plus efficaces lorsqu'ils sont administrés au plus tôt après le rapport.

Soins essentiels aux nouveau-nés	<p>Les soins pour tous les nouveau-nés comprennent le séchage immédiat et complet, le contact peau à peau entre le nouveau-né et la femme, le clampage et la coupure du cordon dans les premières minutes après la naissance, la mise en route au plus tôt de l'allaitement et l'allaitement exclusif. Les nouveau-nés qui ne commencent pas à respirer par eux-mêmes une minute après la naissance devraient recevoir une ventilation en pression positive avec de l'air ambiant à l'aide d'un sac autogonflant et d'un masque. Après la première heure de vie, les nouveau-nés devraient recevoir des soins oculaires, de la vitamine K et les vaccins recommandés (dose de VPO à la naissance et vaccin contre l'hépatite B). Il convient d'évaluer leur poids de naissance et leur âge gestationnel, de rechercher une éventuelle malformation congénitale et de déceler tout signe de maladie chez le nouveau-né.</p>
Planification familiale	<p>La planification familiale permet aux personnes et aux couples d'anticiper et de concrétiser leur désir d'avoir un ou plusieurs enfants, ainsi que d'espacer et de planifier les naissances. Elle repose sur l'utilisation de méthodes contraceptives et le traitement de l'infertilité involontaire.</p>
Mutilations génitales féminines	<p>Comprend toutes les procédures impliquant l'ablation partielle ou totale des organes génitaux féminins externes ou toute autre lésion des organes génitaux féminins pour des raisons non médicales.</p>
Réduction foetale	<p>Intervention visant à réduire le nombre de sacs gestationnels ou de fœtus dans une gestation multiple</p>
Violence basée sur le genre	<p>Tout acte de violence dirigé contre le sexe féminin et entraînant, ou pouvant entraîner, chez les femmes, un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques, et elle comprend la menace de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou dans la vie privée.</p>
Délivrance graduelle du permis	<p>Le système de délivrance graduelle des permis de conduire échelonne progressivement les privilèges des jeunes conducteurs (p. ex. conduire de nuit ou avec des passagers) au fil du temps, par exemple une période d'apprentissage prolongée comprenant une formation et une conduite supervisée à faible risque ; puis un permis avec des restrictions temporaires ; et enfin un permis complet.</p>
Directive	<p>Déclarations fondées sur des données probantes, élaborées de manière systématique, qui aident les prestataires, les bénéficiaires et les autres parties prenantes à prendre des décisions éclairées sur les interventions appropriées en matière de santé. Les interventions en matière de santé sont définies au sens large et englobent non seulement les procédures cliniques, mais également les mesures de santé publique. Les politiques générales de santé font référence aux décisions, plans et mesures adoptés pour atteindre des objectifs spécifiques au sein d'une société. Une politique générale donnée peut avoir plusieurs effets : elle définit une vision de l'avenir qui, à son tour, aide à établir des objectifs et des points de référence à court et moyen terme. Elle décrit les priorités et les rôles attendus des différents groupes ; elle établit un consensus et informe la population.</p>
Politique générale de santé	
CIM-MM	<p>Application par l'OMS de la Classification internationale des maladies (CIM-10) aux décès survenus pendant la grossesse, l'accouchement et la période puerpérale</p>
CIM-PM	<p>Application par l'OMS de la Classification internationale des maladies (CIM-10) aux décès survenus pendant la période périnatale</p>
Fécondation in vitro	<p>Procédure de technologie de procréation médicale assistée qui implique une fécondation extracorporelle. Elle comprend l'insémination in vitro conventionnelle et l'injection intra-cytoplasmique de spermatozoïdes (ICSI)</p>
Prise en charge communautaire intégrée des maladies de l'enfant	<p>Stratégie visant à équiper, former, soutenir et superviser les agents de santé communautaires pour évaluer les enfants et fournir un traitement curatif, en particulier le traitement de la pneumonie et de la diarrhée dans les pays non endémiques ou le traitement de la pneumonie, de la diarrhée et du paludisme dans les pays d'endémie palustre. Deux ou trois des traitements décrits ci-dessus doivent être proposés pour que l'on puisse parler de prise en charge communautaire intégrée des cas. Cette prise en charge peut également inclure le dépistage, l'orientation vers d'autres établissements et le traitement de la malnutrition et des nouveau-nés malades.</p>

Prise en charge intégrée des maladies de l'enfant (PCIME)	<p>La PCIME est une approche intégrée de la santé de l'enfant qui met l'accent sur le bien-être de l'enfant dans sa globalité. L'approche se concentre sur les principales causes de décès chez les enfants en améliorant les compétences des agents de santé en matière de gestion de cas, en renforçant le système de santé et en abordant les pratiques familiales et communautaires. Les trois composantes de la stratégie de prise en charge intégrée des maladies de l'enfant sont plus efficaces lorsqu'elles sont mises en œuvre simultanément.</p>
Traitement préventif intermittent du nourrisson	<p>Le traitement préventif intermittent chez les nourrissons est un traitement thérapeutique complet de médicaments antipaludiques administrés aux nourrissons par le biais des services de vaccination systématique, que l'enfant soit infecté ou non par le paludisme. Le TPI chez les nourrissons réduit le paludisme clinique, l'anémie et le paludisme grave au cours de la première année de vie. Le traitement est administré 3 fois au cours de la première année de vie, à environ 10 semaines, 14 semaines et 9 mois, ce qui correspond au calendrier de vaccination systématique du Programme élargi de vaccination (PEV).</p>
Méthode « mère kangourou »	<p>Pratique consistant à fournir un contact peau à peau continu entre la mère et le bébé, l'alimentation exclusive au lait maternel et la sortie précoce de l'hôpital.</p>
Loi	<p>Règles qui régissent le comportement. Les lois peuvent être élaborées par le pouvoir législatif, ce qui donne lieu à une législation primaire (souvent statuts ou lois), par le pouvoir exécutif ou les autorités locales par le truchement de la législation secondaire (y compris les décrets, les règlements et les arrêtés), ou par les juges via une jurisprudence contraignante (normalement dans les juridictions de droit coutumier et jurisprudentiel).</p>
Agent de santé non spécialiste	<p>Tout agent de santé qui exerce des fonctions liées à la prestation de soins de santé ; qui a été formé d'une manière ou d'une autre dans un contexte opérationnel ; qui n'a reçu aucun certificat professionnel ou paraprofessionnel formel ou diplôme d'enseignement supérieur. On parle d'agent de santé communautaire, agent de santé de village, soutien au traitement, promoteurs, etc.</p>
Insuffisance pondérale à la naissance	<p>Poids à la naissance inférieur à 2 500 g, quel que soit l'âge gestationnel.</p>
Surveillance des décès maternels et riposte	<p>Cycle continu de notification, d'examen, d'analyse et d'intervention qui vise à diminuer la mortalité maternelle évitable en impliquant toutes les parties prenantes dans le processus d'identification des décès maternels, de compréhension des raisons pour lesquelles ils se sont produits et d'adoption de mesures pour faire en sorte que des décès similaires ne se reproduisent pas à l'avenir.</p>
Sage-femme	<p>Personne qui a été évaluée et agréée par un organisme public de réglementation des activités obstétricales ou un organisme de réglementation similaire. Elle prodigue des soins aux femmes en âge de procréer pendant la grossesse, le travail et l'accouchement, ainsi que pendant la période post-partum. Elle s'occupe également du nouveau-né et aide la femme à allaiter. Sa formation dure trois, quatre ans ou plus à l'école de soins infirmiers et mène à un diplôme universitaire de troisième cycle ou équivalent. Une sage-femme agréée possède toute la gamme nécessaire de compétences obstétricales. On parle de sage-femme agréée, de sage-femme ou de sage-femme communautaire.</p>
Mineur	<p>Personnes n'ayant pas atteint l'âge fixé par le droit interne ou dix-huit ans, qui n'ont pas acquis tous leurs droits légaux en vertu du droit interne (par exemple, pour acheter certains produits tels que le tabac ou l'alcool)</p>
Organe national de coordination	<p>Comité ou groupe de travail dirigé par le Ministère de la santé ou une institution nationale et composé de différentes parties prenantes responsables de l'élaboration, de la mise en œuvre et de la supervision de la stratégie, de la politique et des plans</p>

	nationaux liés à la santé sexuelle, reproductive, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent.
Nouveau-né	Aux fins de la présente enquête, un nouveau-né est une personne âgée de 0 à 4 semaines.
Décès du nouveau-né	Décès dans les 28 jours suivant la naissance d'un bébé né vivant, quel que soit son poids ou son âge gestationnel
Infirmier(ère)	Personne diplômée qui a été légalement autorisée (agrée) à exercer après examen par un comité national d'examen des infirmières et infirmiers ou une autorité réglementaire similaire. Sa formation dure trois, quatre ans ou plus à l'école de soins infirmiers et mène à un diplôme universitaire de troisième cycle ou équivalent. Un(e) infirmier(ère) agréé(e) possède toute la gamme nécessaire de compétences en soins infirmiers. On parle d'infirmier(ère) agréé(e), d'infirmier(ère), d'infirmier(ère) clinicien(ne) spécialisé(e), d'infirmier(ère) de pratique avancée, d'infirmier(ère) praticien(ne), d'infirmier(ère) diplômé(e), etc.
Périnatal	Les définitions de la mortalité périnatale peuvent varier d'un pays à l'autre, selon la CIM-11 on entend par mortalité périnatale la mort fœtale à au moins 22 semaines de gestation et la mortalité néonatale jusqu'au septième jour après la naissance.
Soins postnatals	Soins dispensés par des professionnels de la santé qualifiés aux femmes et à leur nouveau-né pendant la période postnatale (définie de la naissance à 6 semaines), dans le cadre de quatre consultations postnatales, afin de garantir les meilleures conditions de santé pour la femme et le bébé. Les composantes des soins postnatals sont notamment les suivantes : évaluation du bien-être de la femme et du bébé ; prévention, détection et prise en charge des problèmes postnatals ; prise en charge des maladies concomitantes ; et éducation à la santé et promotion de la santé.
Pneumonie avec tirage respiratoire	Le tirage respiratoire correspond au mouvement anormal vers l'intérieur du tissu sous-costal (c'est-à-dire le tissu inférieur au cartilage costal de la paroi thoracique antérieure inférieure) pendant l'inspiration, et chez les enfants, il se produit souvent en cas de maladies respiratoires lorsque la compliance des poumons est mauvaise ou que les poumons sont « raides ». C'est un signe de pneumonie sévère.
Pneumonie avec respiration rapide	L'une des réponses du corps à l'hypoxie induite par une infection dans les poumons est l'augmentation de la fréquence respiratoire. C'est un signe de pneumonie sévère. Un jeune nourrisson (0-59 jours) est considéré comme présentant une potentielle infection bactérienne grave ou une maladie très grave lorsqu'un ou plusieurs des signes suivants sont présents : est incapable de se nourrir depuis la naissance ou a cessé de s'alimenter correctement (confirmé par l'observation) ; convulsions ; respiration rapide (60 respirations par minute ou plus) ; tirage respiratoire très important ; fièvre (38 °C ou plus) ; température corporelle basse (moins de 35,5 °C)
Possible infection bactérienne grave	Apprentissage qui a lieu en vue de se préparer à assumer une fonction future, par exemple en tant que médecin ou infirmier(ère). Cet enseignement fournit un large éventail de connaissances, de compétences et d'attitudes nécessaires pour remplir ce futur rôle et dans lequel l'étudiant peut ensuite sélectionner ce qui est adapté à une situation spécifique. La formation initiale se déroule le plus souvent dans les écoles et les universités (par exemple, les écoles de médecine, de soins infirmiers et de sage-femmes).
Formation avant l'emploi	
Naissance prématurée	Bébé né à moins de 37 semaines de gestation complètes
Programme	Ensemble coordonné et complet de stratégies, d'activités et de services de santé planifiés et séquentiels conçus pour atteindre des objectifs et des cibles bien définis. Un programme national est généralement assorti de coordonnateurs nationaux, infranationaux et locaux, et d'un financement dédié pour soutenir les activités prévues. Dans le secteur de la santé, le terme programme national de santé est souvent utilisé pour désigner les composantes du système national de soins de santé

qui administrent des services spécifiques (par exemple, les programmes nationaux de lutte contre le VIH, la santé des adolescents ou les services de santé scolaire).

Qualité des soins	Mesure dans laquelle les services de soins de santé fournis à des individus et à des populations de patients améliorent les résultats désirés en matière de santé. Pour parvenir à cela, les soins de santé doivent être sûrs, efficaces, dispensés à temps, efficaces, équitables et centrés sur la personne.
Politique générale sur les familles homosexuelles/moparentales	Les futurs parents de l'enfant sont du même sexe, ou il s'agit d'une personne sans partenaire.
Chimioprévention du paludisme saisonnier	Administration intermittente de traitements complets d'un médicament antipaludique aux enfants dans les zones de transmission hautement saisonnière pendant la saison du paludisme.
Auto-prise en charge	La capacité des personnes, des familles et des communautés à promouvoir la santé, à prévenir les maladies, à maintenir la santé et à faire face à la maladie et au handicap, avec ou sans le soutien d'un prestataire de soins de santé.
Sélection du sexe	Réduction fœtale basée sur le sexe d'embryon désiré. La sélection du sexe peut être effectuée avant la conception (sélection de fractions enrichies de spermatozoïdes porteurs de X ou Y), préimplantatoire (sélection d'embryons mâles ou femelles) et prénatale (avortement de sélection en fonction du sexe). Il peut être médical (acceptable) ou non médical (controversé). Tout acte sexuel, tentative d'obtention d'un acte sexuel, commentaires ou avances sexuels non désirés, ou actes de traite, ou actes autrement dirigés contre la sexualité d'une personne en utilisant la coercition, par toute personne indépendamment de sa relation avec la victime, dans n'importe quel cadre, y compris, mais sans s'y limiter, à la maison et au travail. On distingue généralement trois types de violence sexuelle : la violence sexuelle avec rapport sexuel (c'est-à-dire le viol), la violence sexuelle avec contact (par exemple, les attouchements non désirés, mais sans rapport sexuel) et la violence sexuelle sans contact (par exemple, les menaces de violence sexuelle, l'exhibitionnisme et le harcèlement sexuel verbal).
Violence sexuelle	
Partie prenante	Personne, groupe ou organisation qui s'intéresse à l'organisation et à la prestation des soins de santé
Normes	Définition d'un niveau de qualité défini dans la prestation de services, qui est nécessaire pour répondre aux besoins des bénéficiaires visés. Une norme définit les attentes en matière de performance, les structures ou les processus nécessaires à une organisation pour fournir des services sûrs, équitables, acceptables, accessibles, efficaces et appropriés. Exemple de normes pour les services de soins de santé destinés aux adolescents dans les <u>Normes mondiales de l'OMS/ONUSIDA</u>
Mortinaissance	Un bébé mort-né est un bébé né sans signe de vie, pesant 1 000 g ou moins ou ayant plus atteint plus de 28 semaines complètes de gestation et mesurant 35 cm ou plus (poids à la naissance prioritaire par rapport à l'âge gestationnel). Cette définition est établie à des fins de comparaison internationale. D'autres pays peuvent avoir adopté des seuils plus bas pour les mortinaissances : un bébé né sans signe de vie, pesant 500 g ou plus, ayant atteint plus de 22 semaines complètes de gestation et mesurant 25 cm ou plus.
Stratégie nationale de santé (également connue sous le nom de plan stratégique national en matière de santé ou plan	Processus permettant d'organiser des décisions et des interventions en vue d'atteindre des objectifs particuliers, fixés dans le cadre d'une politique, fournissant « un modèle de scénario futur envisagé et un programme d'action prédéterminé permettant d'atteindre ledit scénario ». Il correspond aux grandes lignes d'action à long terme visant à concrétiser la vision et les objectifs politiques du secteur de la santé, et prévoit « l'identification des points d'intervention appropriés, les moyens

national relatif à la santé)	d'assurer la participation d'autres secteurs, l'éventail des facteurs politiques, sociaux, économiques et techniques, ainsi que les contraintes et les moyens d'y faire face ».
Usage de substance	L'abus de substances fait référence à l'usage nocif ou dangereux de substances psychoactives, y compris l'alcool et les drogues illicites.
Cible	Résultat intermédiaire vers un objectif qu'un programme cherche à atteindre, dans un délai déterminé ; une cible est plus spécifique qu'un objectif et se prête plus facilement à être exprimée en termes quantitatifs.
Accès universel	Par « accès », on entend un concept général qui mesure trois dimensions des interventions clés du secteur de la santé : la disponibilité, la couverture, et les résultats et l'impact. La disponibilité est définie en termes d'accessibilité (accès physique), d'abordabilité (accès économique) et d'acceptabilité (accès socioculturel) des services qui répondent à une norme minimale de qualité. La mise à disposition de services disponibles, abordables et acceptables est une condition préalable essentielle à la concrétisation de l'accès universel. La couverture est définie comme la proportion de personnes ayant besoin d'une intervention qui en bénéficient effectivement. La couverture est influencée par l'offre ou la prestation de services, ainsi que par la demande de ceux qui ont besoin de services et leur comportement en matière de santé. Les résultats et l'impact sont définis en termes d'effets à moyen terme, tels qu'un changement de comportement ou des taux de survie plus élevés, et d'effets à long terme, tels que des taux d'infection plus faibles. Les résultats et l'impact sont le résultat de la couverture et dépendent de l'efficacité et de l'efficacités des interventions.
Insuffisance pondérale grave à la naissance	Un poids à la naissance inférieur à 1 500 g
Test de virginité	Le test de virginité ou le « test des deux doigts » ou l'examen vaginal ou l'examen de l'hymen est une inspection des organes génitaux féminins visant à déterminer si une femme ou une fille a eu des rapports sexuels vaginaux. Elle est réalisée par des professionnels de la santé. L'objectif d'un tel examen varie selon les contextes. Parfois, il est mené pour déterminer si oui ou non le viol a eu lieu en fonction des antécédents sexuels des victimes. Dans d'autres cas, des tests de virginité sont effectués sur des femmes détenues ou des femmes vivant dans des centres de détention. Et enfin, il s'agit parfois d'une tradition communautaire pour célébrer la virginité et la capacité à mariage d'une femme (OMS 2017).
Femmes en âge de procréer	Aux fins de la présente enquête, une femme en âge de procréer est âgée de 15 à 49 ans.